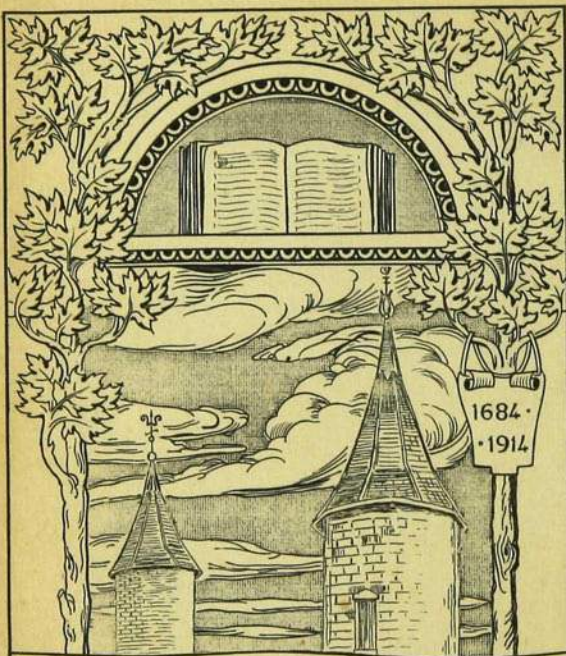


14



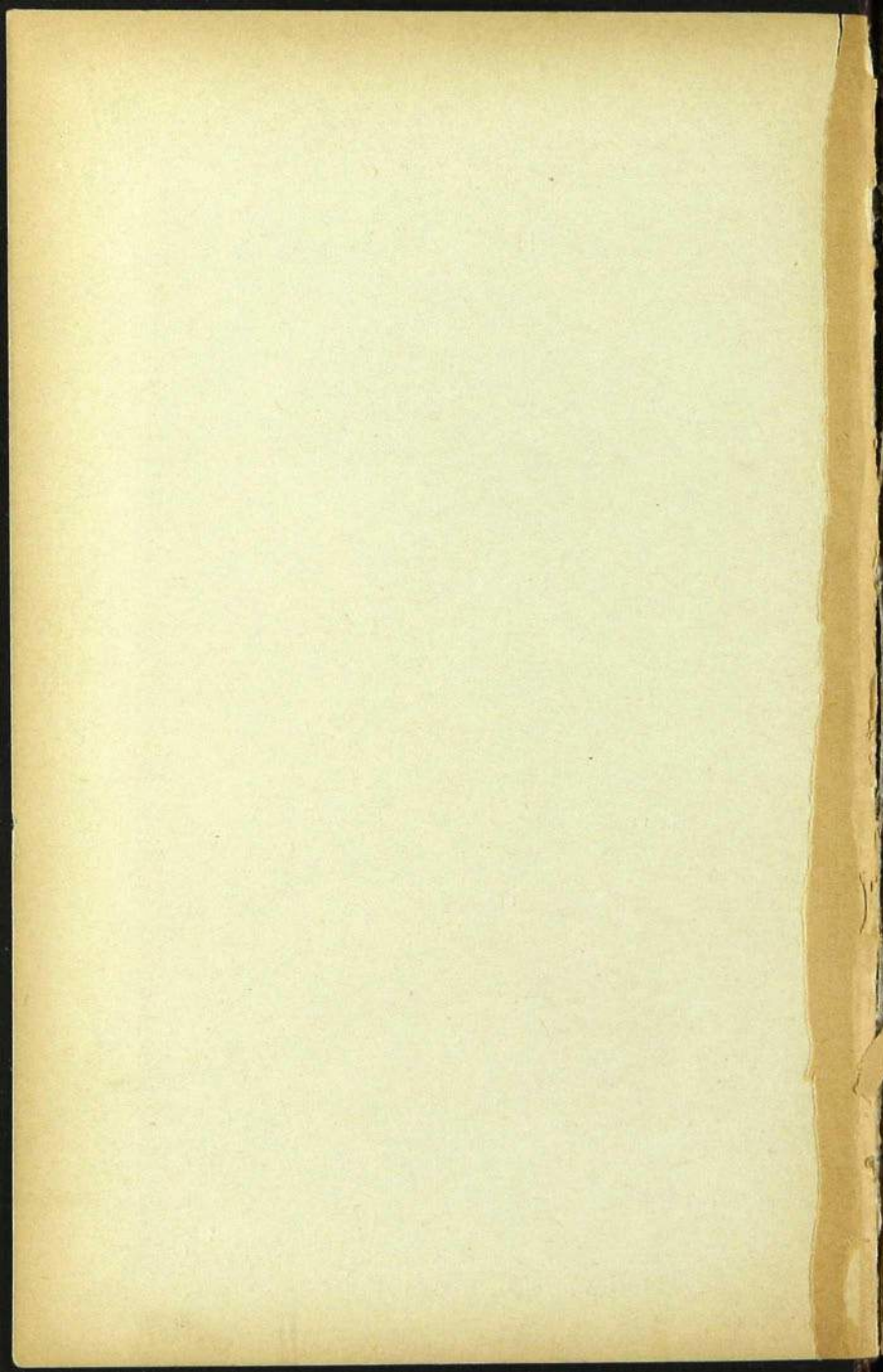
BIBLIOTHEQUE
SAINT-SULPICE MONTRÉAL



50

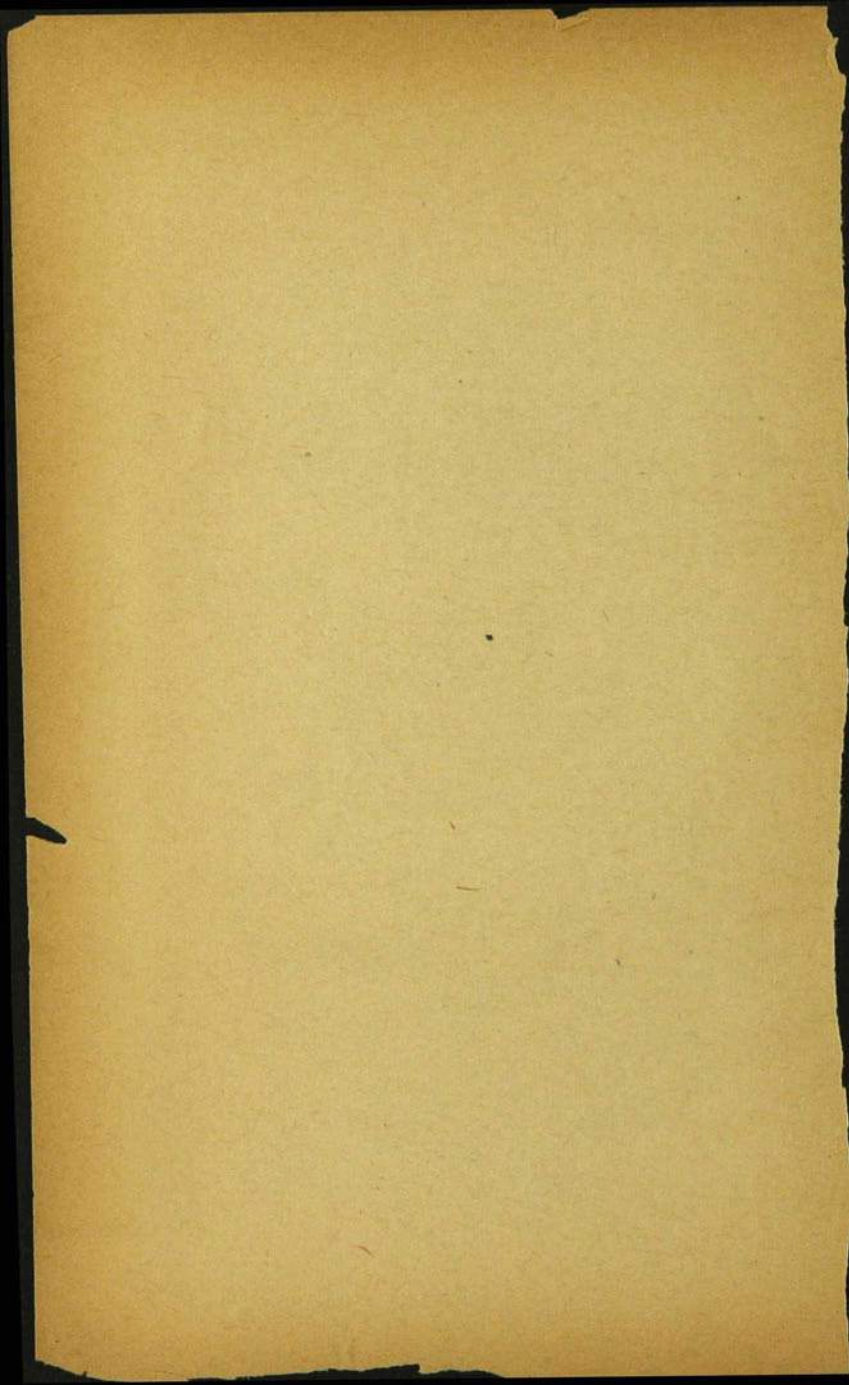
π

π-ε-



Duebarne 22/3/43

.68



Directives

DU MÊME AUTEUR:

- Une Croisade d'Adolescents*, in-12, Québec, 1912.
Les Rapailages, Vieilles choses, vieilles gens, Bibliothèque de l'Action Française, (32ème mille).
Chez nos Ancêtres, in-12, Bibliothèque de l'Action Française, 1924.
Notre Maître, le Passé, tome 1er, in-12, (2ème édition), Granger Frères, Montréal, 1937.
Notre Maître, le Passé, 2e tome, in-12, Granger Frères, Montréal, 1936.
Dix ans d'Action Française, in-12, Bibliothèque de l'Action Française, 1926.
Le Français au Canada, in-8, (Cours en Sorbonne), Paris, Delagrave, 1931.
L'Appel de la Race, (Roman), (pseudonyme: Alonié de Lestres), 1922.
Au Cap Blomidon, (Roman), (pseudonyme: Alonié de Lestres), Granger Frères, 1932.
Orientations, Collection du Zodiaque « 1935 », 312 pages, (5e mille).

COURS D'HISTOIRE DU CANADA,
A L'UNIVERSITE DE MONTREAL.

- Nos luttes constitutionnelles*, Montréal, 1915-16, (5 brochures), (Epuisé).
La Confédération Canadienne, ses origines, in-12, 204 pages, Bibliothèque de l'Action Française, Montréal, 1918, (Epuisé).
La Naissance d'une Race, in-8, Librairie d'Action canadienne-française, 1930, (2e édition).
Lendemain de conquête, in-12, 300 pages, Bibliothèque de l'Action Française, Montréal, 1919.
Vers l'Emancipation, in-12, 310 pages, Bibliothèque de l'Action Française, Montréal, 1921, (Epuisé).
L'enseignement français au Canada, I, Dans le Québec, (2e édition), in-8, 328 pages, Granger Frères, Montréal, 1934.

L'Enseignement français au Canada, II, Les Ecoles des Minorités, (2e édition), in-8, 271 pages, Granger Frères, Montréal, 1933.

La Découverte du Canada, Jacques Cartier, in-12, 305 pages, Granger Frères, Montréal, 1934.

OPUSCULES DIVERS

L'Education de la volonté en vue du devoir social, bro. in-8, 24 pages, Montréal, 1906. (Epuisé).

Petite histoire de Valleyfield, bro. in-8, 33 pages, Montréal, 1913, (Epuisé).

Ceux qui viennent, Tract de l'A.C.J.C., Montréal, 1914.

Thérèse de Lisieux, une grande femme, une grande vie, bro. in-12, 42 pages, Imp. du Messager, Montréal, 1929.

Droits réservés, Canada, 1937.

Imprimé au Canada, 1937.

IMPRIMATUR,

† EM.-A. DESCHAMPS,

Evêque de Thennesis,

Auxiliaire de Montréal.

Montréal, 5 novembre 1937.

Collection du Zodiaque '37

LIONEL GROULX

Directives

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

LES EDITIONS DU ZODIAQUE

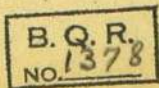
LIBRAIRIE DEOM FRERE

1247, RUE SAINT-DENIS, MONTRÉAL



CE LIVRE EST LE PREMIER DU « ZODIAQUE DEUXIÈME » PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION D'EUGÈNE ACHARD PAR LES « ÉDITIONS DU ZODIAQUE » AVEC LE CONCOURS DE LA LIBRAIRIE DÉOM, 1247 RUE SAINT-DENIS, MONTRÉAL, ET IMPRIMÉ AUX ATELIERS DE LA PAROLE (LIMITÉE), À DRUMMONDVILLE. — LA COUVERTURE, DESINÉE AUX « ÉTABLISSEMENTS ARTIS » DE PARIS, A ÉTÉ RÉALISÉE À LA « PHOTOGRAVURE NATIONALE » DE MONTRÉAL. LA TEINTE BLEUE DE CE VOLUME SYMBOLISE L'HORIZON DES DIRECTIVES. LE TIRAGE A ÉTÉ ÉTABLI COMME SUIT: 3050 EXEMPLAIRES SUR PAPIER « NOVEL », CONSTITUANT L'ÉDITION ORDINAIRE, 1000 EXEMPLAIRES SUR VÉLIN SUPÉRIEUR NUMÉROTÉS À LA PRESSE DE 1 À 1000 ET 18 EXEMPLAIRES, DONT DIX HORS COMMERCE, SUR PAPIER JAPON, PARAPHÉS ET NUMÉROTÉS PAR L'AUTEUR, DE I À XVIII.

FC
2924.9
N3 656
1937



[5]

POUR CEUX-LÀ SEULEMENT
QUI SAVENT LIRE.

En septembre 1915 j'étais nommé professeur d'Histoire du Canada à l'Université de Montréal. Ceux qui m'ont confié cette chaire, n'ignoraient point quelle tâche ils m'imposaient. Absorbante, débordante, elle est de celles qui subjuguent despotiquement le labeur et la vie d'un homme. Par cela même, l'enseignement de l'Histoire du Canada devenait mon devoir d'état.

L'Histoire n'est ni une science spéculative, ni une discipline de dilettante. Essentiellement dynamique, elle ne saurait se passer d'inspirer, sinon de formuler, des disciplines d'action. Ai-je tort de conclure qu'en m'imposant pareil devoir d'état, mes supérieurs m'assignaient, du même coup, pour mission, d'éclairer mes compatriotes sur leurs problèmes nationaux?

Non que le national soit au-dessus de tout ni que j'aie dessein de m'y limiter. Si j'entends ne pas oublier que je suis Canadien français, j'en-

tends aussi me souvenir que je suis homme, catholique et prêtre. Le national est suspendu à des réalités plus hautes d'où il emprunte sa règle et sa vie. Il n'appartient pas moins à ces réalités mixtes, à la fois charnelles et spirituelles, qui encadrent et supportent les intérêts suprêmes de l'homme.

Il joue, dans la vie du peuple canadien-français, un rôle exceptionnel. Nous appartenons à ce petit groupe de peuples sur la terre, — Combien sont-ils? Quatre ou cinq? — au destin d'une espèce particulière: l'espèce tragique. Pour eux l'anxiété n'est pas de savoir si demain ils seront prospères ou malheureux, grands ou petits; mais s'ils seront ou ne seront pas; s'ils se lèveront pour saluer le jour ou rentrer dans le néant. Chaque jour de notre vie nous achemine vers l'un ou l'autre de ces choix suprêmes: ou résister, vaincre dans l'arc-boutement héroïque, ou glisser sur la pente fatale, nous laisser happer par le Moloch américain. Anxiété de quelque importance, on l'avouera, et qui n'intéresse point que le temporel et l'humain, si un peuple ne saurait mourir à son passé, à sa culture, à ses ancêtres, sans mourir à bien autre chose. Voilà pour expliquer, aux esprits faibles ou pharisaïques, la part qu'aura tenue, dans ma pensée et dans ma vie, l'idée na-

tionale, la part qu'elle tient en la plupart de mes livres et, en particulier, dans celui-ci.

*
* *

Suite d'Orientations, Directives reprend ou continue la discussion de trois de nos problèmes capitaux: éducation nationale, économique et national, politique et national. On le verra, dans le dernier chapitre de cet ouvrage, il est inconcevable qu'un peuple engagé en une si formidable partie paraisse indifférent à la race d'hommes qu'il produit. C'est trop peu pour lui de préparer ses fils à gagner leur vie, quand l'enjeu est de gagner la vie de la nation. Pas moindre l'importance du problème économique. Peu de peuples — le dernier chapitre de cet ouvrage le viendra encore démontrer — y sentent engagés, comme nous, tout leur avenir, tous les éléments de leur vie: social, culturel, national. Pour l'édification de la jeunesse, j'ai voulu exhumer deux articles écrits, il y a quinze ans, pour l'enquête de l'Action française, sur le « problème économique ». La génération nouvelle y verra que les principales, les plus urgentes de ses revendications ressemblent singulièrement aux nôtres. Puisse-t-elle retenir de quel pas lent et même de quel pas à reculons, les idées

cheminent chez nous, surtout quand personne ne se trouve qui ait le courage de les longtemps porter.

*
* * *

A mon discours au récent congrès de la langue française, l'on a fait les honneurs d'un large émoi. Honneurs gratuits. L'on y a vu l'exaltation de la thèse séparatiste. La lecture de Directives, de chapitre en chapitre, démontrera l'arbitraire fantaisie de pareille exégèse. D'un si étrange malentendu, irai-je jusqu'à m'émouvoir? De séparatisme il n'y avait point l'ombre en ce discours; et je défie bien que l'on y en trouve. Je m'assure même que les moins avertis de mes auditeurs savaient fort bien qu'il n'y en avait point. Mais, pour des motifs que chacun devine, il fallait qu'il y en eût. D'autres, je le sais, et de fort bonne foi, ont cru en voir. Leur superficialité d'esprit n'arrive pas, non plus, à m'étonner. Je l'ai déjà dit: politiquement nous sommes des dégénérés. Aux portes d'un pays qui s'appelle les Etats-Unis, il semble que la notion soit saisissable de l'Etat autonome dans une fédération. Mais, « Etat », « autonomie », deux mots qui font trembler comme celui d'« indépendance » nos esprits foncièrement colonialisés. Im-

possible de parler d' « Etat français » que l'on ne sous-entende : séparatisme.

Mon attitude à l'égard des institutions de 1867 n'offre pourtant point d'ambiguïté. Je suis pour la Confédération. Mais j'attends que l'on me montre le précepte divin ou humain qui nous impose de nous y laisser étrangler. Ottawa n'existe point pour soi-même ni pour soi seul. Nous resterons dans la Confédération; mais la Confédération devra se concilier avec notre volonté de survie et d'épanouissement français. Et la formule exige bien autre chose que le respect du bilinguisme fédéral et notre juste part dans le fonctionnarisme canadien. Province française, nationalité française, nous ne pouvons le rester, sans une certaine autonomie législative et administrative, en particulier dans l'ordre économique et social. En ce domaine, Ottawa devra donc cesser de nous forger des entraves. Un pays vaste, divers comme le Canada, ne saurait au surplus s'orienter vers une centralisation ou une rigidité accrue des pouvoirs fédéraux. « Etat français » pourrait donc signifier demain un plus haut point d'autonomie provinciale qu'auront à sanctionner les prochaines réformes constitutionnelles.

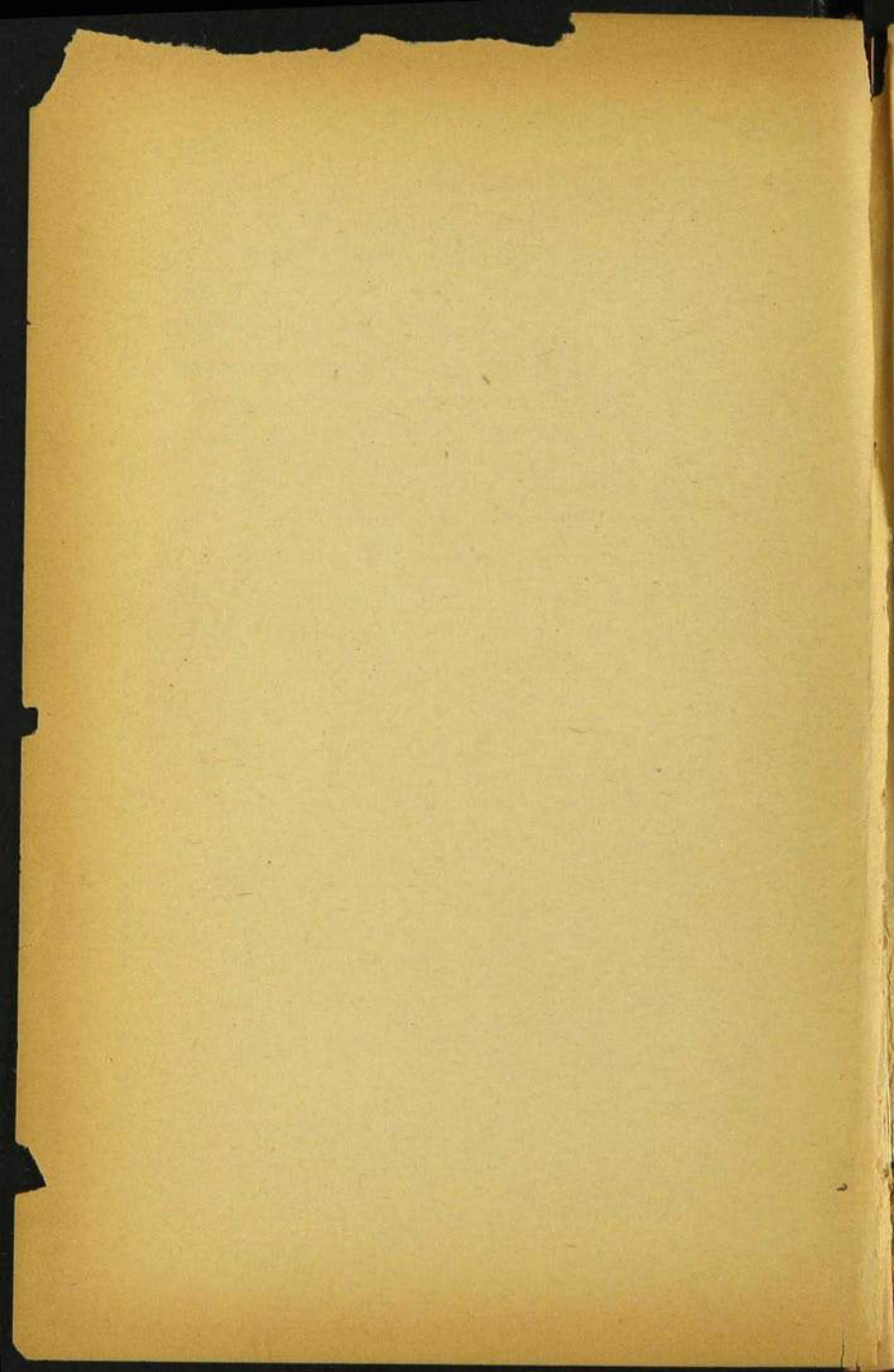
Toutefois quand nous parlons d'Etat français — autre fait dont ne se sont jamais avisés les superficiels, — nous avons beaucoup moins les yeux

sur Ottawa que sur Québec. Autrement dit, l'Etat français naîtra, beaucoup moins du laisser-faire ou de la collaboration d'Ottawa, que de l'action positive de la politique québécoise. Qu'on se donne la peine de lire, sur ce sujet, l'enquête de l'Action nationale pour 1937. A ceux qui nous diraient: qu'apporte de nouveau cette enquête? En quoi l'Etat français changerait-il quelque chose à ce qui existe, à l'orientation actuelle de notre vie politique et nationale? Il faudrait répondre: plaisanterie! En somme, dans le cas présent, Etat français veut dire un pays français et une nation française gouvernés pour leurs fins propres. Gouvernés pour nous-mêmes, l'avons-nous été depuis 1867? Le séparatisme n'est pas un phénomène champignon. Il procède d'une revendication légitime: le droit imprescriptible de la personnalité humaine à son développement culturel, national. Si l'Etat français, organisé dès le lendemain de la Confédération, nous eût préparé un milieu, un climat normal; si, par exemple, il eût empêché l'économie de tourner contre nous; et si aujourd'hui, vrai maître chez soi, le Canadien français eût conscience de se pouvoir pleinement « réaliser », croit-on que le séparatisme eût jamais existé? Au vrai, et c'est par quoi je veux finir, ceux qui combattent pour l'Etat français, servent mieux la Confédération que tous ses piliers officiels. Ils ser-

vent d'abord leur province, les leurs. Il y a quinze ans passés, autre démonstration que fourniront les pages que l'on va lire, je proclamais l'Etat national comme la première condition d'un redressement efficace de notre vie collective. Depuis lors notre désordre et notre misère n'ont fait que s'aggraver. Il en ira ainsi tant que nous serons un peuple en désaccord avec sa destinée, en dehors de ses voies historiques et naturelles.

Voilà, sur ce problème vital, mon attitude définie pour la sixième ou septième fois. Au reste, pas plus cette fois-ci que les autres, je n'entretiens l'espoir d'être compris de ceux qui entretiennent la résolution de ne pas comprendre.

LIONEL GROULX, ptre.



LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE.

(Consultation de 1921)¹

Ceux qui ont lu l'*Economie nouvelle* de Georges Valois, se rappellent le rôle souverain assigné à la doctrine, par l'économiste, pour un relèvement de la France. « Au commencement de toutes choses est le Verbe », écrit-il. « L'action prend la direction que lui donne l'esprit... Vous voulez refaire un Etat, restaurer une nation? Faites appel aux puissances de l'esprit ».

L'économiste a rappelé là un principe de sagesse élémentaire. Toujours l'esprit doit illuminer la volonté, la lumière, précéder et guider

1. Article paru dans l'*Action Française*, (déc. 1920). En se reportant à la préface du présent ouvrage, on verra pourquoi je publie ici ces pages de 1921. Cette année-là, l'*Action française*, dont j'étais le directeur, instituait une consultation sur le problème économique au Canada français — j'écrivis l'article-manifeste et l'article-conclusion. On y verra que les constatations et les revendications des collaborateurs de la revue ressemblent singulièrement à celles d'aujourd'hui. Cela peut être un enseignement pour la jeunesse. L. G.

l'action. Vérité cruellement évidente pour nous, dont l'action collective, abandonnée si longtemps à de faux guides, s'est dépensée sans but défini, en des directions anarchiques, faute d'une doctrine qui, de haut, eût tout coordonné.

Quelques-uns sont d'avis que la vieille erreur a assez duré. Elle ne doit pas être continuée, à l'heure surtout où les chocs que nous subissons déterminent dans notre vie des transformations inattendues. Que ferons-nous en face des inconnus que pose soudain, pour notre race, le problème économique? D'une part, la vieille sagesse nous en avertit: un jeune peuple comme le nôtre a le devoir de se montrer économe d'expériences hasardeuses; il ne doit aller de l'avant qu'à bon escient, soucieux de ne jamais perdre inutilement une seule de ses forces, une seule heure de sa vie. A la fin de son histoire, et avec la gravité du sage, François-Xavier Garneau nous l'a déjà dit: « C'est aux grands peuples à faire l'épreuve des nouvelles théories... Pour nous, une partie de notre force nous vient de nos traditions ». Les enseignements de l'histoire nous prêchent à coup sûr la circonspection. Presque toujours, la richesse, l'opulence furent, pour les peuples, des germes de mort. Notre idéalisme latin pourrait-il ne pas redouter le prochain avenir, quand déjà toutes les puissances de la civilisation ambiante ne nous inclinent

que trop au culte des forces matérielles? Tous les jours, le spectacle lamentable ne s'offre-t-il point à nos yeux de beaucoup trop de nos compatriotes pour qui l'avènement à la fortune s'est accompagné d'une décadence familiale et d'un reniement total ou partiel de l'idéal catholique et français?

D'autre part, nous ne pouvons échapper à ces faits impérieux: la guerre économique existe: elle se déroule sur tous les points du monde. Elle ne connaît ni les trêves, ni les armistices. Elle se fait au milieu de nous; elle se fait contre nous. Chaque fois qu'une partie de notre patrimoine nous échappe; chaque fois que, mal administré, les rendements en subissent des baisses; chaque fois que le sol québécois fructifie pour d'autres que pour nous; que nos épargnes, nos capitaux, s'en vont vers des réservoirs qui se déversent ensuite à l'étranger; chaque fois que nous nous laissons devancer par des rivaux; que, sous la concurrence ennemie, succombe une de nos institutions; chaque fois ce sont des batailles que nous perdons. A parler franc, la guerre économique s'annonce, chez nous, plus serrée, plus brutale que jamais. « On peut dire », écrivait un jour le géographe Reclus, « que le développement de l'humanité est inscrit d'avance, en caractères grandioses, sur les plateaux, les vallées et les ri-

vages de nos continents ». Ces caractères grandioses n'échappent point d'ordinaire aux grands aventuriers du capitalisme. Notre province a trop de richesses et de trop belles; vers elle les grandes convoitises se sont tournées. Le problème n'est plus de savoir si ces ressources seront exploitées, mais si elles le seront par nous et pour nous, ou par des étrangers et contre nous. D'ailleurs l'alternative se pose à peine: la bataille est déjà engagée; des positions sont déjà perdues; nous avons à nous défendre contre la puissance abominable de l'or qu'aucun principe ne domine, qu'aucun pouvoir ne veut maintenir dans ses limites. Le seul choix qui nous reste est celui-ci: ou redevenir les maîtres chez nous, ou nous résigner à jamais aux destinées d'un peuple de serfs.

En face d'une telle situation, qui pourrait bien ne pas comprendre la nécessité d'une doctrine, à tout le moins de quelques directives, pour guider l'effort de notre peuple, pour décider la manoeuvre libératrice? Initiative urgente assurément, ne serait-ce que pour libérer nos esprits d'idéologies fausses et dangereuses. Car c'est bien dans notre province qu'on dénonce encore le provincialisme, à l'heure où partout, en ce pays, les intérêts matériels de la Confédération ne sont plus discutés que selon les intérêts des provinces et des groupes. C'est encore chez nous que l'on va disant

et répétant que les affaires n'ont rien à voir avec le patriotisme, cependant que, sur tous les terrains de la lutte économique, sévit contre nous le patriotisme des affaires. De même, qui dira jusqu'à quel point les erreurs de l'économie libérale, la théorie funeste du laisser-faire, du laisser-passer, ne dominant plus l'esprit de nos dirigeants? L'on pense et l'on continue de se comporter comme si quelque parcelle des activités humaines pouvait échapper aux lois souveraines de l'ordre moral et comme si, dans l'ordre économique, l'Etat fût délié de ses obligations de surveillant et de définitiveur du droit.

La gravité particulière de la situation a déterminé l'*Action française* à organiser la consultation dont elle expose aujourd'hui les grandes lignes. Elle a fait appel à quelques-uns de ses amis, spécialistes en matière économique; elle leur a demandé l'élaboration d'un programme de défense et d'action, programme non plus spéculatif ou abstrait, mais concret et réaliste, inspiré d'une doctrine large et sûre, fondé, au surplus, non sur les intérêts de quelques mandarins de la finance et de la politique, mais sur la vérité de nos conditions et de notre vie, sur notre situation géographique, sur nos hérédités ethniques, sur les aspirations supérieures de notre race. Le programme au complet se développera en douze cha-

pitres qui paraîtront, l'un après l'autre, dans les prochaines livraisons de la revue. Nous donnons ici la liste de nos collaborateurs et le sujet de leurs études dans l'ordre logique qui sera celui de la publication :

Edouard Montpetit, *l'indépendance économique des Canadiens français*;

Antonio Perrault, *le problème économique et nos intérêts moraux*;

Olivar Asselin, *les imperfections de notre organisation économique*;

Emile Miller, *les ressources du Québec*;

Anatole Vanier, *notre agriculture*;

Georges Pelletier, *notre industrie*;

Beaudry-Leman, *nos maisons de crédit*;

Omer Héroux, *mutuelles et assurances*;

Léon Lorrain, *le commerce canadien-français*;

Henry Laureys, *notre enseignement commercial et technique*;

Dr Ernest Gendreau, *notre enseignement scientifique supérieur*;

Abbé Lionel Groulx, *conclusion de l'enquête*.

Nous ne voulons plus que fixer ici quelques-unes des idées directrices de ce programme d'action économique.

Il nous a fallu partir de ce point que les Cana-

diens français doivent être les maîtres au moins dans leur province et que, sous peine d'être à jamais une race ancillaire, ou de renoncer, comme personnalité ethnique, à la propriété d'un territoire, ils ne peuvent abandonner à d'autres l'administration de leur sol et de ses richesses. Le droit de la conquête, pensons-nous, ne saurait s'étendre jusqu'à l'ordre économique. Sur ce sol qui fut pendant trois cents ans la propriété de leurs pères, les Canadiens français gardent, à tout le moins, un droit d'aînesse. En conséquence le territoire du Québec ne peut être considéré comme un territoire vacant, ouvert à l'enchère cosmopolite, mais un territoire déjà marqué d'un titre de possession et destiné à fructifier pour une race française. Est-ce à dire que, sans plus de délai, nous fermerons nos portes au capital étranger? Non pas. Mais ce capital, il convient de l'accepter comme une aide, non comme un instrument de désordre et de domination. Aucun motif, aucune doctrine ne nous justifierait d'abandonner à ces capitaux une puissance à ce point prépondérante qu'elle les mît en état de dicter la loi à notre vie économique et politique. Sans même leur céder pareille influence, une illusion impardonnable serait d'espérer de capitalistes étrangers, sans racines dans notre province, sans affinités avec nos institutions et notre idéal, qu'ils visent autre chose

que leurs fins propres, leurs ambitions individualistes, peu préoccupés du bien général d'un peuple où ils n'apercevront qu'un réservoir de serfs à exploiter. Car enfin si nous avons gardé intacte l'armature de notre état social, si nos ancêtres nous ont légué un admirable héritage de vertus et si notre main-d'oeuvre et nos organisations ouvrières offrent les plus hautes garanties de moralité, il y a lieu de penser que ce n'est pas uniquement pour édifier la fortune des autres.

Nos collaborateurs devront cependant lever les yeux plus haut que l'intérêt strictement national. Nous l'avons dit, dès le début : un programme d'action économique se rattache étroitement à des problèmes d'ordre moral. N'étant pas une fin, l'action économique ne saurait absorber toutes les activités d'un peuple, ni prendre la première place dans ses pensées. Pour rester dans la ligne de la bienfaisance et d'un sain réalisme, un programme de cet ordre doit tenir compte de l'équilibre et de la subordination des choses. Trop de fois, en cette Revue même, nous avons affirmé la hiérarchie des problèmes, pour oublier cette vérité, à l'heure où plus que jamais elle s'impose. En définitive à quoi nous servirait d'être les vainqueurs de la lutte économique, si nous devons être les vaincus de la richesse? Dès le début de nos études, dans l'article qui lui a été confié, M. Antonio Perrault viendra

démontrer la subordination de notre effort économique à nos intérêts intellectuels et moraux : point de doctrine, est-il besoin de le dire, qui illuminera les autres études, comme un principe directeur.

Dieu nous garde, en particulier, d'une orientation qui commencerait par nous jeter en dehors de l'ordre latin. Nous ne sommes pas de ceux, on le sait, qui font aller de pair la conquête économique et l'anglicisation de notre enseignement et qui veulent voir dans celle-ci la condition de celle-là. Nos collaborateurs nous prient de le dire : de toutes leurs études se dégagera, bien au contraire, une exhortation à la confiance en nous-mêmes, à la fécondité d'un effort résolument appuyé sur nos vertus profondes. M. Henry Laureys y exhortera plus que les autres ; et il le fera en plaidant pour les méthodes de notre haut enseignement commercial resté d'aspirations profondément françaises et qui aura été, en ces derniers temps, le plus bel acte de foi aux vertus actives de notre génie ethnique.

Nos amis s'apercevront, en second lieu, que nous ne proposons la recherche de la richesse matérielle que pour en faire le fondement de notre supériorité intellectuelle et morale. Ici se présente le problème classique. Un peuple qui veut aspirer aux plus hautes formes de la vie, doit assurément se pourvoir d'une certaine somme de bien-être matériel.

Mais comment empêcher que l'Economique ne finisse par dominer trop entièrement la vie nationale? Voilà bien l'éternel conflit. Et tout de suite, l'on voudra bien observer que l'*Action française* n'adresse point à nos compatriotes un appel à la constitution des grandes fortunes, une invite à la conquête de la même opulence pour tous. Elle voudrait seulement que son enquête fût une exhortation à l'effort collectif et ordonné, un appel à chacun de faire tout son devoir à son poste, une invite à la collaboration de tous les facteurs pour le triomphe de l'indépendance commune et pour l'acquisition du bien-être par chacun.

Au surplus nous ne sommes point d'avis que les organes de direction puissent jamais abdiquer leur rôle au milieu de nous. A tous les tournants de son passé, notre peuple aura eu besoin d'être éclairé. A ce moment-ci de son évolution, il importera, comme toujours, qu'il soit guidé dans l'organisation de sa vie. Toujours, pour citer quelques lignes de M. Robert Vallery-Radot, « une nation même catholique aura besoin qu'on lui montre une destinée qui dépasse le boire, le manger, l'hygiène, le charbon, la mécanique et tous les désirs médiocres, au milieu desquels notre démocratie voudrait enfermer tout l'horizon de l'homme ». Nul peuple ne peut cesser de croire que la civilisation s'exprime avant tout dans les monuments intellectuels,

dans la pureté et la gravité des moeurs, dans les harmonies d'une justice et d'une charité supérieures. Oui, jusqu'à la fin il restera nécessaire de proclamer qu'un peuple perd sa peine et son existence qui cesse d'être le peuple de sa vocation, l'exécuteur de la pensée divine sur lui. Aux constructeurs de notre avenir matériel de ne point perdre de vue le caractère essentiellement pratique de ces hautes vérités. Car ici encore, l'auteur de *l'Economie nouvelle* leur dirait: « l'expérience révèle que l'homme et les peuples n'agissent et ne travaillent à la prospérité de leurs nations que s'ils sont soulevés par une vision d'avenir, qui donne à leur action une autre fin que celle de la seule prospérité... Hommes et peuples désirent l'effort qui les élève au-dessus d'eux-mêmes, lorsqu'ils croient que l'action à laquelle ils participent, s'exécute dans le sens du mouvement, de l'ordre universel. »

LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE.

CONCLUSION¹

L'on a voulu qu'à cette enquête sur le problème économique, il y eut une conclusion. J'ai donc relu attentivement les études de nos collaborateurs. Elles m'ont fait apercevoir, dans un ensemble plus harmonieux, une somme impressionnante de faits et d'idées. Et je suis tenté d'écrire que, depuis *l'Indépendance économique du Canada français* d'Errol Bouchette, rien d'aussi fort ni d'aussi cohérent n'a été pensé sur le sujet.

Quelques vérités fort consolantes se dégagent de cette enquête minutieuse et parfois sévère. Nulle part, dans l'examen des facteurs de notre avenir matériel, l'on ne se heurte à des insuffisances irréparables. Elles n'existent point, à coup sûr, dans la « nature » de notre province, dans ce que Charles Gide définit « l'ensemble des éléments préexistants qui nous sont fournis par le monde dans lequel nous vivons ». Sans doute la terre qué-

1. Article paru dans *l'Action Française*, (déc. 1921).

bécoise n'est pas l'Eldorado de toutes les ressources naturelles. M. Emile Miller, par exemple, ajouterait volontiers quelques joyaux à notre dot. Le pire malheur est plutôt que notre incurie ait encore aggravé ces déficiences. Quoi de plus navrant que la dilapidation de notre domaine national aux mains des politiciens du Québec! Et pourtant le tableau que nous en ont tracé MM. Asselin et Pelletier, est de couleurs malheureusement justes. Par la faute d'un désastreux régime de concessions, nos forêts, nos forces hydrauliques, nos mines d'amiante, sont passées presque entièrement entre les mains de financiers et d'industriels anglais ou américains. « Pour trouver aujourd'hui, en quantités utilisables, de l'énergie hydraulique qui ne soit pas déjà concédée à perpétuité ou à long terme aux capitalistes américains ou anglais ou anglo-canadiens », écrit M. Asselin, « il faudrait sortir du Québec habité, gagner des profondeurs où l'aménagement serait trop coûteux. »² « Nous enrichissons les autres, ils ne nous laissent que les miettes. » Nous sommes « presque des intrus chez nous », conclut tristement M. Pelletier.³

2. *L'Action française*, 1921, p. 131.

3. *Id.*, pp. 330, 340.

Faut-il donc désespérer? Par bonheur, d'autres ressources nous restent, assez intactes, assez substantielles, pour réparer, peut-être, avec le temps, l'irréparable lui-même. On fera bien de se reporter aux propositions nombreuses et suggestives que nous soumet M. Emile Miller pour une meilleure exploitation de notre avoir économique. En quelques pages très denses, notre géographe a voulu accumuler des données et des projets qui pourront occuper d'ici longtemps, s'ils veulent s'en donner la peine, nos ingénieurs forestiers, miniers et agricoles. MM. Vanier, Asselin et Peltier ont aussi ébauché plusieurs initiatives intéressantes. Par-dessus tout, il sera bon de ne pas croire à un déterminisme trop absolu des puissances brutes du sol dans l'ordre économique. Les maîtres de la géographie humaine n'en sont-ils pas à proclamer, sur le ton de l'axiome, que « les hommes en faisant de l'histoire sur la terre, y font aussi de la géographie » ? L'expérience est faite: quelques interventions plus intelligentes, une ou deux découvertes scientifiques peuvent changer totalement les rapports primitifs entre l'humanité et les matières terrestres. La Mésopotamie devient désert ou sol luxuriant, selon qu'elle succombe ou échappe à la domination des Turcs. La prospérité du pays flamand est l'œuvre exclusive d'une

population laborieuse.⁴ Un nouveau procédé dans le traitement du fer transforme la Lorraine française, laissée dédaigneusement à la France, en un vaste pays d'usines, producteur, à lui seul, des quatre cinquièmes du fer en France et en Allemagne. Non, « ne médisons pas trop de notre pays », a voulu conclure lui-même M. Miller ; « tout en reconnaissant qu'il n'est ni le plus dépourvu, ni le mieux doté du monde, rappelons-nous que c'est le travail bien inspiré, autant que la matière première, qui crée la richesse ». Volontiers, à notre tour, nous évoquerions la page éloquente de la *Géographie de l'Histoire* de MM. Jean Brunhes et Camille Vallaux où ces maîtres nous montrent à l'œuvre les « impulsions collectives » qui, à certaines heures, peuvent soulever, en l'âme d'un peuple, toutes ses forces sentimentales, accroître en lui le sens de la solidarité, la volonté de s'appuyer sur le sol comme sur une forteresse de salut, et, par la puissance multipliée des moindres actes individuels, transformer presque la face d'un pays.⁵

L'enquête ne relève point, non plus, d'insuffisances irrémédiables du côté du travail que, pour le moment, nous appellerons le facteur humain.

4. R. Blanchard, *La Flandre, étude géographique de la plaine flamande*.

5. *La Géographie de l'Histoire*, (Paris, Alcan, 1921), p. 71.

Evidemment, ce n'est pas à dire, qu'ici plus qu'ailleurs, nous soyons au bout de la perfection. M. Henry Laureys nous fait voir, pour sa part, les progrès nombreux que requiert notre enseignement technique. A côté de l'école technique primaire, il convient de créer, au plus tôt, l'école moyenne et supérieure. L'école primaire devra même se spécialiser davantage pour mieux s'adapter aux besoins de l'industrie. Dans le même enseignement toujours, la création d'une école normale s'impose sans retard. Nous ne pourrions demander indéfiniment à l'étranger, non plus qu'envoyer se former en dehors de chez nous, nos professeurs, si leur formation très spéciale exige un contact permanent avec les industriels du pays. Du reste, ces initiatives s'apparentent de très près à l'organisation de notre enseignement scientifique supérieur; et M. Gendreau nous a justement exposé les liens qui rattachent la science à l'industrie, le laboratoire à l'usine, les savants aux capitalistes. Son étude fait voir, à côté des imperfections qui nous retardent en ce domaine, les espérances que fait entrevoir la nouvelle faculté des sciences de l'Université de Montréal. Dans l'enseignement commercial primaire et moyen, des réformes devront aussi s'accomplir. Là où les matières dites « pratiques » ont fini par tout envahir, les programmes devront bien ressaisir quel-

ques disciplines de culture générale, si l'étiage social du « petit employé de commerce » ne doit pas suffire à nos jeunes gens. Dans l'enseignement agricole enfin, il reste à créer l'école moyenne, en spécialisant l'école complémentaire rurale, effort que vient de tenter à Rimouski une initiative fort intelligente. Mais la tâche la plus urgente semblerait, à l'heure actuelle, de tirer autant que possible hors du fonctionnarisme, pour les aiguiller vers la terre, nos diplômés des écoles supérieures d'agriculture. La classe agricole, M. Vanier nous l'affirme, manque de chefs officiels à la fois éclairés et en possession d'une véritable autorité. C'est donc un contact plus intime qu'il faut se hâter d'établir entre une élite et la masse. Il ne suffit plus de rapprocher agronomes et agriculteurs pour la simple amélioration de la culture; ils doivent s'unir plus étroitement pour une large coopération sociale. Seuls, en effet, des hommes de l'enseignement supérieur peuvent créer à la campagne l'association professionnelle, organisme qui, en protégeant dans la justice les droits de la classe agricole, la fera plus sûrement collaborer à l'idéal commun de la race.

Oserons-nous ajouter que les réformes ne doivent pas en rester aux seuls modes d'enseignement qui préparent immédiatement le producteur ou l'agent économique? On admet, de façon

générale, que, dans le passé, une attention par trop distraite et parcimonieuse fut accordée à la vie matérielle du Canada français. Pour un jeune journaliste, par exemple, c'était encore, il y a vingt-cinq ans, — demandez à M. Héroux — se donner pour un pauvre cerveau, d'une originalité fort suspecte, que d'oser écrire sur les questions économiques. Qu'est-ce à dire sinon qu'une pensée nouvelle a besoin d'être jetée jusque dans notre enseignement secondaire où se forment les futurs éducateurs de l'opinion? Il ne s'agit nullement de saboter les humanités classiques, fait observer M. Asselin. Et il faut s'en tenir à cette attitude. Mais qui empêche d'orienter l'esprit des jeunes gens vers le problème nouveau, en dégagant de façon plus expresse pour eux, dans l'enseignement de l'histoire, le rôle quelquefois très grand de ces facteurs qui s'appellent le commerce, la finance et l'industrie? Sans surcharger les programmes déjà suffisamment lourds, un professeur éclairé ne pourrait-il greffer sur ces matières d'histoire, un sommaire de la science économique? Il ferait mieux. Cette vue lui permettrait de jeter parfois sur les faits la lumière des causes profondes; sans tomber dans le matérialisme historique, il révélerait aux jeunes intelligences une philosophie moins incomplète des événements humains. Et, par exemple, il leur apprendrait que, dans la vie

des jeunes sociétés, l'évolution politique tient souvent à l'évolution sociale, conditionnée elle-même par les faits économiques. Et inversement, lorsque l'Etat se fortifie, qu'il tend à accaparer toute la vie de la communauté, le professeur ferait voir la puissance politique essayant d'asservir, pour ses fins de domination, la vie économique et sociale. L'enseignement de l'histoire pourrait ainsi devenir une leçon de vigilance patriotique. On y verrait la nécessité pour un petit peuple de surveiller l'indépendance de son patrimoine; on y apercevrait tout ce qui distingue, dans leurs moyens d'expansion, les anciens empires de ceux d'aujourd'hui, les premiers procédant volontiers par l'annexion brutale, les autres se faisant précéder sournoisement par toutes sortes d'infiltrations. Quand ils crient: *Markets! New Markets!*, ils expriment lucidement, a-t-on pu écrire, « le but et les démarches de l'impérialisme économique qui est en soi une perpétuelle agression pour protéger le commerce ».⁶

*

* *

La liste de ces réformes une fois dressée, il reste

6. René Johannet, *Le principe des nationalités*, p. 331

que chez nous le facteur humain apparaît pourvu des qualités essentielles pour se défendre et pour vaincre. On nous le redit avec force: rien dans nos hérédités françaises ne nous constitue inférieurs à nos rivaux, dans l'arène des luttes économiques. « L'esprit français », écrit M. Perrault avec son élégante solidité, « est capable autant que tout autre de s'intéresser aux choses positives et de vaincre les réalités. Il n'est pas cette chimère que nos ennemis trouvent bonne tout au plus à courir dans le vent, au royaume des nuages. Il y a dans la raison française une tendance pratique. Elle fait autre chose que de construire des idées et de jouir des sentiments; elle a un fond de bon sens qui va à l'action et s'applique au monde réel ». ⁷ Ne va-t-on pas jusqu'à nous reconnaître quelques supériorités particulières? Dans le commerce, c'est notre connaissance du français qui élargit notre documentation et notre clientèle; c'est un sens psychologique, une affabilité, qui nous aident à comprendre autrui et à être compris. D'autre part, M. Henry Laureys dénonce, au nom d'une haute expérience, l'inutilité de pétrir l'esprit de notre jeunesse à l'anglaise, pour la rendre plus apte au succès en affaires. ⁸

7. *L'Action française*, 1921, p. 182.

8. *L'Action française*, 1921, pp. 537-538.

Point n'est besoin de ces gauches déformations. Les faits sont là qui attestent nos aptitudes naturelles. A l'aide de quelques chiffres, M. Vanier nous démontre à quelle grande allure nos travailleurs agricoles rattrappent depuis quelques années l'avance de l'Ontario.⁹ M. Georges Pelletier nous dresse, de son côté, le tableau des industries où les nôtres tiennent tantôt le premier rang, tantôt un rang fort enviable, en dépit de l'indifférence des épargnistes et du public canadien-français.¹⁰ M. Léon Lorrain recueille des observations aussi optimistes à travers les statistiques du commerce. Et comment alors ne pas admirer qu'un petit peuple dont le point de départ fut la dévastation de 1760 et la banqueroute de Louis XV, n'accuse en son histoire ni plus de recul ni plus de défaites? Ce n'est que légitime fierté de le reconnaître: nous avons pour nous les conditions profondes du succès: le goût du travail et la volonté d'en améliorer la qualité. Je rappelle uniquement pour mémoire l'affluence d'élèves, depuis quelques années, à nos grandes écoles d'agriculture. Je rappelle aussi la conquête de l'école technique de Montréal effectuée en peu de temps par notre jeunesse qui n'y comptait d'abord que pour une

9. *L'Action française*, 1921, p. 261.

10. *L'Action française*, 1921, pp. 336-337.

minorité négligeable. A cette même heure nos ouvriers sont en train de s'affranchir totalement de l'Internationale américaine. En conquérant son autonomie le travail canadien-français rentre du même coup dans des conditions de sécurité qui ne pourront manquer d'accroître sa valeur morale aussi bien que sa compétence.

Mais alors serait-ce en regard du troisième facteur de la prospérité, de celui-là que Bouchette appelait le « capital médiat », c'est-à-dire le capital-espèces, qu'il nous faudrait avouer une insuffisance foncière? Pas davantage. Sur ce point non plus l'enquête n'a pu varier ses conclusions. Le temps est passé où il nous plaisait de nous avouer un peuple pauvre. M. Georges Pelletier évalue à un demi-milliard au delà le capital que nous détenons en argent, en titres mobiliers, en valeurs facilement réalisables et en créances hypothécaires¹¹. S'il faut entendre le capital au sens plus large, incluant la richesse à côté de l'or, M. Montpetit ne craint pas de parler d'un milliard et plus¹². Le seul malheur ici, et il est grand, réside dans le placement et la circulation de ces capitaux. Nous sommes riches, mais « pas assez pour nous », dirons-nous avec M. Montpetit¹³.

11. *L'Action française*, 1921, p. 344.

12. *L'Action française*, 1921, p. 17.

13. *L'Action française*, 1921, p. 13.

Nos banques, nos caisses de crédit, nos mutualités, nos compagnies d'assurances, se plaignent de ne recevoir qu'une infime partie de l'épargne canadienne-française. Camouflées trop souvent sous un nom français qui n'est qu'une traduction de circonstance, les banques anglaises, les mutualités, les compagnies d'assurance anglaises s'en vont jusques au fond de nos campagnes drainer l'argent des petits épargnistes. Beaucoup parmi les nôtres, les plus riches et souvent les plus indifférents au souci national, s'en vont d'eux-mêmes et tout droit aux banques d'en face. Il résulte d'un tel état de choses que notre propre argent travaille souvent contre nous. Au chapitre des assurances et mutualités, M. Omer Héroux l'a démontré de façon saisissante¹⁴. De là résulte une gêne dans la circulation des capitaux. Recevant peu, les banques canadiennes-françaises se croient justifiables de se montrer avares d'avances au commerce et à l'industrie. Nos mutualités soupèsent leur caisse et l'estiment trop légère chaque fois qu'une oeuvre de caractère moral vient leur demander assistance. Pendant ce temps-là, pour mieux établir notre manque absolu de solidarité, des crédits aussi nécessaires chez nous que le crédit

¹⁴ L'Action française, 1921, pp. 578 et esq.

de colonisation et le crédit agricole sont encore à naître.

*

* *

Comment expliquer une telle incurie et des agissements si étranges? Une cause existe, en vérité, de tous nos retards et de toutes nos faiblesses dans le domaine économique. Cette cause profonde, l'analyse que nous venons de faire a déjà permis de la pressentir: elle n'est pas en dehors de nous, elle est en nous. La même conclusion douloureuse vient clore le plus grand nombre des études dont se compose l'enquête: nous manquons de confiance en nous-mêmes. C'est le manque de confiance en nous, nous dira M. Léon Lorrain, qui nous fait préférer l'article importé à l'article similaire de fabrication canadienne; c'est le manque de confiance en eux qui « incite des chefs de maison de commerce à arborer une raison sociale anglaise »; c'est encore le manque de confiance qui engage souvent un gros commerçant à placer ses disponibilités dans d'autres affaires. « Nous devons prendre conscience de notre force individuelle et collective afin d'acquérir cette qualité indispensable au succès, la confiance en soi-même et la confiance les uns dans les autres », appuie M. Beaudry-

Leman¹⁵. M. Asselin, plus affirmatif, ajoute avec sa pleine franchise: « Sachons le reconnaître: dans toutes les sphères de l'activité économique, nous n'avons cessé de penser en vaincus »¹⁶.

A cette cause nous serait-il permis d'en ajouter une autre qui, du reste, tient à la première de très près? Trop longtemps, croyons-nous, par insouciance ou par faiblesse de vue, les Canadiens français n'ont pas voulu reconnaître aux affaires une valeur nationale. Ils n'ont connu et pratiqué que le régime de la cloison étanche entre l'activité économique et les autres compartiments de la vie morale et sociale. Quelques-uns mêmes, parmi les plus empanachés de nos hommes de finance, ont trouvé moyen d'élever leur égoïste incurie à la dignité d'une doctrine; et on les a entendus proclamer cette formule chargée de commodes équivoques: « Ne mêlons pas le patriotisme et les affaires ». Qui dira aussi, en quelle mesure, les attitudes humiliantes imposées à nos minorités ethniques, depuis un quart de siècle, ont énervé la vigueur du patriotisme français en ce pays et augmenté notre état d'âme de vaincus, si même elles ne l'ont créé? Nous estimons, en effet, l'avoir démontré dans notre cours d'histoire: cette hideuse

15. *L'Action française*, 1921, p. 464.

16. *L'Action française*, 1921, p. 145.

dépression morale ne fut pas le legs de la conquête; les premiers symptômes en apparaissaient à peine à l'époque de la Confédération.

Mais ici encore serait-ce donc à désespérer? Tourignons-nous, une dernière fois, si l'on veut bien, vers les signes consolants que nous apportent les réactions de ces dernières années. Décidément il y a quelque chose de changé dans l'atmosphère de notre province; et le vent nouveau fleure trop bon la renaissance pour que nous ayons le goût de l'ignorer. Longtemps l'on avait considéré comme une chose à peu près immorale l'appel à la solidarité canadienne-française en matière politique et économique. Nous seuls, bien entendu, avions le droit et le devoir d'être désunis et de laisser opérer contre nous la solidarité des autres. Aujourd'hui, ceux-là mêmes qui naguère dénonçaient l'« isolement » comme une tactique néfaste, trouvent bienfaisant le « bloc québécois ». Ceux qui ont toujours cru à la bienfaisance et au droit de la solidarité, peuvent dire et écrire, sans provoquer de scandale: « gardons notre argent pour nous; plaçons chez nous nos capitaux; ayons nos industries à nous, pour nous, chez nous; gardons, pour notre porte-monnaie, pour nos oeuvres, pour le profit de la race, le bien qui est nôtre ». Sur la question du crédit et des banques notamment, question que jusqu'ici l'on avait tenue pour in-

tangible, à l'égal d'une matière inflammable ou sacrée, l'un de nos collaborateurs et l'un des plus graves est venu nous dire, en termes explicites, qu'il y a là un problème dont la solution intéresse l'idéal même d'un peuple. « Et pour que l'on veuille conserver cet idéal » a-t-il ajouté, « il nous paraît indispensable ou tout au moins bien préférable de confier la conservation et la distribution du crédit accumulé par une collectivité à ceux d'entre ses membres qui ont les qualifications nécessaires et qui, s'inspirant aux mêmes sources, tendent vers le même idéal »¹⁷.

C'est dire que beaucoup comprennent enfin, dans son ampleur et dans sa gravité, l'importance du problème. S'il est vrai, se dit-on, que les aspirations morales d'un peuple doivent passer avant toute chose, il est aussi vrai, dans notre monde renversé, que les forces économiques et les puissances d'argent commandent trop souvent les puissances morales et qu'un peuple n'est vraiment maître de sa vie spirituelle que s'il détient l'entière administration de son patrimoine matériel. Chacun reconnaît là l'orthodoxie parfaite avec laquelle se pose toujours le problème. Non, ce n'est pas la richesse pour la richesse qui nous pousse à prêcher la conquête économique. C'est un instinct

17. *L'Action française*, 1922, p. 457.

de défense et une volonté de construction ; c'est une doctrine d'ordre latin et chrétien qui incline un peuple à chercher les conditions d'un progrès normal et à faire plus beau le temple de sa pensée. M. Montpetit a tenu à rappeler, dans son article, la préoccupation idéaliste qu'il plaçait lui-même, il y a douze ans, au début de sa campagne d'idée. « La richesse accumulée », reprend-il aujourd'hui, « le fonds de consommation reçoit pour fin la civilisation ». La même pensée a présidé à l'enquête de l'*Action française*, et l'article de M. Perault n'a été que le commentaire éloquent et précis de cette formule qui est de lui : « Les biens terrestres n'ont tout leur prix que par rapport à l'esprit humain ».

*

* *

Vision toujours nette de l'équilibre des forces, sentiment d'une solidarité plus grande entre les fils d'une même race, voilà donc, s'il nous faut résumer, les gains du présent que demain devra fortifier. Voilà aussi les directives qui guideront la jeunesse nouvelle, celle qui aborde la vie déterminée aux conquêtes décisives et qui s'appelle parfois « la jeunesse économique ». Si elle veut bâtir solidement et pour la longue durée, elle prendra garde de se laisser fasciner par les succès trop

rapides mais éphémères. Elle devra se souvenir aussi qu'une dépendance existe entre les divers facteurs du progrès. Une richesse n'est pas une richesse par cela seul qu'elle l'est en elle-même; il faut qu'en plus elle représente un élément de l'équilibre économique, lequel n'est souvent à son tour qu'un élément de l'équilibre moral et social. MM. Asselin et Pelletier ont fort bien indiqué, par exemple, jusqu'où, dans le Québec, ne doit pas aller le développement industriel, si l'on veut préserver quelques-unes des meilleures énergies de la race¹⁸. Au nom des mêmes appréhensions, et

18. Pourquoi les partisans de l'industrialisation à outrance, chez nous, ne sont-ils pas en même temps les promoteurs de la colonisation à outrance? Il ne faut être ni si grand économiste ni si grand politique pour comprendre qu'un contrepoids est nécessaire à tout développement industriel trop rapide et que ce contrepoids ne peut se trouver que dans un développement agricole parallèle. N'est-ce pas sur cet équilibre que devraient reposer notre sécurité sociale et notre avenir? « On remarque une densité moyenne supérieure et une fécondité plus grande de la race là où domine le type paysan, et un dépérissement plus ou moins rapide là où domine le type villageois », écrivent encore les auteurs de la *Géographie de l'histoire* que je ne saurais trop citer. En France on ne s'y méprend pas. Les droits sur ventes d'immeubles se sont presque triplés de 1918 à 1919. Cette progression est causée surtout par le mouvement de la propriété agricole. Depuis la guerre, un peu partout, les propriétaires sont expropriés par leurs fermiers. Et les économistes saluent avec bonheur cette sorte de révolution sociale parce qu'elle appuie les bases

dans une page qui est tout entière à relire, M. Beaudry-Leman nous a signalé le danger de faire trop grande, sur nos marchés et dans nos entreprises, la part du capital étranger¹⁹. Le mot d'ordre à retenir, c'est donc la renonciation absolue aux gains qui ne pourraient se faire qu'au détriment des forces nationales ou morales. Les constructeurs de notre avenir s'en souviendront: le vrai progrès est avant tout la préservation d'un ordre; et l'ordre blessé prend toujours sa revanche. Croyons-en l'autorité d'un économiste comme Frédéric Le Play qui énonçait, en cette formule, le fruit de ses vastes observations: « La richesse cesse d'être bienfaisante, si les lois et les moeurs ne conjurent point le mal qui en émane, si le sentiment du devoir ne croît pas dans la même proportion que la fortune »²⁰. Croyons-en surtout notre foi. Si le catholicisme reste pour nous ce qu'il doit être, si nous l'acceptons loyalement dans sa vérité, il nous indique selon quelle discipline, dans quelle hiérarchie des valeurs, doit se construire la cité terrestre. Et de la part d'une élite

morales de l'ordre sur une population travailleuse et prospère et que le retour de l'abondance prépare peut-être, comme l'écrit Charles Maurras, le repeuplement des campagnes et, par lui, le salut de la France.

19. *L'Action française*, 1921, p. 461.

20. *La Réforme sociale en France*, t.I, p. 17 (7ème édition).

de croyants, ce serait un étrange illogisme de ne pas admettre ces directives du catholicisme et une insouciance encore plus étrange de ne pas les vivre.

Armée de ces principes lumineux, la jeunesse nouvelle pourra, dès lors, entraîner notre peuple à un sens plus pratique de la solidarité. Elle lui rappellera sans cesse qu'il doit attacher une moralité à son travail et à son argent; elle lui fera entendre que chacun de ses déboursés, chacun de ses placements, selon qu'ils s'inspirent de la neutralité ou de la ferveur patriotique, s'inscrivent sous la forme d'un passif ou d'un actif au crédit national. Le peuple doit apprendre que ce n'est pas là une question où chacun soit libre de se comporter à sa guise, au gré de ses fantaisies et de ses intérêts égoïstes. En cette matière un devoir rigoureux intervient, devoir de justice sociale, s'il est vrai que chaque citoyen doit concourir au bien commun de la société et que la société a le droit de recevoir pour ce qu'elle a donné. Pour parler de façon plus concrète, il faudra oser dire au Canadien français enrichi par le public canadien-français, qu'il n'a pas le droit de refuser à ses compatriotes l'appui de sa fortune et de sa compétence commerciale et financière, encore moins d'aller en offrir le bénéfice à nos concurrents. Il faut ajouter que, chez

nous moins qu'ailleurs, l'on peut se dérober à ce devoir de justice sociale, s'il est admis que, dans nos problèmes économiques, se trouvent engagés d'autres problèmes qui rejoignent l'ordre moral et religieux.

Ces quelques considérations suffisent, croyons-nous, pour faire entendre combien sera longue et difficile l'éducation de notre public. Les maîtres de demain auront à faire face à de nombreux préjugés et à des ignorances têtues. Pour dire toute notre pensée, nous croyons peu à un succès rapide et appréciable, à moins que l'effort ne soit commencé et soutenu patiemment par un comité de direction et d'études économiques. M. Pelletier souhaite la création d'un tel organisme pour les fins du commerce et de l'industrie; mais son action, à notre avis, devra s'étendre beaucoup plus largement. Sans doute, M. Pelletier nous en prévient; l'organisme est « de montage difficile et délicat »; les délibérations et les directions de ce comité devront s'appuyer sur une compétence indiscutée et un absolu désintéressement. Et voilà bien des conditions peu faciles à réunir. Il n'en va pas moins que, dans ce domaine où nous avons tout à apprendre et tout à faire, où les problèmes sont si complexes et si variables et si faciles les erreurs et les faux-pas, rien n'est à espérer, sans l'intervention immédiate d'une direc-

tion. Coûte que coûte, un groupe d'hommes devra donc se trouver, qui assumera la direction et la coordination des efforts.

Ce comité une fois constitué, sans doute s'apercevra-t-il, dès l'abord, que le progrès de la solidarité entre nous est lié à une suprême condition. Les grands mouvements des collectivités sont généralement provoqués et soutenus par des causes de l'ordre idéal, par une pensée supérieure qui rallie les fins secondaires. Dans leur *Géographie de l'histoire*, MM. Jean Brunhes et Camille Vallaux ont cherché les « impulsions immatérielles » qui, à certains moments plus graves, déterminent un peuple à chercher jusque dans l'alliance du sol, un moyen de défense et de salut; et ces impulsions, ils les énumèrent ainsi: « cohésion d'une nationalité qui naît ou qui se défend, orgueil d'un peuple qui fait son histoire ou qui veut faire son histoire, puissance traditionnelle d'un sentiment impérieux du devoir, zèle apostolique pour le triomphe d'une foi »²¹. Combien de ces poussées idéales, si ce n'est toutes, auraient besoin de soulever, à l'heure actuelle, nos volontés? De l'avis unanime, nous manquons de confiance en nous-mêmes. Le remède, ne serait-ce pas de faire entrer, dans la vie morale de notre collectivité, les idées et

21. La *Géographie de l'Histoire*, p. 71.

les sentiments qui nous rendraient, avec la confiance, une fierté active? Allons jusqu'au bout de notre pensée: le premier élément moral d'une réaction appropriée et par conséquent la première condition d'un puissant effort économique, ne serait-ce pas, en définitive, de nous entendre, une fois pour toutes, sur le caractère politique et national du Québec? Aux administrateurs de notre domaine pendant ces derniers trente ans, on a reproché une incapacité et une imprévoyance parfois criminelles. A ces déficiences ne faudrait-il pas joindre, dans une égale mesure, le péché de l'indifférentisme national? Le fédéralisme avait déjà déformé notre patriotisme français. Mais entraînés par ce qui se pratiquait ailleurs, dans cette immense portion de notre pays où le territoire s'offrait aux vagues de l'immigration cosmopolite, qui pourra dire jusqu'à quel point nos gouvernants n'ont pas entendu traiter le Québec comme une province encore attardée, elle aussi, à la période du devenir national? Mis à l'enchère publique, tout comme les plaines de l'ouest canadien, notre territoire fut vendu aux plus hauts prenants, sans le moindre souci des droits des nationaux. Le domaine national, le capital d'exploitation, n'ont jamais eu, pour nos gouvernants, de nationalité, pour cette raison qu'en leur esprit, l'Etat n'en avait point. Eh bien, nous disons que cette in-

croyable aberration doit prendre fin. Il appartiendra à la jeune génération, si elle veut atteindre aux réalisations puissantes, de faire admettre que l'être ethnique de l'Etat québécois est depuis longtemps irrévocablement fixé. Une histoire déjà longue de trois siècles, la possession presque entière du sol par une race déterminée; sur ce sol, l'empreinte profonde de cette même race, empreinte de ses mœurs, de ses institutions originales; un statut juridique et national inscrit, amplifié, en toutes les constitutions politiques depuis 1774, tout cet ensemble a fait du Québec un Etat français qu'il faut connaître en théorie comme en pratique. Cette vérité suprême, il faut la replacer en haut pour qu'elle gouverne chez nous l'ordre économique, comme on admet spontanément qu'elle doit gouverner les autres fonctions de notre vie. Oui, disons une fois pour toutes que nous cesserons de penser en vaincus et en conquies. Ensemble nous élèverons nos pensées vers la réalité de la patrie; cette idée maîtresse mettra de l'ordre et de la puissance dans notre action. Elle nous rendra le noble sentiment de respect que nous nous devons à nous-mêmes; mieux que tous les discours, au rôle de maçons et de mercenaires, elle nous fera préférer celui d'architectes et de constructeurs. Dans notre maison nous ferons enfin autre chose que préparer à un rival le repas du lion.

L'ÉCONOMIQUE ET LE NATIONAL¹

Monsieur le président, ⁽²⁾

Messieurs,

De tous les problèmes qui préoccupent actuellement la jeunesse, il n'en est pas sur lequel elle m'ait plus souvent demandé de m'expliquer, que le problème économique, dans ses rapports, bien entendu, avec nos intérêts plus élevés. Comme tous les jeunes hommes de votre génération, certaines détresses vous tiennent angoissés: angoisse qui vous incline cependant beaucoup moins à l'analyse du mal qu'à la recherche des causes que vous soupçonnez de l'ordre moral et spirituel. Des aiguilles chez nous, c'est trop évident, accusent, en ce moment, d'effroyables retards, si même elles n'ont

1. Conférence prononcée le 12 février 1936 devant la Chambre cadette de Commerce de Montréal, et le 15 février suivant, devant le Jeune-Barreau de Québec.

2. A Montréal, M. Maurice Trudeau, avocat; à Québec, M. Jules Savard, avocat.

cessé de marquer l'heure. Notre vie économique a pris le morne aspect d'un cadran mort ou moribond. Mais les responsables, dites-vous, ce ne sont pas les aiguilles : quelque chose a été dérangé dans le mécanisme.

Quel est ce dérangement? Quelle pièce maîtresse aurait besoin d'être réparée ou remise à sa place? Vous me priez de vous le dire. Je voudrais essayer de le faire, sans pour autant me croire orfèvre. J'entends parler en prêtre et en historien.

I

En premier lieu, je demande la permission de vous rappeler un certain nombre de faits ou de vérités. Il est entendu, je pense, que nous vivons en Confédération. Mais, de cette Confédération, qui est responsable? Je l'ai déjà dit: nous-mêmes, Canadiens français, seuls ou presque seuls. La minorité de cette province n'a pas demandé, que je sache, cette forme d'Etat politique: ce n'est pas pour la minorité que la Confédération naquit un jour. Demandée par nous, elle a été faite pour nous. Et voici une deuxième vérité, non moins manifeste: nous avons demandé les institutions fédératives, non pour des motifs d'ordre économique ou politique, mais, au premier chef, pour des motifs d'ordre moral: je veux dire

d'ordre national et spirituel. La survivance de notre langue, de notre culture, de nos traditions historiques, juridiques, religieuses, exigeait, avons-nous cru, une certaine autonomie politique et nationale. Et voici une troisième vérité non moins manifeste: à cette forme fédérative de l'Etat canadien, tout de même qu'à la résurrection politique et nationale de notre province, les contractants de 1867 ont acquiescé unanimement. Le parlement impérial a ratifié lui-même cet acquiescement, en même temps qu'il s'inclinait devant notre volonté. Pesez bien, je vous prie, les termes de cette déclaration de lord Carnarvon faite à la Chambre des lords le 19 février 1867, à mon sens, texte capital: « Le Bas-Canada est jaloux et fier à bon droit de ses coutumes et de ses traditions ancestrales: il est attaché à ses institutions particulières et il n'entrera dans l'union qu'avec la claire entente qu'il les conservera... La Coutume de Paris est encore le fondement reconnu de leur code civil, et leurs institutions nationales ont été pareillement respectées par leurs compatriotes anglais et chéries par eux-mêmes. Et c'est avec ces sentiments et à ces conditions que le Bas-Canada consent maintenant à entrer dans cette Confédération. » Ces paroles ne souffrent pas d'équivoque. Elles me permettent d'énoncer une quatrième vérité: nous avons demandé les institu-

tions fédératives, ai-je dit; nous l'avons fait avant tout pour des motifs d'ordre national; ce vœu et ces motifs furent agréés par tous; il s'ensuit qu'en 1867, il fut agréé unanimement que cette province constituerait, dans le cadre de la Confédération, un Etat national, un Etat français. Et j'ajoute enfin ma cinquième et dernière conclusion: à cet Etat français, vous concédez, sans doute, le droit à tous les organes d'un Etat viable; et vous admettez en particulier la nécessité d'un appui matériel à toute vie spirituelle, en d'autres termes, la nécessité d'une certaine indépendance économique pour la conservation de la culture nationale; en outre, cette nécessité, vous la reconnaissez d'autant plus que, de nos jours, l'empire se révèle tout-puissant de l'économique sur la vie politique, sociale, morale, intellectuelle, culturelle d'un peuple; eh bien, du même coup, vous êtes forcés d'admettre qu'il n'y a de peuple et d'Etat viables, maîtres de leur destinée, que l'Etat et le peuple maîtres de leur vie économique.

Je préviens ici tout de suite votre question: qu'est-ce qu'un Etat maître de sa vie, de ses forces économiques? Il me sera permis, je crois, de simplifier ma réponse, en ramenant l'autonomie économique d'un peuple à la possession de ces trois sources capitales de richesse:

Un patrimoine national, je veux dire un sol et un sous-sol fructifiant principalement pour les nationaux ;

Un travail dirigé principalement par les nationaux et fructifiant principalement pour eux ;

Le fruit de ce travail, c'est-à-dire le salaire, l'épargne, restant principalement aux mains des nationaux et fructifiant pour eux.

II

Ces trois conditions de l'autonomie économique se réalisent-elles pour nous ? Messieurs, c'est un lieu-commun, n'est-ce pas, que de parler de notre déroute économique ? Chaque jour nous apporte ce spectacle brutal d'un avoir qui se rétrécit comme une mystérieuse peau de chagrin. Et j'entends dire que l'opération d'arithmétique difficile ne serait pas de calculer ce qui nous reste. J'affirme, je pense, des vérités, des faits connus de tout le monde, quand je constate que notre patrimoine national — ou ce que l'on est convenu d'appeler de ce nom — sol, sous-sol, forêts, forces hydrauliques, mines, etc., ne figure pas au chapitre de notre avoir, du moins à titre d'exploitants, ni ne capitalise pour nous. Ce qu'il nous arrive même de considérer comme un patrimoine inviolé, la terre défrichée, le sol voué à l'agriculture,

nous rend-il ce qu'il pourrait nous rendre, si l'on tient compte, en ce domaine, de la sous-production et de la mévente?

Dans l'exploitation maintenant des richesses nationales et de même en toute entreprise d'exploitation, qu'il s'agisse de nos matières premières ou de matières importées, j'affirme encore, je pense, un fait que personne ne récusera, quand je dis que rarement nous tenons des rôles de chefs, de patrons, et que les grands employeurs ne sont pas en général de notre côté. Notre main-d'œuvre, celle, par exemple, de la forêt, ou celle des usines de toute sorte, celle des grandes compagnies d'utilité publique, ne travaille pas principalement pour nous, pour des patrons de notre groupe, au bénéfice principal de notre groupe. Rarement encore, en ce monde de travailleurs, comptons-nous les gros salariés, trop souvent satisfaits ou obligés de nous satisfaire du monopole des petits salaires, sinon même des salaires injustes. Enfin, j'affirme encore une autre vérité incontestable, quand je dis que le produit de ces salaires, notre épargne, et, en général, l'argent gagné par les nôtres, par tous les nôtres, ouvriers, agriculteurs, employés, professionnels, n'ont pas pris l'habitude de rester, pour la plus grande part, entre nos mains, ni de prendre le chemin des réservoirs qui amassent pour nous. Commerce, banques, compagnies d'as-

surance, compagnies d'utilité publique, compagnies de prêts, de finance, magasins, épiceries, institutions de toute sorte où nous ne comptons pour rien ou pour peu de chose, happent cet argent au passage, d'une impitoyable suction. Bref, de notre propre domaine, de notre propre travail, de notre propre épargne, nous bâtissons notre servitude économique. Et cette conclusion n'a rien d'excessif ni de pessimiste, que notre régime économique actuel, loin de fournir un appui à notre survie culturelle ou nationale, constitue pour elle un danger menaçant.

Qui ne voit les conséquences d'une pareille situation? Elle aura eu, en notre province, comme partout ailleurs, ses répercussions sociales. Le régime économique que nous avons vu se développer, surtout depuis vingt ans, a opéré, chez nous, un effroyable déséquilibre de population. Il a déraciné nos ruraux, gonflé démesurément nos villes. Peuple jeune et de traditions agricoles, nous voici en majorité parqués dans les agglomérations faubouriennes. Dans la ville de Montréal, ce triste honneur est le nôtre de compter, proportionnellement à notre population, le plus grand nombre de secourus: 30 pour cent, soit 158,761 sur une population de 523,063 Canadiens français. Nous dépassons de quatre pour cent ceux qui nous suivent de plus près: les Italiens et les Ukrainiens,

dont la proportion de secourus n'atteint que 26 pour cent. Nous avons déjà, avant la crise, un prolétariat mal enraciné, mal acclimaté, de date trop récente, pour avoir acquis une conscience de classe et pour échapper aux vices de sa condition ; nous voici maintenant avec une armée formidable de chômeurs, de vrais miséreux, en danger de s'acheminer rapidement vers le paupérisme crapuleux. Demain, si nous ne les avons déjà, nous aurons nos « damnés de la terre ». Et, dans cette armée, vous apercevez un régiment dont la présence en tel milieu fait mal au cœur, — un régiment que, selon toute proportion, je pense, notre haute natalité fait plus considérable qu'en tout autre pays, — le régiment de notre jeunesse instruite, de notre jeunesse en fleur. Pour elle, plus d'emplois, pas même ceux que le talent et le travail pouvaient conquérir naguère de haute lutte, mais le choix entre la déprimante profession du « collet blanc » ou le camp de concentration.

Il y a pis toutefois que ces répercussions sociales. Ecoutez certaines plaintes de la foule, quelques dénonciations de la jeunesse. Et, à ce propos, Messieurs, gardons-nous, je vous prie, de la plus déraisonnable peut-être des attitudes intellectuelles, et qui consiste à ignorer ou à écarter une expression d'opinion parce qu'il lui arrive de contrecarrer nos idées ou nos sentiments. Soyons plus

objectifs, d'esprit plus critique, j'oserai dire plus humains; essayons de comprendre. Et surtout ne nous flattons pas de supprimer un état d'âme populaire parce qu'il nous aura plu de le nier ou de le trouver déplaisant. Si donc vous écoutez ce qui se dit, vous constaterez que, dans l'avitissement actuel de nos populations ouvrières et de notre jeunesse sous le régime du chômage, ce qui alarme tout le monde, ce ne sont pas seulement les germes de corruption révolutionnaire, la plaie cancéreuse qu'un certain régime nous aura mise au flanc, c'est le rejaillissement de pareils malheurs dans la vie même de la nationalité. Impossible de nous le cacher: nous assistons au plus terrible, au plus irréparable gaspillage du seul capital qui nous était resté: notre capital humain. Et, un jour prochain, nous nous apercevrons que vingt ans de chômage et de « secours direct » nous auront fait plus de mal que cent ans d'émigration aux Etats-Unis.

Si vous écoutez encore les rumeurs de la foule, vous apprendrez que ce qui alarme et ce qui aigrit, ce n'est pas seulement, comme en d'autres pays, l'écart souvent anormal entre les ressources d'une poignée de grands possédants et la masse des non-possédants ou des petits possédants, mais cette particularité que les uns et les autres ne sont pas, en cette province, de même famille, de même na-

tionalité. J'aborde ici, je le sais, un sujet délicat. Et vous comprendrez que, ce sujet, je n'aie pas le goût de le passionner. J'essaie seulement de voir les choses comme elles sont. Et notez qu'à ceux-là que l'on désigne comme des dictateurs économiques, je n'entends nullement prêter des intentions agressives. Mais enfin ces hommes ne sont pas des saints; ils ne sont que des hommes. S'attendre qu'ils épouseront comme nous nos aspirations nationales, c'est naïveté et chimère. Le voudraient-ils qu'ils ne le pourraient pas. Il faut même dire plus: il n'y a pas d'exemple d'oligarchies financières ainsi constituées et agissant en un tel milieu, qui n'aient pas abusé de leur puissance. Mais alors et, s'il est vrai que ces hommes, en réalité, tiennent la direction de notre vie économique, le moins que l'on puisse dire ne serait-ce point que chez nous les grandes forces économiques ne sont pas et ne peuvent pas être au service des aspirations vitales de notre peuple?

Notre mal, vous l'avez là, en sa réalité crue, en son acuité. S'il est irritant, s'il donne parfois lieu à des sursauts d'où l'aigreur n'est pas absente, c'est qu'en notre province le désordre économique ne s'arrête pas, comme ailleurs, à la frontière du social; il rebondit dans un domaine où les sensibilités sont extrêmement vives, les réactions plus profondes et promptes: le domaine national. C'est

qu'il pose, pour nous, un problème toujours tragique: celui de la vie. Pourrons-nous vivre, et de quelle vie, et combien de temps, asservis économiquement comme nous le sommes? Voilà, à peu de chose près, la question que me posait à moi-même, l'été dernier, M. André Seigfried: « Pourrez-vous subir, comme vous le faites, l'américanisme économique et rester de culture française? » C'est aussi la question que se pose, avec beaucoup d'émoi, notre jeunesse, j'entends celle qui réfléchit: « Avoir vécu et si orageusement depuis trois cents ans, et se retrouver encore à ce point! Posséder des forces saines, tout ce qu'il faut pour bâtir sa vie, garder la volonté, malgré tout, de continuer son destin, de le faire beau, à la mesure du passé, et se voir acculés à une sorte de démission! »

Sentiments d'amertume, je le veux bien, et mal refoulés que ces sentiments de la jeunesse! Mais qui, dans la génération des aînés, aurait le droit de les lui reprocher trop vivement? Toutefois si j'essaie de comprendre ce pessimisme, je voudrais bien qu'il fût aussi compris que je n'entends nullement le partager. S'il m'arrive de penser qu'un diagnostic franc, impitoyable, est au principe de toute guérison, et si je me refuse à l'optimisme des naïfs, des endormeurs et des superficiels, pour le reste, j'ai bien l'honneur de vous faire savoir

que personne ne me prendra jamais ni mon espoir ni ma foi. Quand toute la jeunesse elle-même aurait fini d'espérer, je serai de ceux qui espèrent encore, parce qu'aussi longtemps qu'un peuple catholique se souvient de son catholicisme il garde le droit à l'espérance infinie.

III

Vous vous attendez, sans doute, que je réponde maintenant à cette question : De ce mal que vous venez de décrire, y a-t-il des responsables et qui sont-ils ? Parmi les responsables présumés, il en est un que l'on charge volontiers, et dont je veux prendre la défense : notre peuple. Un peuple aussi intelligent que bien d'autres, généralement sain, laborieux, qui a fait quelque chose, quoi que l'on dise, depuis trois cents ans, et qui, avec le goût du travail, avait gardé la volonté jusqu'à ces derniers temps, de ne devoir son pain qu'à l'activité de ses bras, et qui après tout n'est pas chargé, plus que tout autre peuple, de la haute direction de sa vie économique, un tel peuple, dis-je, ne peut pas être réduit à l'état où il est, victime d'une déviation prolongée, essentielle, et que ses dirigeants, de quelque catégorie qu'ils soient, aient le droit de lui dire : il n'y a que de ta faute.

Vais-je essayer de définir la responsabilité de

l'Etat? Il y faudrait une franchise, Messieurs, que beaucoup, je ne vous apprends rien, ne toléreraient pas. N'ayez donc crainte. Fussé-je libre de me mêler à vos querelles politiques, je refuserais de le faire. Il me suffit d'être prêtre. Je commencerai d'ailleurs par vous rappeler que l'Etat ne peut être tenu responsable, en la matière, de façon générale, qu'au titre de sa mission secondaire, qui est de promouvoir la prospérité publique, ou encore, dans la mesure où, pour promouvoir cette prospérité, il a le devoir d'intervenir dans la vie économique. Je vous rappelle encore que, s'il y a responsabilité de l'Etat, cette responsabilité, il faut la faire remonter assez loin: jusqu'à il y a 69 ans; car notre mal économique, j'espère vous le démontrer, tient au premier chef à un manque d'orientation nationale, et c'est depuis 69 ans, à tout le moins, que nous souffrons de désorientation essentielle. D'autre part, vous le pensez bien, je lis, j'observe, j'entends parler et j'écoute comme tout le monde. Mon métier d'historien m'a révélé quelques-uns des ressorts secrets de la politique. Et je crois savoir un peu ce qui se passe dans le monde contemporain. Mes lectures m'ont appris, entre autres choses, que si les chefs des grandes oligarchies industrielles ou financières sont volontiers jaloux de leur indépendance contre toute ingérence ou toute surveillance de

l'Etat, en revanche ils ne se font pas faute de surveiller eux-mêmes l'Etat et de s'ingérer en sa politique. Et vous savez, comme, en tous pays du monde, l'on parle mal, par le temps qui court, du régime parlementaire. « En régime parlementaire », disait quelqu'un récemment, « l'Etat n'est pas libre, parce que manoeuvré plus ou moins consciemment par les concentrations économiques ». Et celui qui parle ainsi n'est nul autre qu'Oliveira Salazar, le dictateur portugais, le moins bruyant, mais, à mon sens, le plus digne, le plus constructeur, le plus grand des dictateurs contemporains. Que faut-il penser, Messieurs, de pareils jugements? Qu'en est-il chez nous? Dans quelle mesure l'Etat a-t-il perdu sa liberté ou sa liberté est-elle menacée? Je vous ai prévenus que je ne répondrais pas à ces questions. J'entends dire, du reste, qu'on s'en charge abondamment de part et d'autre. Qu'il me suffise d'énoncer, sur le rapport de l'économique et du national, quelques-uns des devoirs de l'Etat et d'autres groupes ou personnages que l'Etat.

L'Etat, comme l'on sait, a une double mission: une mission principale qui a pour objet la paix publique par la détermination et la protection des droits civils et politiques; une mission secondaire qui est de promouvoir la prospérité générale de la société: une prospérité organique, cela va de soi,

où les facteurs, temporels et spirituels, s'agencent et s'ordonnent hiérarchiquement. Or vous n'avez pas oublié les prémisses ou les postulats que je posais au début de cette causerie. En 1867 nous avons demandé et nous avons obtenu la résurrection politique du Canada français. Nous l'avons demandée, je vous l'ai encore rappelé, principalement pour des motifs d'ordre moral et culturel. Faire de cette province un Etat français, dans le cadre fédéral si possible, c'est donc notre droit strict, un droit que l'on ne saurait nous contester, pas plus que l'on ne peut contester à la France le droit d'être française, à l'Irlande le droit d'être irlandaise, à l'Allemagne le droit d'être allemande. Etre français, rester français, c'est même plus que notre droit, c'est notre devoir et notre mission. Mais ce droit, ce devoir, cette mission, se fondent, en définitive, sur quoi? D'un mot: sur le prix que nous attachons au bien national et sur la valeur qu'effectivement ce bien représente. Autrement dit, par cela que nous sommes de descendance et d'hérédité françaises, d'esprit latin et catholique, nous estimons posséder un potentiel de culture qui, pour le développement de la personnalité humaine de chacun de nous et pour l'ensemble même de notre collectivité, représente un climat moral, un milieu éducateur, un capital spirituel à la vérité irremplaçables. Pour ces raisons,

l'Etat a l'obligation de se rappeler que le bien national, notre avoir culturel, fait partie intégrante du bien commun dont il a spécialement la responsabilité. Et puisque l'économique et le national ne sont point sans rapports l'un à l'égard de l'autre, l'Etat a encore l'obligation de se rappeler que le bien national lui impose des devoirs, même en l'ordre économique.

J'espère que mes paroles ne prêtent à aucune méprise. Nous ne sollicitons point et nous ne saurions solliciter un régime de faveur, encore moins une tutelle pour mineurs. Nous confessons n'avoir nul droit à une politique économique d'un paternalisme partial qui ferait de nous un groupe privilégié, et qui constituerait, en quelque sorte, une prime permanente à la paresse, à la maladresse, à l'esprit de routine. Nous ne demandons rien et nous ne pouvons rien demander, du point de vue national, que la politique économique de tout Etat normal : à égale distance de l'interventionnisme excessif et du libéralisme manchestérien. Mais nous disons qu'une certaine vie économique nous étant nécessaire et de nécessité organique, nous avons droit à un régime qui, non seulement ne mette pas en danger notre avoir culturel, mais qui en favorise l'épanouissement. Et cet énoncé de principe mène assez loin ; il implique sûrement le droit de ne pas mourir de faim sur notre terre ; le

droit à un régime du travail qui laisse à nos classes ouvrières le sens de la dignité, qui ne leur interdise pas la possibilité de l'épargne, l'amélioration graduelle de leur état; le droit à un régime économique qui nous laisse la possibilité de constituer des classes moyennes, dont les unes s'adonneront aux fonctions d'ordre intellectuel, à la recherche scientifique, aux travaux d'art, à la poursuite des biens de l'esprit, élément essentiel de toute vraie civilisation; et dont les autres pourront se livrer à un travail indépendant, à des industries indépendantes, avec des chances de parvenir à la vraie richesse; le droit encore à un régime économique qui laisse possible parmi nous la constitution de grandes fortunes, de classes riches, dans la mesure, bien entendu, où ces classes acceptent de servir la collectivité, contribuent au succès des grandes entreprises de l'industrie et du commerce, au développement des sciences et des arts, à l'indépendance économique des leurs, au soulagement des infortunes humaines. A plus forte raison, mon énoncé implique-t-il le droit de n'être pas gouvernés contre nous-mêmes. Et cette formule veut dire un régime économique de loyale concurrence, de fair-play. Car, pour ce coup, intervient la mission première de l'Etat, qui est la détermination et la protection des droits. Si nous n'avons nul droit à des privilèges, nous avons sûrement

le droit à des chances égales à celles de nos rivaux ; et plus encore avons-nous le droit de n'être pas éliminés de la bataille économique par des procédés, des organisations industrielles ou financières qui constitueraient une violation flagrante des lois de notre pays et de notre province. Et ici je ne crois pas trop m'aventurer ni mettre en garde contre des fantômes. Les monopoles existent, puisque les tribunaux en ont condamnés ; ils existent puisqu'il a fallu créer des commissions d'Etat pour rogner les griffes de quelques-uns. Des hommes, hommes de finance et d'autres, nous disent parfois : « Vous n'aviez qu'à prendre comme les autres ; les richesses étaient là, à la portée de tout le monde. » C'est bientôt dit. Encore faut-il que les chances de prendre soient égales pour tout le monde et que l'on ne nous invite pas à prendre quand tout est pris.

En parlant ainsi, Messieurs, veuillez le croire, je n'ignore point que nous ne sommes pas seuls en cette province. Et voici encore revenir le sujet délicat qu'il ne faut pas passionner. Et vous savez qu'il est passé en tradition chez nous que l'on ne puisse réclamer justice pour ses compatriotes canadiens-français, sans s'en excuser auprès de ses compatriotes d'autres races. Je crois pourtant que vous me permettrez d'énoncer quelques propositions : en cette province et depuis

150 ans, nous avons traité avec assez de justice et de générosité les groupes minoritaires pour qu'ils n'aient pas à s'effrayer d'une politique comme celle que je viens de définir. Une politique canadienne-française n'est pas nécessairement, que je sache, une politique d'agression ni d'injustice à l'égard de qui que ce soit. Nous ne songeons à dépouiller personne; seulement nous n'entendons pas, non plus, être dépouillés. Nous n'empêchons personne de vivre; mais nous voulons vivre nous aussi. Et j'estime que ce n'est pas prendre la place des autres que de prendre la nôtre. Je ne suis, ai-je besoin de le dire, ni anti-anglais, ni anti-juif. Mais je constate que les Anglais sont pro-Anglais et que les Juifs sont pro-Juifs. Et dans la mesure où pareille attitude ne blesse ni la charité, ni la justice, je me garderai bien de leur en faire reproche. Mais alors je me demande pourquoi, et dans la même mesure, les Canadiens français seraient tout, excepté pro-Canadiens français? Du reste j'oserai même demander s'il est bien dans l'intérêt de la minorité qu'un redressement tarde à s'opérer? La question qui se pose est bien celle-ci: la situation économique qui prévaut actuellement dans la province de Québec, notre peuple la subira-t-il et peut-il la subir indéfiniment?

Je suis persuadé, pour ma part, qu'il ne la

subira pas indéfiniment et qu'il ne peut pas la subir, parce qu'elle n'est pas acceptable. J'appelle une situation économique inacceptable, une situation ou un régime qui met, entre les mains d'une minorité, presque toutes les grandes sources de la richesse, presque tout le crédit, les plus grandes sources d'emploi, presque tous les leviers de commande, et qui, par cela même, constitue une grave menace pour la liberté de l'Etat et pour notre autonomie politique et nationale; j'appelle encore régime économique inacceptable, un régime qui, pour ses besoins premiers et vitaux, met la majorité, la population autochtone, à la merci ou à la remorque de la minorité, lui inflige l'humiliation collective en faisant d'elle un peuple de manœuvres et domestiques; un régime qui, par des conséquences comme celles-là, mine la confiance d'un peuple au génie de sa race et le contraint même à orienter son enseignement, non selon les traditions du génie national, mais vers un sacrifice progressif de sa langue et de sa culture. Eh bien, Messieurs, parlons-nous franchement: croyez-vous qu'un pareil régime soit fait pour durer et pour être enduré? Je ne vous fais qu'une modeste prière: observez aujourd'hui l'opinion en réalistes: une génération de Canadiens français, la mienne, a pu accepter que dans cette province, il y ait un grand commerce, une grande finance, de grandes industries, de

grandes compagnies d'utilité publique, et que, dans ce commerce, cette finance, ces industries, ces compagnies, fruits après tout de l'exploitation des ressources nationales, nous qui sommes la majorité des clients, nous ne tenions, en tout cela, que les rôles les plus infimes et les plus méprisables; une génération de Canadiens français a pu lorgner ce spectacle d'un peuple qui s'en allait à sa déchéance, comme, d'une confortable loge de bourgeois, l'on suivrait une fiction de comédiens, un drame où l'on n'aurait point de part; mais vous savez bien qu'une autre génération ne regardera pas du même oeil ce spectacle poignant, parce qu'il la blesse au plus vif de son esprit et de sa fierté, parce qu'il la mord au plus sensible de sa chair. Et vous savez bien également qu'une autre génération n'acceptera pas ce régime parce que, nettement, infailliblement, il aboutit à nous dénationaliser. Certes, je le sais, notre âme, notre moral sont bien bas; mais je ne sache point que nous soyons encore résignés au suicide. Avant 1837, nos pères qui n'étaient qu'un demi-million, n'ont pas accepté un régime qui tentait de s'emparer de la politique pour accaparer et dominer l'économique. Moi je vous dis que la prochaine génération n'acceptera pas davantage en 1937 le régime qui prétendrait se servir de l'économique pour dominer la politique, et, par elle, toute notre vie na-

tionale et spirituelle. Et que l'on ne crie pas au nationalisme provocateur. Il ne s'agit pas de savoir si les paroles que je prononce sont désagréables; il s'agit de savoir si elles sont justes, vraies, et si elles ont une valeur d'opportun avertissement. Il ne s'agit pas de dresser deux races l'une contre l'autre; il s'agit de les empêcher de se dresser l'une contre l'autre. Qu'une oligarchie existe et dispose de l'extraordinaire puissance dont je parlais tout à l'heure, c'est un désordre; un désordre où il peut n'y avoir pas que la faute de l'oligarchie, où la victime elle-même peut avoir sa large part de responsabilité; un désordre qu'il ne faut pas supprimer par l'injustice ou par la violence, mais un désordre qui doit cesser dans l'intérêt même de ceux qui en profitent. Car si vous laissez se poser et se développer des antagonismes que nul peuple qui veut vivre, et d'une vie libre et fière, n'a jamais endurés, prenez garde. Pour le reste, je ne me flatte point de plaire à certains gens pour qui la suprême sagesse du sonneur d'alarme est de sonner le lendemain de l'incendie.

IV

Il serait pourtant indigne de nous d'attendre uniquement de l'Etat le redressement de notre situation économique, comme des mineurs incapa-

bles de jamais se passer de tutelle. L'Etat, du reste, puissant pour le mal comme pour le bien, puissant en particulier sur le jeu des forces économiques, ne peut pas tout, même l'Etat de nos jours, à prétentions totalitaires. Au surplus nous pourrions peut-être aussi nous aviser que la politique est une résultante, un effet des idées qui prévalent, à un moment, dans un pays. De la politique bienfaisante ou malfaisante de tout Etat, on peut dire que cette politique ne se fût jamais faite, si tel courant d'idées ne l'eût favorisée. Vous voulez agir sur la politique de votre province? Commencez par agir, dirais-je, à côté d'elle et surtout au-dessus d'elle: sur les idées, sur les idées spirituelles et nationales. Car, au risque de passer pour un esprit astrologique, je me risque à prétendre que notre plus grave problème de l'heure, c'est un problème d'orientation. Nous avons, pour guider magnifiquement notre vie publique, deux grandes idées directrices: l'idée catholique et l'idée nationale. Le mal dont nous souffrons, existerait-il, ou serait-il si grave et si grand, si tous tant que nous sommes, les uns plus que les autres, sans doute, nous n'avions plus ou moins tourné le dos à ces idées directrices?

Messieurs, je suis catholique pour des raisons qui ne tiennent pas à mon patriotisme. Mais je suis patriote pour beaucoup de raisons qui

tiennent à mon catholicisme. Et, de ces raisons, l'une des premières, c'est qu'un peuple chercherait en vain, en dehors du catholicisme, une formule de vie organique. Vous voulez faire des affaires et vous voulez y réussir? Et vous voulez faire des affaires pour restaurer votre province, ressaisir l'âme nationale? Eh bien, souffrez que je vous dise: commencez par travailler d'abord au rétablissement de l'ordre chrétien. N'entreprenez de résoudre le problème économique qu'en fonction d'un tout. L'isoler, c'est le rendre insoluble. Le difficile, pour les dirigeants de toute catégorie, ce n'est pas de se rendre maître des problèmes isolément, l'un après l'autre; c'est de les agencer, c'est d'en saisir l'interdépendance dans la vie d'un organisme complexe comme la vie de tout peuple. Et c'est de les résoudre en fonction l'un de l'autre. Le spectacle actuel du monde et le spectacle de notre pays ont dû vous en persuader: tout ordre économique et toute civilisation qui tentent de se constituer contre l'homme sont voués à la destruction violente. L'homme ne supporte pas longtemps ce qui se fait sans lui ou contre lui. Or, je vous le demande, quelle est la doctrine qui, mieux que la doctrine catholique, mesure toute vie économique, toute civilisation à la mesure même de l'homme? Qui mieux que le catholicisme sait distribuer à leurs plans les réalités diverses, les temporelles et

les spirituelles, et non seulement les distribuer, mais les coordonner, les hiérarchiser? Qui mieux, par conséquent, que le catholicisme peut donner, de tous les problèmes humains, une vue organique, synthétique?

Vous avez appris qu'il n'y a point de prospérité économique sans paix sociale. Eh bien, j'estime que, pour obtenir la paix sociale, le premier effort de votre génération devra s'employer à diminuer l'écart entre notre population urbaine et notre population rurale, dangereux déséquilibre qui nous a valu le cancer du chômage et qui constitue une menace des plus graves pour notre vie sociale et nationale. Ayez le moins d'illusions possible sur ce qui bouillonne en ce monde de chômeurs que nous pourrions peut-être diminuer, mais que jamais, j'en ai peur, nous n'arriverons à supprimer totalement. Abaisserions-nous, du reste, le nombre de ces malheureux à vingt mille, à quinze mille, qu'ils constitueraient encore un dangereux bouillon de culture pour les idées subversives. Le « secours dicect » n'y pourra rien. Et c'est ici qu'éclatent l'inconscience et l'incommensurable manque de psychologie des capitalistes modernes. Et c'est ici que, du même coup, vous pouvez mesurer le mal que nous aura fait un régime économique dédaigneux de la saine conception de l'homme. A considérer l'homme comme une machine, un outil

mécanique, les capitalistes d'aujourd'hui et quelques politiques en sont venus à le croire incapable de réflexes. Ils se figurent qu'on peut le déposer dans un coin et que son cerveau et que son coeur cesseront de fonctionner. Vous les verrez s'étonner que des chômeurs parqués en des taudis ou en des camps de concentration ne se tiennent pas pour satisfaits parce qu'on leur aura fourni le vivre et le couvert. L'expérience de nos voisins américains l'a pourtant démontré: l'on n'a pas satisfait à tous les besoins de l'âme humaine en assurant à chacun une *Ford* et un *Bath room*. Croyez-vous que des chômeurs condamnés au chômage professionnel cesseront de penser et de rêver, quand, en retour de leur activité et de leur dignité d'hommes à jamais perdues, vous leur aurez jeté quelques hardes et une croûte de pain? Soyez-en persuadés: si vous n'y mettez tout votre effort, notre situation restera la situation dramatique du navire qui porte un brûlot collé à son flanc. On peut faire l'éducation d'un peuple à la pauvreté; on ne fait pas l'éducation d'un peuple à la misère, surtout quand il a conscience que sa misère est iméritée et qu'elle lui est en plus infligée par une ploutocratie. En pareil cas, ne demandez point à la religion de prêcher une résignation indéfinie. Et ne nous demandez point en particulier de dire à la jeunesse: le régime qui te condamne à mourir

de faim et à ne jamais fonder de foyer est juste; supporte-le sans te plaindre.

En conséquence, le deuxième effort de votre génération devra se porter vers une réforme du capital. Votre propre intérêt d'hommes d'affaires vous commande de réhabiliter dans l'esprit populaire l'idée de la propriété et de la richesse. Si vous ne travaillez point à cette réforme, la masse s'en chargera, mais, prenez-y garde: en vertu de son idéal et de son dynamisme propre. En ce travail de réforme, peu vous doivent importer les criaileries des grands égoïstes et des grands étourdis. Il importe peu que les grands riches soient moins riches, si la richesse saine a plus de chances de tenir. Souvenez-vous que le mauvais pauvre est souvent le produit du mauvais riche; et on l'a dit: la tyrannie des mauvais riches entraîne toujours la tyrannie des mauvais pauvres. Je suis comme vous pour le respect de la propriété; mais je ne crois pas que l'on puisse garder ce respect au peuple, en maintenant la propriété au prix d'injustices sociales. Je suis aussi d'avis qu'il faut se garder d'attiser les convoitises et les haines populaires. Mais je suis encore à me demander en quoi le repos, la digestion du spoliateur seraient plus sacrés que la détresse du spolié. Les haines ouvrières sont détestables et dangereuses pour l'ordre public; les égoïsmes bourgeois le

sont-ils moins? Entre la poignée d'hommes qui croient qu'il n'y en a que pour eux et la masse qui professe qu'il n'y en a pour personne, sous prétexte qu'il en faut pour tout le monde, je me demande de quel côté se tiennent les plus dangereux anarchistes.

Dans les entreprises que vous dirigez, dans notre vie économique de demain que vous parviendrez, je l'espère, à ressaisir, souvenez-vous d'apporter des préoccupations de catholiques. Soyez pour un capital réformiste, tenu et corrigé par les valeurs morales. A quoi servirait d'être catholiques? Et serait-ce la peine de vous substituer aux autres si le régime économique et social édifié par vous apparaissait aussi inhumain que partout ailleurs? Le catholicisme n'est pas un sachet qu'on porte soigneusement caché sous ses vêtements. C'est une foi qui prend toute la vie, tout l'humain, qui s'incarne dans notre vie privée comme dans notre vie publique, qui a droit d'entrée même dans le monde de la finance et des affaires. C'est cela le catholicisme, ou ce n'en est qu'une caricature. Rappelez-vous encore le mot de Clemenceau: « La révolution serait faite le jour où les chrétiens se mettraient à vivre leur christianisme ».

V

Après le catholicisme, suprême régulateur de notre vie, un autre principe directeur moins actif, sans doute, d'un ordre moins élevé, joue pourtant son rôle : principe né de quelque chose de vital, d'humain, mêlé à notre chair, à notre esprit : l'idéal national, l'aspiration nationale, la culture nationale. A titre d'avoir spirituel, l'intérêt national a le droit, lui aussi, de prétendre à gouverner notre destinée. Devant l'incohérence actuelle de notre vie, et surtout devant le désordre d'une vie économique bâtie à l'envers, quelques-uns se sentent tout déroutés, tout désespérés ; ils n'arrivent pas à comprendre. S'il leur paraît bien qu'un fléchissement aussi grave dans l'ordre matériel ne se produit pas sans un fléchissement de même gravité dans l'ordre de l'esprit, ce fléchissement quel nom porte-t-il ? Où faut-il le retracer ? Messieurs, je crois qu'à la condition de s'en donner la peine, il n'est pas si difficile de découvrir et de définir ce fléchissement. Je vous le disais tout à l'heure : ce dont nous souffrons comme peuple, c'est de désorientation essentielle ; et j'ajoute : voilà au moins plus de soixante ans que nous souffrons de ce désordre effroyable. J'ai quelque peu observé et j'ai coudoyé passablement de monde : je n'ai jamais rencontré un individu qui ait vécu une

grande vie, une vie cohérente, pleine, sans un idéal organisateur, inspirant, gouvernant de haut son activité. Et l'histoire m'a appris qu'il n'en va pas autrement des collectivités. Je ne connais pas de peuple qui ait vécu une vie cohérente, organique, sans un idéal de même qualité. Or, en 1867, je vous le rappelle après tant de fois, il fut décidé, il fut accepté par tous que cette province serait un Etat français. C'était là l'idéal organisateur, la pensée directrice et souveraine qui devait inspirer, gouverner notre vie, toute notre vie, notre vie politique, notre vie intellectuelle, notre vie économique, orienter, ramener à l'unité toutes nos énergies. Cet idéal, j'ose vous le demander, à quelle heure, pendant combien de temps, depuis 1867, nous en sommes-nous souvenus? A quelle époque a-t-il été, pour notre petit peuple, un idéal vivant, la loi enivrante et souveraine de son existence et de son activité? Vous cherchez les causes de notre mal? Notre mal, notre grand mal, il y a longtemps que je le dis: il n'est pas d'abord dans l'ordre politique, ni dans l'ordre économique; il est dans nos esprits. Car un peuple catholique et français qui ne laisse pas orienter sa vie par des idées directrices catholiques et françaises, mais par des vues superficielles et secondaires, ne peut être qu'un peuple qui bâtit toute sa destinée à l'envers. Et voilà pourquoi le désordre est total. Vous dites,

et je dis avec vous : notre vie économique est à l'envers. Mais il faudrait dire davantage : notre vie nationale est à l'envers, notre vie intellectuelle est à l'envers, notre vie scolaire est en grande partie à l'envers. Notre sort est celui de la barque qui aurait vogué sans boussole, sans gouvernail, qui n'aurait suivi que la direction de ses voiles, c'est-à-dire du vent, de tous les vents. Nous avons vogué au hasard, nous avons subi la loi de tous les courants, de tous les souffles venus de l'étranger. Là réside l'explication de notre désastre et le drame actuel de notre anarchie intérieure : le drame d'un peuple qui sent que la route, que la destinée qu'il a suivies, ne sont pas les siennes ; le drame de la barque où le gouvernail s'apercevrait qu'on lui a volé son rôle, mais qui n'arriverait plus à rien ressaisir, parce qu'à trop prendre le vent, les voiles elles-mêmes tomberaient en loques.

Et les responsables ? Qui sont ici les responsables ? Je réponds : nous tous tant que nous sommes. Responsabilité collective. Et, si en cette responsabilité, il me fallait mettre des degrés, mes reproches s'adresseraient en premier lieu, sans doute, à ceux qui, plus que tous les autres, auraient dû nous fournir l'orientation, l'impulsion initiale, je veux dire les hommes politiques qui ont fait la Confédération, qui l'ont faite sans mandat et qui, l'ayant faite, se sont donné l'air de ne plus

se souvenir de ce qu'ils avaient fait. J'accuserais, en second lieu, nos intellectuels, ceux du moins d'avant 1900 — les intellectuels qui n'existent point que pour fabriquer des petits vers et de la petite prose, mais qui, ayant le temps et les moyens de réfléchir, auraient pu s'attarder aux problèmes essentiels de notre vie et allumer sur notre route autre chose que des phares fumeux. Mes reproches s'en iraient, en troisième lieu, — car je veux être juste et franc envers tout le monde, — à nos éducateurs et à nos éducatrices de toute catégorie, qui, tenant entre leurs mains l'âme de tout un peuple, auraient pu ne pas élever trois ou quatre générations d'enfants, de jeunes gens, de jeunes filles, sans se demander de temps à autre vers quel idéal national précis les orienter.

Enfin et puisqu'il s'agit, en ce moment, des rapports de l'économique et du national, vous vous demanderez, Messieurs, s'il n'y a pas eu, en cette désorientation, une responsabilité des hommes d'une certaine catégorie et d'une certaine profession. N'y aurait-il pas eu, quelque part, une génération d'hommes d'affaires qui aurait cru que la vie économique ne s'embarrasse pas de facteurs moraux et qui, délibérément évadés du national, auraient érigé à la dignité d'un dogme la théorie d'un divorce absolu entre le patriotisme et les affaires? Thèse assez étrange, puisqu'elle est celle-

là même que reprennent aujourd'hui contre vous vos plus passionnés concurrents, et qui brandissent la formule, vous le savez bien, non parce qu'ils la croient orthodoxe et la pratiquent eux-mêmes; mais parce que dans la lutte qu'ils soutiennent contre vous, elle sert à vous désarmer. Thèse assez étrange encore une fois; car, en définitive, c'est proclamer que la vie nationale peut se dispenser du support matériel de l'économique, ou que les activités économiques sont dispensées elles-mêmes de se relier aux plus hautes formes de la vie; ou c'est encore professer, selon la théorie de l'économie libérale, qu'entre les différents facteurs de la vie d'un peuple, les rapports s'établissent, s'agencent d'eux-mêmes, sans que les hommes aient à s'en préoccuper. Certes, je n'ignore point que certaine action doit être discrète et que des énoncés de principes se rencontrent qu'il n'est nullement opportun de crier sur les toits. Mais la discrétion autorise-t-elle l'énoncé indiscret de thèses ou de directives contraires à toute saine orientation économique et nationale?

Vous, de la jeune génération, vous avez chassé ces nuées de vos esprits, persuadés, à vos dépens, hélas, qu'on ne professe pas impunément d'aussi fausses idéologies. Ignoré ou négligé, le national a pris sa revanche; il a joué contre vous. Et dans la mesure où nous avons cessé d'être Canadiens

français, nous sommes devenus les clients des autres.

Il faudra quand même, n'est-il pas vrai, bénir la crise si elle aboutit à vous rappeler, hommes d'affaires, que vous avez une responsabilité nationale et qu'il y a un devoir qui s'appelle le devoir de l'argent. Et comment donc? On admet la nécessité de dirigeants dans l'ordre politique, dans l'ordre social, dans l'ordre intellectuel. Pouvons-nous nous passer de dirigeants dans l'ordre économique? S'il est besoin, souvenez-vous de ce fait d'observation quotidienne: les hommes les plus vite oubliés, quelque tapage qu'ils aient fait, et de quelque faste qu'ils aient ébloui leurs contemporains, ce sont les hommes d'argent qui n'ont été que des hommes d'argent. Le peuple n'aime pas, ne respecte pas qui ne sait pas servir. L'homme d'affaires, comme les autres, est tenu de servir le bien public. La justice sociale nationale existe, et chacun contracte, envers son groupe culturel, une dette de justice proportionnée aux valeurs humaines qu'il en reçoit.

VI

Puis donc que vous connaissez la cause souveraine de notre mal: une désorientation essentielle, un peuple sans idéal organique, sans loi suprême

de sa vie, vous croirez que le problème de l'heure c'est vraiment un problème d'orientation. Quand on s'est perdu pour avoir tourné le dos au principe de sa vie, on ne se sauve que par un retour à son principe vital. *Agere sequitur esse*, disaient les scolastiques. Axiome profond, en quelque sens qu'on l'entende. L'on n'*agit* d'une certaine façon que si l'on *est* de cette façon. Nous avons été vaincus, non pas tant par la supériorité de nos rivaux, que par notre anarchie intérieure. N'étant plus nous-mêmes, mais le peuple n'importe qui et n'importe quoi, la volonté de vaincre nous a manqué, sans doute, mais d'abord les raisons, la grande raison de vaincre et qui eût été la conscience, la conviction d'être Français et d'être enchaînés au devoir de le rester.

L'orientation, vous la rétablirez, chez vous d'abord, dans vos propres esprits, dans votre activité d'hommes d'affaires. Puisqu'une certaine autonomie économique est nécessaire à notre vie nationale, vous commencerez par croire à la conquête de cette autonomie et vous indiquerez les moyens de la conquérir.

L'orientation, vous ferez ensuite ce qui dépend de vous pour la rétablir dans l'esprit de notre peuple. Et vous dirai-je que vous la rétablirez d'abord par votre travail, par vos exemples d'hommes d'affaires? Par vos réussites, redonnez con-

fiance à vos compatriotes. Rendez-leur la foi aux vertus pratiques du génie national, de la raison française. Enlevez-leur cette mentalité de vaincus qui ne les laisse croire qu'au succès des autres. Dissipez l'envoûtement où les tient le prestige de la richesse du voisin. Débarrassez, par exemple, nos pauvres paysans et nos pauvres campagnards de ces attitudes humiliantes qui nous les montrent, à leur entrée en certains grands magasins de l'ouest de Montréal, avec des yeux embués de mystique, comme s'ils franchissaient la porte d'un temple merveilleux ou d'un sanctuaire national, et se donnant l'air de chercher un bénitier pour se signer. Débarrassez surtout notre peuple de cette humiliation collective et foncière qui fait voir une population de 2,500,000 âmes, orientant ses enfants et son enseignement, et ceci comme à une fin normale, à se préparer de l'emploi chez une minorité d'à peine 500,000 âmes.

Ceci est surtout affaire d'éducation, me dites-vous? Je le sais. Aussi bien est-ce votre droit et votre devoir de vous inquiéter de l'éducation de vos fils et de vos filles et de l'orientation nationale qu'on leur donne en nos écoles de tout rang et de toute catégorie. Le cas douloureux, je devrais dire le drame de nos milliers de jeunes gens instruits, diplômés, et condamnés au chômage et à la misère, vous commande ici d'intervenir et de re-

garder au delà même de nos écoles. Comment rendre raison de ce phénomène à peu près incroyable chez un peuple jeune et dans un pays neuf et riche? Si vous refusez d'admettre l'insuffisance pédagogique de nos grandes écoles, et si vous écartez contre notre jeunesse tout ostracisme systématique de la part de certains milieux financiers, industriels ou commerciaux, il reste que cette jeunesse chôme, ou par inaptitude à se forger elle-même des moyens de vie, ou par la faute d'un régime économique, régime de la « maison à l'envers » qui aurait livré à une oligarchie toutes les grandes sources de l'emploi et, en particulier, tous les emplois de quelque conséquence. Mais dans l'une et l'autre hypothèses, vous vous heurtez à une question d'éducation et d'orientation. Responsabilité de nos grandes écoles, dont l'enseignement ne se serait pas complété d'une éducation assez vivifiante, insufflant le goût de l'initiative, la volonté de l'aventure personnelle, la passion d'être son propre patron, son propre maître. Et je ne crois pas que les directeurs de nos grandes écoles acceptent cette responsabilité ni ne méritent tous ce reproche. Mais alors il reste les responsabilités plus hautes de tous ceux-là, chefs de toute espèce, qui, pour nous avoir gouvernés sans idéal national, auraient laissé se renverser contre nous l'ordre de la justice, l'ordre naturel, aboutissant

ainsi à nous laisser spolier de milliers d'emplois et de millions de salaires. Je disais un jour à un homme d'affaires éminent: « Ne croyez-vous pas que, pour avoir bâti notre vie économique à l'envers, ce sont aujourd'hui pas moins de 25,000 emplois qui nous échappent? » — « Votre chiffre est bien modeste », me répondit-il.

Problème de l'heure: problème d'orientation. Ce problème, vous vous emploieriez à le résoudre; et vous vous y mettez avec foi, avec entrain. Nous avons survécu, malgré tout, sans idéal directeur et même avec un idéal à rebours, capable de tuer le peuple le plus puissant. Que ne pourrions-nous obtenir de notre peuple, non par de simples appels à l'estomac comme on lui en prodigue trop souvent, mais au nom d'idées-forces qui ont coutume de déterminer les suprêmes impulsions collectives, au nom d'une mystique où il verrait engagés toute son âme, toute sa culture, toute sa mission, tout le destin d'un peuple français?

Pour ma part, je voudrais voir, dans dix ans, dans vingt ans, l'effet d'une prédication sortie de la bouche de tous ceux qui, chez nous, ont qualité pour orienter ou commander, et qui diraient: jeunes mères canadiennes-françaises, institutrices, religieuses de nos écoles et de nos couvents, faites de moins en moins de nos filles, je ne sais quelle pâtisserie, même française; élevez nos fils, élevez nos

filles pour des besognes viriles, pour une besogne de libération; maîtres de tous grades, de vos écoles, grandes ou petites, faites des écoles de forts; substituez à une mentalité de serviteurs, une mentalité de maîtres, à une mentalité de vaincus, une mentalité de vainqueurs; élevez ces petits Français pour un destin de Français, pour un destin libre; petits agriculteurs de chez nous, instruisez-vous, perfectionnez-vous; devenez les agriculteurs les plus progressifs de votre pays; produisez assez et assez bien pour vous emparer du marché de votre province; petits industriels, petits ouvriers de chez nous, retrouvez le goût du travail patient, de l'article fabriqué avec perfection et amour; à la production quantitative, massive, opposez la production qualitative, à la française; surtout orientez-vous vers la libération de votre travail, de votre initiative, de votre talent, persuadés que le plus modeste patron canadien-français, travaillant pour soi et pour les siens, que le petit artiste en fer forgé ciselant son oeuvre dans le trou d'une cave, fait plus pour l'émancipation de sa nationalité, que le plus grand de nos salariés au service d'une firme étrangère; jeunes gens de nos collèges, étudiants de nos universités, que, pour les jeunes Canadiens français, n'existent plus les carrières fermées; acquérez toutes les compétences; jetez-vous, avec la passion de vaincre, dans toutes

les entreprises, dans toutes les avenues, où a besoin de poindre la libération des vôtres; jeunes professionnels, dégagez votre pensée publique, votre action publique, des lisières et des servitudes partisans; votre pensée et votre action, placez-les résolument sur la base chrétienne et nationale; enfin, jeunes littérateurs, jeunes artistes, libérez toutes les formes de beauté en puissance dans le génie natal, libérez les poèmes qui attendent l'heure de naître, afin qu'un jour prochain, dans ce petit pays redevenu libre et beau, un peuple sente, à en pleurer d'émotion, la joie et la grandeur de vivre.

Parlez ainsi. Parlons ainsi. Non pas un jour, mais dix ans, vingt ans, s'il le faut. Et je n'ai pas besoin d'être prophète pour vous prédire que la face de cette province sera renouvelée. Car je puis vous en donner l'assurance: la jeunesse est prête à entendre ces fortes paroles. Il y a trois ans, je disais: « Le régime économique fait actuellement à la province de Québec n'est pas acceptable à la jeune génération et ne sera pas accepté par elle. » Il me semble que les événements me donnent raison. Un facteur nouveau est intervenu dans notre vie, un facteur qui, demain, prenez-en ma parole, sera un facteur décisif: la jeunesse. Et la jeunesse exige, incarne un ordre nouveau, une « révolution ». Je dis « révolution »

dans le sens orthodoxe que la jeunesse prétend elle-même assigner au vocable. Elle ne croit plus aux anciens moyens, aux anciennes querelles. Elle croit, elle sent, elle dit qu'il faut un rassemblement de toutes les volontés ; qu'à ces volontés il faut un retrempelement, non pas aux doctrines superficielles et surannées des vieux credos de partisans, mais aux sources profondes de notre vie, sources spirituelles, sources religieuses et nationales. Et elle croit et elle professe encore que ces volontés rassemblées et retrempées devront se vouer enfin à un effort organique, total, à un effort presque désespéré pour ressaisir l'âme de notre peuple, refaire son orientation, redresser la ligne de son destin. Voilà où s'en va la jeunesse. Et l'avenir est à ceux qui la comprendront, qui communieront à ses rêves de restauration nationale. Tant pis pour les attardés qui ne voudront pas entendre. Et avis aux partis vieillots qui n'attirent plus personne ni rien. Croire, en effet, que l'on pourra encore abuser et user une autre génération dans les luttes puériles, stériles, stupides d'hier, je le dis : c'est une illusion de jeunes vieillards ou de barbons retournés à l'enfance.

*

* *

Messieurs, j'ai fini. Peut-être, au cours de cette causerie, l'un ou l'autre de mes propos vous aura-t-il déplu? Veuillez croire que j'ai parlé sans amertume ni animosité, n'étant au service d'aucun clan, d'aucun groupe. Dieu merci, je suis un homme libre; je n'appartiens à personne. Je n'appartiens qu'à ma nationalité, à l'Eglise, à ma conscience, à ma foi. Que nos paroles à tous se fassent souvent rudes, c'est, je pense, que, par le temps qui court, tous ceux qui vivent sont un peu inquiets. Quand, pour ma part, je cherche, à travers le monde contemporain, un peuple, une nation, qui sente peser sur son coeur, sur son âme, une aussi formidable pression, un peuple dont l'avenir culturel, dont la survivance soient menacés aussi tragiquement que les nôtres, je n'en trouve qu'un seul: l'Autriche. Encore l'Autriche possède-t-elle sur nous cet énorme avantage que, chez elle, plus volontaire ou plus libre, l'Etat s'est constitué le défenseur de la culture nationale et y a engagé toutes ses forces. Comme moi aussi, j'en suis sûr, vous songez parfois à tous ces pays, grands et petits, qui ont connu, en ces derniers temps, leurs heures de réveil, d'exaltation, d'enivrante reconstruction. Vous pensez à l'Italie, à l'Irlande, au Portugal, à l'Autriche, à d'autres. Et vous vous dites: ces heures, notre province, notre race, les verront-elles jamais?

Oui, Messieurs, nous les verrons, car le réveil s'en vient. J'en perçois le signe, dans ce cri d'inquiet et de souffrant qui monte parfois de la masse: cri vers un chef qui réparerait tout, qui sauverait tout; appel infiniment tragique, mais combien réconfortant, de celui qu'on disait un demi-paralysé et qui, dressé sur sa béquille, tend la main à quelque allumeur d'étoile.

J'espère enfin parce que je crois en la jeunesse, parce que je crois en vous. C'est à une tâche géante que j'ai l'honneur de vous appeler, une tâche à laquelle il faudra que consente à s'user toute une génération. Mais je sais, je sens, que cette tâche, vous la ferez, parce que vous savez qu'il faut qu'elle soit faite et parce que vous avez appris que les heures exceptionnelles exigent un devoir exceptionnel.

Le 10 octobre 1670, à l'heure où il décidait ces formidables bonds en avant qui allaient créer en Amérique un empire français, Talon écrivait au roi: « J'ai fait partir des gens de résolution qui promettent de percer plus avant qu'on n'a jamais fait... » Messieurs, l'heure est venue de s'éveiller ou de mourir. Je salue les « gens de résolution » qui vont repartir pour la grande aventure de la renaissance nationale.

LABEURS DE DEMAIN¹

Mes jeunes amis,

Permettez-moi, tout d'abord, de vous confesser ma détermination : à la causerie que je vous apporte, j'entends donner une allure décidément, absolument didactique. Votre génération réaliste, positive, se dit lasse de discours, affamée de précision. Des précisions, souvent austères, voilà ce que je souhaite vous offrir.

-1-

Les devoirs envers la culture.

Posons ensemble un premier jalon : les Canadiens français constituent une nationalité : vérité de fait et vérité de droit qu'à mon sens il faut tenir pour incontestable, même s'il arrive qu'en certains milieux, l'on en éprouve une crise de haut

1. Causerie faite au Congrès des Jeunesses patriotes, à Montréal, le 13 septembre 1936. Cette causerie fut, le lendemain, publiée dans les journaux, sur de simples notes fournies à un journaliste du *Devoir*. L'auteur a reconstruit ici son texte, tel qu'il fut prononcé.

mal. J'affirme ensuite, et c'est là mon second jalon, que l'idée nationale évoque chez nous, par-dessus toute chose, l'idée de culture. Notre nationalisme repose, en somme, sur une conviction initiale : le prix de la culture française. La conscience d'être français, la fierté de l'être, la volonté de le rester, voilà, en somme, les fondements de notre idéologie nationale et du sentiment qui y correspond. Etre français signifie, pour nous, appartenir à cette forme ou à cette catégorie de l'esprit latin qui, après s'être assimilé, mieux que nul autre peut-être, la culture grecque, la culture romaine, en a tiré ensuite un haut spécimen d'humanisme, sain, large, le mieux équilibré, semble-t-il, des temps modernes, et cela de l'avis de tous les historiens, — dépassant de haut, en tout cas, par son idéalisme chrétien, l'humanisme des cultures anciennes.

Ces deux premiers jalons nous indiquent un premier devoir : l'obligation d'opter pour notre culture. Au Canada français, une crise, ou, plus exactement, un problème des cultures existe qui pourrait s'énoncer comme suit : pouvons-nous et devons-nous rester intégralement, exclusivement français ? Et, si nous le pouvons et le devons, quelle attitude prendre à l'égard de la culture anglo-saxonne ? Quelle mesure, quelle proportion de celle-ci, devons-nous accepter ? Pour résoudre le

problème, posons, en premier lieu, les bornes de tout nationalisme dans l'ordre de l'esprit. En quel sens le nationalisme ou le national est-il une limitation ? En quel sens ne l'est-il point ni ne peut-il l'être ? Limitation, il l'est, pas cela qu'un peuple ne renonce pas, sans se diminuer ni même sans se détruire, à son être profond, à son génie natif, à sa personnalité propre. Ce génie est, pour tout peuple, ce par quoi il est et ce par quoi il a puissance d'agir et de s'enrichir. En d'autres termes, s'il existe un génie français, un génie anglais, un génie allemand, et si chacun est constitué par quelque élément spécifique, consubstantiel au peuple qui l'incarne, ce peuple ne peut renoncer à ce qui fait le fond, la tournure et le dynamisme de son esprit, sans se porter un coup mortel. Pour lui, c'est se désaxer, se désarticuler violemment. Le national impliquerait-il pour autant une sorte d'hermétisme, un isolement, une clôture spirituelle ? Le génie d'un peuple n'est pas quelque chose de figé, de statique ; c'est une réalité essentiellement dynamique, en puissance d'évolution et d'enrichissement indéfinis. Pour qu'il fût légitime et possible de se limiter au national, il faudrait que le national eût le privilège de contenir tout le bien humain. Or la littérature, l'art, la science, ne sont pas que d'une nationalité, pas plus qu'ils n'empruntent une forme unique d'expres-

sion. Se refuser à d'autres formes de la beauté, à d'autres richesses intellectuelles que les nationales, ce serait s'isoler, s'étioler comme la plante qui épuiserait son terroir, sans jamais le renouveler. Non seulement nul peuple ne doit pas se passer des autres ; mais il n'est au pouvoir d'aucun de se condamner à pareil isolement.

La solution, quelle est-elle ? D'un mot : s'approprier, s'assimiler toute la portion possible de la vérité humaine, de la beauté humaine, tout en restant soi-même en son fond. En d'autres termes : assimiler sans être assimilé, convertir le bien des autres en sang et nourriture, mais ne pas laisser les autres nous ravir sang et nourriture. En conséquence, la solution à l'égard de la langue et de la culture anglo-saxonnes, se résume, pour nous, et sous peine de cesser d'être, à n'en prendre que selon notre pouvoir d'assimilation : autant, mais sans plus, qu'il y a pour notre esprit, possibilité d'enrichissement. A coup sûr, nous faut-il renoncer résolument à l'attitude de l'intelligence serve, inclinée à subir plutôt qu'à réagir. La mesure à prendre de la culture anglo-saxonne varie, cela va de soi, selon l'aptitude à l'assimilation, aptitude qui varie elle-même selon l'âge et le degré de culture de chacun, et selon la classe sociale à laquelle l'on appartient. Ici, une première observation s'impose : le malheur le plus menaçant, pour l'a-

venir de l'esprit français chez nous, ne proviendrait-il pas de ce renversement des choses : la langue et la culture anglo-saxonnes prodiguées aux Canadiens français en raison inverse de leur aptitude à les assimiler ; à savoir : dose plus considérable pour l'enseignement primaire que pour le secondaire ; et pour le secondaire, plus que pour l'universitaire ?

Second devoir envers la culture :

Education nationale.

Voici surgir un second devoir. Pour tenir, à l'égard de l'autre culture, une attitude de saine indépendance et pour faire que toute assimilation nous devienne un enrichissement, une première condition s'impose à nous : être français, l'être vigoureusement, pleinement. On admettra ce truisme : n'assimile que l'assimilateur.

Assimilateurs, comment le deviendrons-nous ? Une seule méthode, un seul moyen : l'éducation nationale. L'éducation nationale s'impose chez nous, avec une urgence, un caractère de nécessité qui n'échappent qu'aux aveugles volontaires. Notre cas n'offre nulle ressemblance avec celui des vieilles nations, filles de patries ou de civilisations antiques, entités nationales où la culture séculaire se respire comme l'air, réchauffe et vivifie aussi naturellement que le soleil. S'il est vrai que nous naissons français, il n'en va pas moins qu'en rai-

son de faits historiques et géographiques qui nous suivent et nous pressent, nous ne pouvons rester français sans effort ni lutte. Des Français d'instinct ou des Français de routine ne peuvent être, chez nous, que des Français moribonds. Une seule espèce est viable : le Français de volonté. Autant dire que nous ne pouvons rester nous-mêmes sans éducation nationale.

Vous allez me comprendre. Ce n'est pas tout de tenir à sa portée un magnifique trésor spirituel, d'avoir été jeté, de par sa naissance, dans un certain climat moral, dans un certain courant de vie intellectuelle. Encore faut-il s'approprier ce trésor, respirer ce climat, se baigner en ce courant fortifiant. Ce n'est pas tout de posséder la langue de la clarté, si nous la parlons obscurément, si, à l'école, au couvent, au collège, nous n'en acquérons que des éléments informes, une connaissance anémique. Ce n'est pas tout de nous proclamer les fils intellectuels de Pascal, de Racine, de Bossuet, si nos adolescents, nos grandes filles, accèdent aux classes d'humanités, sans avoir jamais lu en entier une tragédie cornélienne ou racinienne n'ayant jamais ouvert les yeux sur les « immortels brouillons » de Pascal. Ce n'est pas tout de posséder une incomparable histoire, si nos enfants n'en possèdent que d'indigents ou vagues aperçus, si les plus grands aspects de notre passé restent

précisément les plus ignorés de notre peuple. Une simple réflexion en passant : quelle tristesse de songer que, pour camper devant nos enfants, des types d'héroïsme, il faille évoquer la figure d'un Guesclin, d'un Bayard, d'un Jean-Bart, d'une Jeanne d'Arc, et que pas un des héros, pas une des héroïnes, dont pullule le passé de la Nouvelle-France, ne soient vraiment populaires.

L'éducation nationale, qui remédierait à ces malheurs, je la définis, quant à moi, une prise de possession de notre richesse culturelle, prise de possession qui s'opère par l'enseignement, par l'éducation, et surtout par l'atmosphère de l'école, (école primaire, couvent, collège, université.) Mettre nos âmes françaises en possession de toute la richesse culturelle de France et de notre apport original à cette richesse, voici bien, pour nos institutions d'enseignement, un devoir rigoureux. Pour nous c'est l'unique façon d'être et de rester français. Question de vie ou de mort ! Et c'est pourquoi le devoir s'impose aussi à chacun de faire triompher, en notre province, la formule de l'éducation nationale. La jeunesse doit être prête à se battre pour cette grande idée. Car, pour extraordinaire que le fait puisse paraître, nombreux, hélas, se dressent les esprits hostiles à une nécessité aussi raisonnable, aussi vitale. Vous aurez à vaincre, jeunes gens, les esprits routiniers, mom-

fiés, opposés à tout changement, à tout effort, et qui voudraient bien n'être pas mis dans la nécessité de se remuer et de travailler. Vous aurez encore à vaincre les esprits légers, superficiels, sans horizons, bien incapables de voir ce qui se passe, en leur pays, en Amérique, persuadés de pouvoir vivre indéfiniment, en vases clos, leur vie de poisons rouges. Vous aurez à vous battre contre les défaitistes pour qui il n'y a plus rien à faire qu'à se coucher, et qui, parce qu'ils sont morts, ont l'horreur des vivants. Vous aurez à vous battre contre les politiciens et les pédagogues politiciens — il y en a — pour qui tout ce qui est esprit national est synonyme d'esprit d'indépendance: esprit redoutable pour le conformisme partisan. Vous aurez à vous battre enfin contre les faux doctrinaires pour qui tout nationalisme est épouvantail, hérésie, et qui nous dénoncent comme un peuple de nationalistes « outranciers », parce que parfois, lorsque l'on nous marche sur les pieds, ou que l'on nous vole et que l'on nous affame, il nous arrive non pas de crier, non pas de tempêter, mais de dire gentiment: pardon!

Troisième devoir envers la culture:

Création d'une civilisation.

L'éducation nationale, on le pense bien, n'est

point ici préconisée pour soi-même, comme une fin, non plus que pour la simple acquisition de la culture. Et ceci laisse poindre un troisième devoir : faire qu'une fois acquise, la culture serve à se dépasser, aboutisse à son efflorescence naturelle, à une civilisation. J'entends « civilisation » au sens d'empreinte de l'esprit ou de fleur de l'esprit ajoutée à la nature. « Le monde est un chantier, où travaille l'intelligence humaine », dit le Père Delos ; « et l'œuvre qui en sort est la civilisation. » Ou encore, si vous le préférez, appelons civilisation, au plus haut sens du mot, l'humanisation de sa terre et du milieu national. Et le mot prend cette fois une singulière clarté. Un monument de sculpture, d'architecture, de peinture, c'est quelque chose de la nature, mais d'une nature spiritualisée, transfigurée par l'art, qui vient s'ajouter, pour l'embellir, au visage physique de la patrie. Une grande musique, qu'est-ce autre chose qu'un éclatement de sons, mais de sons humanisés, orchestrés, organisés en poèmes, et qui s'ajoutent aux rumeurs, aux chansons de nos bois, de nos fleuves et de nos champs ? Une œuvre littéraire, c'est une autre beauté, une beauté encore plus proche de l'esprit, parce qu'elle s'incarne dans le verbe même de l'intelligence. Beauté circulante, elle va, charme, élève, et, par là, accroît, pour sa part, l'huma-

nisme de la race et la finesse du milieu. Un ordre social, fondé sur la justice et la charité; un ordre politique équilibré dans une juste mesure d'autorité et de liberté, encore des créations de civilisés. Ajouterai-je qu'une simple ferme, par sa disposition, son type architectural, peut devenir une oeuvre de civilisation française? Mais pourquoi faire oeuvre de civilisation? Parce qu'entre nations l'échange s'impose de biens culturels. Nous nous devons de rendre aux autres autant que nous leur avons emprunté. Nous nous devons surtout à nous-mêmes, à nos fils, d'améliorer constamment le milieu national. Nous nous devons de l'assainir, de l'aménager, de l'embellir sans cesse, pour y trouver de plus en plus notre bien humain, et aussi, par cela même, notre bien supra-terrestre. N'oublions jamais que ce qui fonde en droit le national, c'est son aptitude spéciale à nous pourvoir du bien humain et, par suite, du bien surhumain. Plus est riche, plus est sain, plus est civilisé un milieu national ou culturel, plus ont de chance d'y croître les hautes fleurs d'humanité; plus l'on y verra s'épanouir le spirituel catholique lui-même.

Toujours néanmoins faut-il revenir à la vérité initiale: pour créer une littérature, un art, une civilisation personnaliste et originale, les recettes ne suffisent pas: *il faut être d'abord*. En-

fonçons-nous dans l'esprit cette lapalissade: seuls les créateurs sont aptes à créer. Jeunes gens, je vous entends gémir souvent sur notre médiocrité d'esprit, sur le caractère fruste de nos productions intellectuelles et artistiques. N'attendons le relèvement de la vie de l'esprit, chez nous, ni des prix littéraires, ni des concours, encore que ces procédés ne soient point sans importance. Nous posséderons un art, une littérature, le jour où, par l'amélioration de notre enseignement et de notre éducation, par une prise de possession vigoureuse, résolue, de notre culture, de toute notre culture, nous aurons cessé d'être une ombre de peuple, une ombre de Français, une ombre humaine, pour devenir puissamment de grands Canadiens français, c'est-à-dire de grands humains.

II

Deuxième série de devoirs: *Les devoirs envers les appuis de la culture.*

Etre! Etre nous-mêmes. Etre vigoureusement! Est-ce si facile? En travers de notre chemin, j'aperçois deux formidables obstacles, deux vastes problèmes non encore résolus: un problème économique, un problème politique. Commençons par le problème économique.

I — *Le problème économique.*

Simple rappel, en premier lieu, d'un principe, d'une vérité tout élémentaire. Si le national a le prix et joue le rôle que nous lui avons marqués, et s'il plonge comme tout ce qui est humain, dans le charnel et le temporel, il s'ensuit qu'à ce bien d'ordre spirituel, bien de haute qualité, se doit subordonner le bien matériel. Donc impossible de concevoir un aménagement de l'économique qui ne tiendrait pas compte du national ou qui, bien pis, mettrait en péril les valeurs nationales, ravirait au milieu culturel une part notable de son activité bienfaisante.

Or il s'agit d'examiner si, au moment où je vous parle, l'une des plus graves menaces contre le national, je dirai même contre notre chance *d'être*, ne provient pas, en cette province, de notre régime économique. Voyons.

Pour qu'un peuple ait puissance d'être vigoureusement et qu'il ait la faculté de faire une oeuvre de civilisation, ce peuple, tous en conviennent, a besoin d'une certaine somme de biens matériels, d'un certain ordre social, d'une certaine liberté de l'esprit. Plus concrètement il lui faut des classes bourgeoises aptes aux travaux de l'esprit, ayant le temps et les moyens de s'y livrer; il faut qu'existe, pour le talent, surtout s'il éclate, comme il

arrive souvent, dans les milieux pauvres, des chances nombreuses, faciles, de percer, de se cultiver. Autant de conditions qui restent irréalisables dans le cas d'une pauvreté, d'une misère matérielle trop généralisée.

A cette sorte de misère échappons-nous? Voici d'abord un premier désordre d'une extrême gravité, signe d'une situation on ne peut plus anormale: les grands leviers de la vie économique ne sont pas entre nos mains; les grandes sources de la richesse nous échappent en notre propre province. 80 pour cent de la population de la province régentés, asservis par un petit groupe d'exploiteurs ou de rois de la finance, lesquels forment peut-être, dans la population totale, un minime 6 pour cent. De là, parmi nous, un prolétariat excessif, toujours croissant, une portion même de ce prolétariat si proche de l'esclavage. A qui nous observe, sous l'aspect spirituel et social, que sommes-nous en train de figurer? Une tête de nain sur un corps de géant. Ce qui est pire que tout, la dictature économique est en train de nous inoculer le germe d'inguérissables chancres sociaux. Le même désordre toujours développe, dans les masses ouvrières et même paysannes, un inquiétant « complexe d'infériorité. » Nous assistons à ce mal grandissant qui, de son vrai nom, pourrait s'appeler: la destruction de la foi au génie national. Mal fatal, mal

envahissant, que nul cordon sanitaire ne saurait artificiellement enrayer. Une population de miséreux, mise en face d'une poignée de grands riches, enviera toujours cette minorité; et, même si elle la jalouse, elle lui prêtera des qualités, un prestige merveilleux. Rien donc de moins étonnant que le penchant morbide des nôtres à l'anglicisation, penchant que l'on discerne dans l'homme du peuple, mais que l'on retrace aussi prononcé dans le bourgeois, dans le parvenu, penchant qu'affiche douloureusement la face même de notre pays. L'étranger n'a pas seul contribué à faire à notre province, à ses routes, à ses villes, un visage anglais. Nous y avons travaillé nous-mêmes avec une inconscience, une hébétude dont l'étranger lui-même reste stupéfait.

Du même désordre encore, découle la grave déviation de notre enseignement, orienté de plus en plus, dans les villes surtout, vers l'anglo-saxonnisme. La crise des cultures se dénoue ainsi contre nous. Le peuple en est là qu'il attache à la connaissance de l'anglais, une sorte de vertu mystique. Instituez, ai-je déjà dit, dressez, au milieu de chaque village québécois, une école anglo-catholique; elle videra les écoles françaises. Folie frénétique, soit; mais notre pauvre peuple est-il tant à blâmer? L'anglomanie scolaire, ayons la loyauté de le reconnaître, est, pour une bonne part, consé-

quence et fonction de la domination économique anglo-américaine. A mesure que nous reviendrons à un état normal, il est permis d'espérer que le fétichisme de l'anglais décroisse dans les esprits. On peut même prévoir le jour où, pour obtenir un emploi dans le Québec, les anglophones se verront contraints d'apprendre le français. Mais tant que les grands employeurs resteront des anglophones; que la plus grande partie des affaires se transigeront en langue anglaise; et que, cette situation, notre peuple la pourra croire naturelle, normale, légitime, y a-t-il lieu de lui reprocher d'accorder à la connaissance de l'anglais une importance excessive? Qui ne sait d'ailleurs que l'effet désastreux de cette domination économique, nos chefs n'ont pas négligé de l'aggraver par des directives, un enseignement où il faudrait voir un enseignement de trahison, s'il n'avait été surtout une besogne de naïfs? Sur tous les tons on a crié au peuple qu'il lui fallait, pour réussir dans la vie, non pas de l'intelligence d'abord, du caractère d'abord, du travail d'abord, mais de l'anglais, toujours plus d'anglais. Que dis-je? Au lieu de prêcher à notre peuple la connaissance de l'anglais comme une nécessité temporaire, et, en premier lieu, comme un moyen d'émancipation et de conquête; au lieu de l'exhorter à s'affranchir de la servitude économique, pour s'affranchir de la servitude linguisti-

que, la plupart de nos prétendus chefs, l'esprit vide de toute mystique nationale et férus du plus déprimant bonne-ententisme, nous apprenaient et nous inclinaient à subir la domination étrangère comme un joug naturel et légitime.

Du même désordre toujours proviennent la déviation de la politique et son orientation progressive contre nous. En tout état démocratique particulièrement, le jeu naturel des puissances financières est de viser à l'asservissement du pouvoir politique. C'est, pour ces puissances, le moyen le plus efficace, croient-elles, d'accroître sans cesse leurs privilèges et d'abord le maintien de leur dictature. D'où il appert, mes jeunes amis, que l'expression « n'être pas maître chez soi » peut prendre, pour un peuple, plusieurs sens. Il n'y a point de servitude économique qui ne s'accompagne de quelques autres servitudes et des plus dangereuses.

Le remède, le devoir.

Le remède, le devoir, quels sont-ils? En cet ordre, jeunes gens, je n'ai rien de petit, rien d'aisé à proposer à votre génération. Je ne lui présente qu'une forme héroïque du devoir: un devoir urgent, et que, j'oserai dire, effroyable, gigantesque. Devoir urgent, d'abord. Nous ne pouvons

plus attendre. Nous demander de patienter, de faire les résignés, de subir encore une génération, la servitude actuelle, autant nous demander le suicide. Nous ne pouvons plus attendre, car l'heure exige de vous, non pas un simple redressement, mais un renversement de situation, et, comme vous dites parfois une « révolution », sans attacher au mot la moindre intention de violence anarchique. A tout prix, il nous faut changer notre rôle de domestiques pour celui de maîtres. Il n'est plus question de changer le volant de la voiture, de réparer une roue, un essieu. Il faut refaire la voiture en neuf. Si vous préférez une autre image, je vous dirai : la locomotive qui emporte chez nous le train économique, ne nous appartient pas. Elle va où il lui plaît. En réalité, pour nous Canadiens français, le train va à reculons ; brutalement la locomotive nous écrase. Ce qui presse, c'est de sauter dans la locomotive, d'en prendre la direction et de faire que le train charrie notre avenir.

Comment ? Par quel programme d'action ? Ce serait le rôle d'un conseil économique de nous tracer ce programme. Et il appartiendrait aux politiques, en particulier, de s'attacher à l'exécuter. Notre mal est de ceux où l'intervention de la politique est de nécessité de moyen. Tenir le peuple seul responsable de sa situation et lui laisser à lui seul le soin de se guérir, me paraît de la dernière

injustice, quand l'on songe, en effet, que pour n'avoir tenu aucun compte du national, dans notre vie, ce sont les maîtres de notre vie économique et les maîtres de notre vie politique qui ont préparé le désordre actuel. Voulez-vous une action à la portée du commun? Redonnez confiance au peuple; faites-lui voir que nulle fatalité ne le condamne irrévocablement à son esclavage. Notre peuple peut avoir ses défauts, ses misères. Il est resté sain autant que tout autre peuple. Il est intelligent autant que tout autre. Il a gardé, du moins en une large élite, le goût du travail autant que tout autre. Il possède des ressources qui ont enrichi les autres à millions. D'autres peuples plus affligés que lui, partis de plus bas, connaissent aujourd'hui la résurrection et la volonté de puissance. En somme, que lui manque-t-il? Avant toute chose, une mystique de l'effort. Que, dans les écoles, les couvents, les collèges, on cesse enfin de fabriquer en série tant d'invertébrés, tant de bibelots de salon, qui sont, je l'ai déjà déploré, une insulte à une éducation catholique; que, pour redresser l'âme de nos fils et de nos filles, on leur fiche dans la tête, comme un clou rivé, ce mot d'ordre, ce *leit motiv* obsédant: *Etre maîtres chez nous*; que tous les murs des classes leur crient la grandeur de ce but; qu'on les y achemine par une éducation volontaire, virile; et, dans dix

ans, une race nouvelle de Canadiens français aura surgi, une race déterminée à prendre possession de sa province.

Une autre besogne à la portée de chacun, consisterait à faire saisir au peuple les relations de l'économique et du national. *L'Achat chez nous* y peut contribuer, à condition de ne pas s'arrêter à des opérations de comptoir, mais de s'inspirer d'une franche éducation du sens national. Toujours le même souci: changer les idées en vue de changer l'action et les faits. S'il y a toujours de l'incohérence et du désastre en bas, c'est d'abord qu'il y a eu du désordre et de la trahison dans les esprits. Au nom toujours des exigences de l'économique et du national, inculquer à la jeune génération le culte de la compétence, préparer à fond des techniciens. En avons-nous pour la grande industrie, le grand commerce, la grande finance, la grande administration? Le tout ni même le principal n'est pas de s'emporter contre la domination de l'étranger. Sommes-nous de taille à prendre sa place?

Autre tâche immédiatement possible: faire que cesse la poussée vers le prolétariat. Depuis cent ans et plus la terre n'est plus conquise, en notre province, au rythme de la natalité. Déséquilibre qui s'explique par cela que la terre n'est pas suffisamment accessible. Donc travailler à la con-

quête du domaine colonisable et à un nouvel aménagement des vieilles terres.

En quatrième lieu, ramener la politique à son rôle, rôle considérable, comme nous disions tout à l'heure. Elle ne peut tout faire. Elle peut beaucoup. C'est la politique après tout qui fait la législation économique, (commerciale, industrielle, financière) ; c'est elle qui a pour tâche principale de définir le droit et de le protéger. Or il faut qu'elle le sache : nous sommes à ce point de péril qu'on appelle le cas de légitime défense. D'autre part, jeunes gens, souvenez-vous qu'en aucun pays du monde, et qu'en particulier, en aucun pays parlementaire ou démocratique, la politique n'a maté les puissances financières sans y être puissamment aidée, sinon même forcée.

II — *Le problème politique.*

Le problème politique se pose, d'ailleurs, pour nous, avec une bien autre acuité. Je ne discute point, pour l'heure, l'ordre de prééminence entre le politique et le national. Le politique doit-il dominer le national ? Ou, vice-versa, le national, le politique ? Il me suffit de retenir que, nullement étrangers l'un à l'autre, ils sont en étroite dépendance. Quel est le rôle du politique ? Procurer le bien commun. Or si le national est ce que nous

l'avons défini: une portion du bien spirituel de la communauté, il devient une large part du bien commun et voire un moyen d'atteindre ce bien commun. Donc l'homme politique a le devoir de s'inspirer du national; il lui est interdit de le négliger; il doit faire ce qui dépend de lui pour assurer l'efflorescence de la culture nationale, en vue de permettre aux nationaux de réaliser leur pleine humanité.

De là découlent quelques conclusions, toutes simples, toutes logiques, mais auxquelles notre pusillanimité intellectuelle, je ne me le cache point, confère une audacieuse gravité. Premièrement: s'il se trouve, en un pays délimité géographiquement et politiquement, une population de 2,500,000 Canadiens français formant, en ce pays, les quatre-cinquièmes de la population totale; si ce pays est le pays de ces quatre-cinquièmes, est devenu juridiquement leur patrie, par droit de premiers et de perpétuels occupants, et par droit historique; si cette population possède des richesses culturelles notables, indispensables, à l'acquisition de son bien humain, je dis que, pour elle, un Etat national est un postulat de droit légitime. Et cette autre formule est tout aussi légitime qui veut que la politique de cette province soit d'abord une politique canadienne-française. Eh quoi! Nous voulons une économie nationale, une culture

nationale, un pays de visage français; et nous prétendons y avoir droit. Rien de tout cela est-il réalisable si notre population et notre pays ne sont pas gouvernés pour leurs fins propres?

J'ajoute, au surplus, que ce postulat de l'Etat français n'offre rien de nouveau. Il est dans la stricte ligne de notre histoire. Il a été progressivement réalisé à partir de 1774. Le petit étudiant en histoire qui a saisi cette simple série de faits: 1° la portée de l'*Acte de Québec*: avènement, consécration juridique du nationalisme canadien-français, selon le mot d'un historien anglo-canadien; 2° la portée de la constitution parlementaire de 1791: création d'une province française et création voulue, délibérée, d'un Etat français par le parlement impérial; 3° la portée de l'attitude de La Fontaine en 1842, n'acceptant l'union des Canadas que sur la base fédérative; le plus modeste écolier, dis-je, qui aura noté la signification de ces dates historiques, admettra l'évidence d'un effort persistant, victorieux, de notre petit peuple vers une autonomie nationale toujours plus complète, vers l'achèvement de sa personnalité politique. Telle est la courbe ascendante de notre histoire. Elle a ce sens, cette ligne; ou elle n'en a point.

Au reste, le postulat n'est plus un postulat. L'Etat français, dans la province de Québec, est

devenu, depuis 1867, de droit positif, constitutionnel. Fait indéniable sur lequel il ne faut pas se lasser d'éclairer nos fumeuses et débiles cervelles de coloniaux. C'est nous, Canadiens français, qui sommes les principaux responsables de la forme fédérative de l'Etat canadien. La Confédération a été faite principalement par nous et pour nous. Et ces institutions fédératives, nous les avons exigées, non pas, que je sache, au nom d'intérêts économiques et politiques, mais, au premier chef, au nom de nos intérêts nationaux. Relisez les documents de l'époque: le fait est indiscutable. Autre fait indiscutable: tous nos associés de 1867 ont agréé nos exigences; le parlement impérial les a pareillement agréées. Je renvoie de nouveau aux paroles de lord Carnarvon que j'ai tant de fois citées: « Le Bas-Canada est jaloux et fier à bon droit de ses coutumes et de ses traditions ancestrales...; et il n'entrera dans la fédération qu'avec la claire entente qu'il les conservera...» Que veut-on de plus? Pour quel motif nous a-t-on consenti, en 1867, la résurrection de notre province disparue politiquement depuis 1841? A ce tournant d'histoire, quel argument suprême ont brandi, d'autre part, nos chefs politiques pour nous faire accepter le nouveau régime? D'un côté comme de l'autre, il fut entendu, proclamé, que la Confédération nous remet-

tait chez nous, maîtres de notre province et de sa politique, en état de gouverner nous-mêmes nos destinées? Quand nous parlons, en effet, d'Etat français, nous n'exigeons par là nul bouleversement constitutionnel. Nul besoin, pour créer cet Etat, de changer un iota aux constitutions qui nous régissent. Nous demandons tout uniment que soit fait aujourd'hui ce que, par inintelligence ou pleutrerie, nos chefs politiques n'ont pas su faire en 1867. Au lieu d'un Etat qui, en tant de domaines, se donne des airs d'Etat neutre ou cosmopolite, nous demandons un Etat qui, dans le respect des droits de tous, se souvienne aussi de gouverner pour les nationaux de cette province, pour la majorité de la population qui est canadienne-française.

Conception politique, on ne peut plus légitime, certes, et je le répète: conforme au droit, à notre histoire. Qu'elle épouvante tant de braves bourgeois, rien d'étonnant lorsque l'on songe que, pour avoir étudié l'histoire de leur pays dans les manuels que l'on sait, et ce, depuis deux ou trois générations, tant de ces bonnes gens n'en possèdent qu'une science microscopique et n'en ont jamais aperçu les lignes maîtresses. Canadiens français de l'espèce tolérée, et volontairement de cette espèce, et par surcroît, centralistes étroits et bornés, ils ne se rendent pas compte, les malheureux, que leur

attitude constituée, à elle seule, le pire argument qu'il soit possible d'invoquer contre la Confédération. Car enfin si, en l'an 1936, il devient criminel, révolutionnaire, d'exiger ce qui aurait pu et ce qui aurait dû exister depuis 69 ans, comment démontrer, de façon plus accablante, que le régime fédéral aurait fait de nous un race dégénérée politiquement?

Les objections.

Examinons d'un peu plus près les objections de ces messieurs. Un tel Etat est-il possible, se demandent-ils, dans une province de population mixte? Pourquoi pas? En quoi la présence de minorités, en la plupart des pays du monde, empêche-t-elle ces pays de donner à leur politique un caractère national? Placez donc, sur n'importe quel point du globe, un pays habité par 80 pour cent d'une population, soit juive, soit polonaise, soit irlandaise. Et demandez à n'importe quel petit écolier de dix ans, si la politique de ce pays est juive, polonaise ou irlandaise? Sa réponse ne se fera pas attendre, car il n'y a qu'en des pays comme le Québec, habités par une race mineure, que d'aussi simples réalités sont mises en question. En quoi d'ailleurs une politique de caractère national est-elle nécessairement une politique d'in-

justice, impuissante à faire sa place au droit minoritaire? J'estime, bien au contraire, que l'avènement d'un Etat français, à l'heure actuelle, dans le Québec, inaugurerait, en même temps qu'une politique canadienne-française, une politique de suprême justice. Au lieu de laisser se perpétuer, dans le domaine économique et social, par exemple, la solution de la minorité, qui, dans les conditions où elle nous est imposée, devient une solution suprêmement injuste et dangereuse, injuste, dangereuse au plus haut point, puisqu'elle désorganise notre ordre social et qu'elle aboutit même à nous dénationaliser; au contraire, notre solution à nous, par cela seul qu'elle viserait à rétablir l'équilibre, constituerait un acheminement vers la justice et la paix. La question est bien de savoir, en effet, si une minorité d'exploiteurs, formant peut-être six pour cent de la population — car tous les anglophones ne sont pas des exploiters — a le droit d'empêcher un peuple de 2,500,000 âmes, soit quatre-vingt pour cent de la population de la province, de vivre librement et dignement. La question est même de savoir s'il est au pouvoir de ces six pour cent de perpétuer leur dictature. Par conséquent n'est-il pas, dans l'intérêt même de la minorité profiteuse, de se prêter à une solution de justice, par les voies pacifiques, plutôt que de laisser venir infailliblement une autre solution,

s'il est vrai qu'un peuple n'accepte pas longtemps un régime inacceptable, un régime qui menace même de le frustrer de son destin? Certes, je n'ignore point que ces questions sont épineuses; mais l'expérience apprend aussi qu'il ne suffit pas d'ignorer les questions épineuses pour les régler, et que si, par hasard, le temps règle bien des choses, il n'est pas douteux, non plus, qu'il en envenime bien davantage.

Seconde objection :

Un Etat français est-il possible dans la Confédération? Ici la définition s'impose de notre attitude à l'égard des institutions de 1867. Ne mêlons pas deux questions bien distinctes, une question de fait et une question de droit: la solidité ou les chances de durée des institutions fédératives, la convenance de ces institutions à nos besoins, à notre vie profonde, et par conséquent leur droit à réclamer notre fidélité.

La question de fait

La Confédération a-t-elle des chances de durée? Ce qui m'inquiète, pour son avenir, vous le dirai-je? ce n'est point par-dessus tout son absurdité ou ses discordances géographiques, absurdité dont

l'on a tant parlé: multiple sectionnement qui laisse pressentir, de l'est à l'ouest au moins, quatre groupes d'Etats futurs. Ce n'est pas davantage sa forme géométrique: vaste étendue longitudinale, pas toute fertile, pas toute habitable, ni de parcours facile. Etendue en contraste si complet avec le quadrilatère américain, entièrement habitable, et où, par leur croisement, se fortifient les uns les autres, les courants de vie est-ouest, ouest-est, nord-sud, et sud-nord. De là, entre les extrémités du Canada, l'extrême difficulté des échanges économiques. Que demain, par la décadence de l'Europe ou par les événements en préparation en Extrême-Orient, le centre du monde se fixe dans le Pacifique et alors, encore plus qu'aujourd'hui, s'accusera l'écartèlement de notre pays. Le Pacifique deviendra naturellement le pôle attractif des provinces occidentales, celui vers lequel s'orienteront leur vie, leur économie, cependant que les provinces du centre et de l'est regarderont forcément vers le sud ou continueront à subir l'attraction de l'Europe, étant peu probable que la révolution du vieux continent l'empêche d'exister.

La précarité réelle et actuelle de la Confédération, et la plus inquiétante, vient pourtant d'ailleurs: je veux dire de la faiblesse du vouloir-vivre collectif entre ses provinces et ses populations. Deux éléments, comme l'on sait, constituent la na-

tion: un premier qu'on pourrait appeler, dans la langue des philosophes, l'élément matériel: similitudes ethniques et culturelles, possession en commun d'un héritage de souvenirs, de gloire, de traditions; un second élément, le principal, l'essentiel celui-ci: volonté de vivre en commun, volonté fondée elle-même sur les similitudes physiques et spirituelles, en vue de faire s'épanouir l'héritage culturel. Or à quoi se réduit, au Canada, le vouloir-vivre en commun? Il faut bien le reconnaître: de sa nature le régime fédératif ne présuppose qu'un vouloir-vivre collectif restreint, limité. Rien de plus éloigné du vouloir-vivre robuste, absolu, commun aux Etats unitaires où toutes les autonomies, tous les particularismes abdiquent devant l'Etat unique et souverain. Dans l'Etat fédéral, les fédérés ne consentent à vivre en commun que pour des objets précis, des domaines limités.

Observez, en outre, les motifs plutôt faibles qui, un jour, au Canada, ont déterminé ce vouloir-vivre collectif. Et, pour mieux saisir cette fragilité, comparons la naissance du Canada à la naissance de la fédération américaine. A l'heure où s'organise celle-ci, nous apercevons une coalition de jeunes colonies dressées en guerre contre leur métropole et qui se fédèrent pour ce qu'elles estiment une condition absolue de liberté et de vie. Au début de leur union politique et nationale, nos voisins trou-

vaient donc le puissant stimulant de la lutte contre l'oppression étrangère, le partage en commun de grands périls, de grandes souffrances et de grands espoirs, passions, mouvements collectifs qui, plus que toute autre cause, éveillent la conscience d'une nation.

Rien de tel au Canada. Le Haut et le Bas-Canada s'orientent, en 1864, vers une nouvelle fédération, parce que l'un et l'autre n'estiment plus tolérable leur union de 1841. Les provinces du Golfe adhèrent au pacte fédératif, et de même la Colombie britannique, pour de simples soucis économiques. Motifs, on l'avouera, tout à fait propres à nouer des liens plutôt lâches, presque artificiels. Sans doute, la crainte des Etats-Unis est-elle intervenue, pour une part, dans l'adhésion des provinces. Mais ce péril plus éloigné qu'imminent, n'a rien fourni d'un motif déterminant.

Quoi donc aurait manqué jusqu'à ce jour à la Confédération canadienne? Il lui a manqué la grande épreuve, la souffrance en commun qui cimente ces sortes d'unions. Nous avons eu des crises nationales, mais des crises diviseuses plutôt qu'unifiantes. Des droits violés, de suprêmes injustices, nous ont jetés les uns contre les autres. Toujours les périls ou les crises qui nous ont agités, sont venus du dedans, jamais du dehors. C'en est assez pour n'être pas obligé de croire à la pé-

rennité de la Confédération. Sur ce point, chacun, à coup sûr, peut penser librement. D'autant que l'unique moyen imaginé jusqu'ici, pour tonifier le vouloir-vivre collectif au Canada: la centralisation des pouvoirs, l'accroissement de puissance de l'autorité centrale, conduit tout droit à la fin contraire à celle que l'on se propose. Il serait utopique assurément de prétendre régir l'univers entier par les mêmes institutions politiques; ainsi, tenant compte de certaines distinctions, est-ce une chimère dangereuse que de vouloir imposer à un pays vaste et divers comme le Canada, une centralisation gouvernementale avec tendances continues à l'uniformité.

La question de droit

Construction politique fragile, la Confédération nous est-elle au moins bienfaisante? Et sinon, nous est-il interdit de rompre nos engagements de 1867? Nul doute qu'il y a plusieurs façons de poser cet autre problème, et qu'il y en a même de mauvaises.

Selon l'opinion fort tranchée de quelques métaphysiciens d'école, qui contemplant la réalité du balcon de Sirius, la Confédération serait rien moins qu'un contrat, faute de véritables contractants; et ils tirent de là cet argument que, n'ayant

pu être juridiquement l'une des parties contractantes, la province de Québec est si bien liée par la loi impériale de 1867 qu'elle ne saurait rompre légitimement l'union. Pour intéressantes que puissent être ces controverses spéculatives elles importent peu dans le présent débat. Car nous doutons fort que la nouvelle génération de Canadiens français qui se croit menacée dans sa vie spirituelle, en fasse grand état. Nulle institution politique n'a le droit d'empêcher un groupe humain d'obtenir son bien propre. Nulle province, nulle nationalité n'est tenue d'accepter d'être gouvernée contre soi-même. Si la Confédération veut durer, il lui importe donc de rester dans son rôle et de prouver son utilité. La jeunesse québécoise le dit à qui veut l'entendre: « Nous vivons libres, prospères, maîtres de notre vie économique et spirituelle dans la Confédération, ou nous en sortirons. Nous n'avons pas été créés et mis au monde pour permettre à quelques messieurs de la capitale fédérale de forger contre nous des lois de servitude, non plus que pour permettre à une tribu de fonctionnaires de nous brimer, tout en vivant à nos dépens ». La même jeunesse ajoute encore: « Nous avons dit adieu au colonialisme français et au colonialisme anglais. Nous refusons de devenir les coloniaux d'Ottawa. »

D'autres, pour écarter le spectre du séparatisme, font surgir la cohorte attendrissante des mi-

norités françaises dispersées à travers la Puissance. Abandonner ces frères, crient-ils, serait un crime. Certes, n'abordons pas, d'un coeur léger, aussi émouvante question. Rappelons toutefois à nos frères de la dispersion que tout a conspiré, depuis soixante-dix ans, pour leur donner lieu de se plaindre et avec infiniment de raison, de l'impuissance des institutions fédératives à protéger leurs droits. Personne au Canada n'a mesuré, d'un oeil plus lucide que le leur et plus navré à la fois, l'effroyable déliquescence morale de leurs compatriotes québécois sous le régime fédératif. Au vrai, nous ne leur avons épargné aucune occasion de déplorer notre lâcheté devant les violations du droit minoritaire, notre suprême indifférence pour toute forme de solidarité nationale. Eh bien, franchement, nos frères des minorités croient-ils qu'un Etat français autonome, vrai foyer de culture, d'une vie robuste et rayonnante, les pourrait plus mal desservir? Au reste, ne l'oublions pas, le séparatisme ne serait pas l'abandon et il n'entend pas se présenter ainsi. Il se donne tout au plus comme la résignation à l'inévitable. Quand on ne peut tout sauver, on sauve ce que l'on peut. Et rien ne servirait de périr tous ensemble sous prétexte de s'entraider.

Ces fausses données du problème écartées, ve-

nons aux véritables, à celles que pose de soi-même une angoissante actualité:

1° Notre bien commun, notre bien humain de nation française, nous est-il encore possible de l'atteindre dans la Confédération?

2° Sortis de la Confédération, serions-nous en état de nous suffire, de procurer à nos nationaux le bien *civilisation*?

3° Notre exode de la Confédération porterait-il un tel coup à nos associés politiques d'aujourd'hui que leur bien propre serait mis en danger? Qu'advierait-il, par exemple, des provinces du Golfe rejetées, par notre rupture, dans l'isolement au bord de la mer?

Énonçons un principe doctrinal que j'emprunte au livre lumineux du Père Louis Lachance, O. P., *Nationalisme et Religion*: « Tant qu'il n'est pas avéré qu'un ordre politique est devenu injuste, et surtout tant qu'il n'est pas manifeste qu'il puisse être remplacé par un autre plus propre à pourvoir une nation du bien humain, un ordre politique vaut et est objet de justice sociale. »

A la lumière de cette doctrine, essayons de répondre à nos trois questions de tout à l'heure:

1° Sont-ce bien les institutions fédérales qui ont empêché et qui, même à l'heure actuelle, empêchent l'existence, dans le Québec, d'un Etat français, Etat qui, dûment créé en son temps, n'eût

pu manquer de nous pourvoir de notre bien humain ou culturel? Ou bien encore, si cet Etat n'existe point, est-ce la faute des institutions ou la faute des hommes? Chacun songe, à part soi, à trois ou quatre groupes ethniques (Anglais ou Juifs, par exemple) qui, placés dans la même situation que nous, et en dépit des entraves constitutionnelles, se fussent carrément mis chez eux et, en tout cas, n'eussent jamais toléré que la Confédération tournât contre eux. On parle des entraves ou des empiètements du fédéral. Croit-on que si, dès le lendemain de 1867, le Québec se fût résolument organisé en Etat français, fortement, virilement autonome, croit-on que les empiètements d'Ottawa n'eussent pas rencontré chez nous un barrage infranchissable? Nos politiques fédéraux eussent-ils pu faire, dans la capitale, la politique qu'ils ont faite? Mais aujourd'hui, me demandera-t-on, en l'an 1936, n'est-ce point chimère d'espérer un redressement? Certes, je ne me le cache point, soixante-neuf ans d'expérience politique constituent un témoignage troublant. Espérer que les Canadiens français, tels que nous les connaissons, feront voir demain, à Ottawa, plus de courage, plus de sens national, qu'ils n'en ont fait voir depuis 1867; espérer qu'ici-même, en leur province et en leur propre politique, ils opéreront le sursaut libérateur, c'est se payer, à ce qu'il sem-

ble bien, une illusion de haute taille. J'accorde donc sans difficulté qu'avec notre race actuelle de Canadiens français, race affaiblie moralement par plus d'un demi-siècle d'insouciance et de fausse orientation, j'admets, dis-je, que la Confédération ne peut être que mortelle à notre nationalité. En serait-il de même avec une race nouvelle, je veux dire une race revigorée par une éducation nationale intensive, et qui aurait recouvré un indéfectible attachement à son trésor culturel, un sens élevé de son destin? L'impossibilité d'une ressaisie, j'aimerais qu'on nous la démontrât de façon plus péremptoire.

2° Maîtres ni de notre vie économique, ni, par une conséquence fatale, de notre vie politique, d'une vie culturelle encore anémique, serions-nous un Etat viable? Incapables de vaincre les obstacles réels ou prétendus du pouvoir central à notre réalisation nationale, serions-nous de taille à assumer les risques nombreux et formidables de l'indépendance? Serions-nous en demeure de nous suffire, de procurer à nos nationaux leur bien humain, mieux qu'il ne nous est loisible de le faire dans la Confédération? Il se peut que oui, mais cela aussi, j'aimerais qu'on nous le démontrât de façon irréfutable.

3° Il est évident que le séparatisme québécois exige une solution préalable du cas des trois pro-

vinces maritimes rejetées forcément en dehors de l'Etat canadien par notre rupture. Pour le reste, je reconnais que la constitution d'un Dominion ou d'un Etat indépendant n'équivaut point, comme se plaisent à le dire ou à l'écrire tant de naïfs, à nous isoler de la vie internationale ou simplement américaine ou canadienne. Prêter aux séparatistes l'intention d'élever autour du Canada français, une muraille de Chine, pour nous faire mener la vie étroite et occulte d'une colonie de termites, pareille hypothèse prend la forme d'une énorme plaisanterie. Il n'est au pouvoir d'aucun peuple de s'isoler. Sortis de la Confédération, nous ne pourrions lui rester étrangers. Nos plus hauts intérêts nous commanderaient de conclure avec elle, au moins des ententes commerciales, puis de continuer à vivre parmi les peuples de la planète.

Conclusion.

Le devoir certain, où il n'y a pas de risque de se tromper, ni de perdre son effort, c'est de travailler à la création d'un Etat français dans le Québec, dans la Confédération si possible, en dehors de la Confédération si impossible. Là réside le moyen d'atteindre notre bien humain, et, peut-être, s'il n'est pas trop tard, de redresser la Confédération. La jeunesse cherche l'œuvre pleine,

l'oeuvre rédemptrice. Elle veut qu'on cesse de magnifier le génie national par simple exaltation verbale. Voici une oeuvre égale à son plus haut rêve et dont elle peut faire un chef-d'oeuvre de raison française.

Jeunes gens, soyez-en toutefois persuadés : un Etat français ne se créera pas tout seul. Les idées marchent, mais à condition qu'elles trouvent des porteurs. Les pires ennemis de l'Etat français, les plus hostiles à cette idée, vous pouvez déjà le constater, ce ne seront pas ceux que vous auriez pensé ; ce seront vos propres compatriotes canadiens-français. Un long asservissement politique puis national, nous a pliés, habitués à la servitude, a fait de nous une nationalité hésitante, pusillanime. Avant d'avoir le simple courage d'accepter son avenir, notre peuple a besoin d'une rééducation politique et nationale.

Par conséquent, ne vous en laissez pas imposer, jeunes gens, par les timorés qui vous disent : « Votre Etat français, faites-le, si vous voulez ; mais n'en parlez point. » C'est oublier, dans la vie d'un peuple, le rôle organisateur des idées d'importance centrale, leur valeur d'idéal et d'impulsion. C'est demander à un peuple un vaste, un immense et long effort, tout en lui refusant le stimulant, la mystique, aptes à solliciter cet effort.

Ne vous en laissez pas imposer, non plus, par les

clameurs intéressées qui vous prêtent le cri de race, un nationalisme agressif. Un Canada français ne serait dirigé contre personne. Ce serait tout uniment, et je ne cesserai de le redire, l'acte d'un peuple qui aurait retrouvé la ligne de son histoire. Ce serait une oeuvre de constructeurs qui penseraient d'abord à faire acte de grands civilisés. Dans le choeur des nations américaines, ils voudraient mettre une partition française. Et, cette partition, pour la gloire de la culture humaine, ils la voudraient originale et belle. D'une ambition de cette qualité, qui peut bien avoir à se plaindre? Il serait extraordinaire qu'en cette province, tous les groupes ethniques aient le droit de faire leurs affaires et que nous n'aurions pas le droit de faire les nôtres; que tous les autres aient le droit à leur destin; et que, seuls, les fils les plus anciens, les plus authentiques du pays, seraient empêchés de se réaliser. Au surplus, jeunes gens, nul besoin, pour accomplir votre destin, de vous adonner à une oeuvre de haine, à un nationalisme intempérant. La haine est antichrétienne et d'efficacité négative. Construire contre les autres fait souvent oublier de construire pour soi. Haïr les autres ne suffira pas à nous faire secouer leur domination. Le mieux serait de cesser de nous haïr nous-mêmes. Je ne vous demande donc pas de vaincre par la violence. Je vous demande de vain-

cre par les armes d'une jeunesse catholique et française: la probité, l'intelligence, le travail, la ténacité, l'audace généreuse. Je vous dirai même: ne précipitez rien. Soyez patients. Forgez lentement, solidement les organes du futur Etat. Qu'il naisse, pièce par pièce, les unes et les autres harmonieusement agencées, comme jadis, sur l'enclume du forgeron divin, s'assemblait l'armure de Minerve.

Ne vous en laissez pas imposer, enfin, par quelques grands esprits de chez nous qui trouvent petits, mesquins, ces soucis, ces rêves provincialistes et qui prétendent y substituer leur rêve transcendant de centralistes. Depuis quand mesure-t-on les oeuvres humaines, selon le mètre des latitudes et des longitudes? Travailler à la survivance d'un grand Canada — nous ne renonçons pas pour autant à ce travail — c'est travailler à faire durer et grandir, en somme, une entité économique et politique, une grandeur de chair. « Le Canada n'existe que pour des raisons politiques », vient d'écrire M. Siegfried. Si, au contraire, l'on nous accorde qu'un peuple et un pays catholique représentent une valeur d'un ordre autrement élevé; et si, en dépit de nos lacunes et de nos misères, il se trouve, par suite de causes historiques, que nous incarnions, sur notre terre, la vitalité catholique, la spiritualité catholique, comme aucun groupe ne

les incarne, travailler à la création d'un Etat français, climat de liberté et d'épanouissement pour la personnalité humaine et pour la civilisation chrétienne, qu'est-ce donc, en définitive, sinon fixer à notre labeur, à notre vie, une fin incomparable: la survivance d'une des plus hautes réalités spirituelles sur ce continent?

L'ÉDUCATION NATIONALE¹

Monsieur le surintendant,²

Monsieur le président,³

Mesdames, Messieurs,

En sa généreuse déclination de mes titres, il a plu à M. René Guénette, votre allocutionniste, de n'en oublier qu'un seul, le principal: celui de révolutionnaire. Il m'est arrivé, en effet, dans ma vie, d'affirmer bien des énormités: celle-ci, entre autres, que les Canadiens français constituent une nation. J'ai même fait un gros livre pour le démontrer: ce qui m'a valu, d'un grand esprit de chez nous, le titre méprisant de « fondateur de race ». J'ai encore fait cette affirmation scandaleuse, qu'admis au rang de nationalité, les Canadiens français pourraient bien assumer le devoir d'être eux-mêmes, c'est-à-dire: pas des ombres de

1. Conférence prononcée le 5 décembre 1936, à l'École du Plateau, au Congrès des instituteurs catholiques de Montréal.

2. L'honorable Cyrille Delage.

3. M. Du Cap.

Français, ni des Français mâtinés d'anglais, ni des Français honteux; pas un peuple n'importe qui et n'importe quoi; mais de grands Canadiens français, des Canadiens français cent pour cent.

J'ai encore soutenu cette autre énormité que, pour redevenir ce Canadien français intégral, il leur serait bon de rattraper au moins cinquante pour cent du psychisme ou de l'esprit des ancêtres et que, pour y prétendre, il leur faudrait une éducation vigoureusement, intensément nationale.

J'ai encore fait cette affirmation scandaleuse que ce problème d'éducation, les Canadiens français ne le peuvent aborder que dans une vue ordonnée, synthétique. La culture d'un peuple, ai-je prétendu, ne saurait survivre, s'épanouir artificiellement; elle exige un climat, des conditions particulières, voire des appuis matériels: appuis auxquels il arrive même parfois de tenir le rôle de conditions vitales. Et j'ai alors soutenu qu'à l'heure actuelle, pour sauver leur avenir et leur culture, les Canadiens français auront besoin de conquérir, en même temps, leur liberté économique.

Enfin j'ai fait cette dernière affirmation scandaleuse qu'ils ne pourront devenir maîtres chez eux, s'ils n'entreprennent de devenir entièrement maîtres de leur politique. Leur personnalité nationale n'a chance de survivre et de s'épanouir, à mon sens, que si elle peut déployer son libre jeu

dans la plus haute autonomie possible. Et j'entends par là que l'une de nos conditions de vie consiste à créer, dans la province de Québec, ce qui devrait exister depuis 1867, ce qui est la conséquence logique, expresse, de la Confédération, l'aboutissant de notre histoire: un Etat français.

Mesdames, Messieurs, je ne m'en défends pas: ces énormités, ces péchés graves, scandaleux, je les ai commis, hélas, bien des fois; je les confesse humblement. Mais je refuse de m'en repentir et d'en faire amende honorable. J'entends même, ce soir, récidiver. Et, pour me risquer à cette audace, vous allez voir que les bonnes raisons ne me manquent pas.

I

Entre quelques signes ou preuves de notre désarroi moral, l'un des plus désolants est bien l'obligation où nous sommes de nous démontrer, en 1936, l'existence ou la réalité de notre nationalité.

Eh oui, après trois cents ans d'histoire, trois cents ans de labeur et de luttes continues pour se cramponner à son racinement spirituel, notre petit peuple en est là: il lui faut se démontrer qu'il n'est ni une poussière d'individus, ni une simple tribu. Ainsi l'exigent du moins des professionnels du pessimisme pour qui il n'y a de nation que

la nation adulte ou parfaite; et, de même, quelques orthodoxes farouches, à qui les simples mots « national » ou « nationalisme » occasionnent des trépignements ineffables. Qu'est-ce donc que la nation ou la nationalité? Elle résulte, avons-nous appris, de ce double élément constitutif: similitudes ethniques et culturelles; et, à raison de ces similitudes, volonté de vivre en commun. « La nation est une formation culturelle », disait Mgr Seipel. Or un groupement humain qui jouit de la communauté d'origine, de langue, de foi; qui possède, en outre, un héritage commun de souvenirs, de gloire, d'aspirations, d'institutions juridiques et culturelles; qui, à la conscience de ces similitudes, a su ajouter, depuis 170 ans, l'affirmation de son être collectif, la volonté d'en assurer le progrès et la perpétuité, et ce, au cours d'une émancipation politique et nationale progressive; un tel groupement humain, même s'il ne faut se cacher ni ses misères, ni ses infirmités de toute sorte, ne réalise-t-il pas, pour tout homme de bonne foi, la définition de la nation?

Je constate, au surplus, que les étrangers n'y ont pas mis tant de façons. A ceux qui font les difficiles, je dis: relisez donc le préambule de l'*Acte de Québec*. Nous ne formions alors qu'un petit peuple de pauvres gens d'à peine 100,000 âmes. Et pourtant quel motif ces messieurs du parle-

ment impérial ont-ils invoqué pour abroger la proclamation royale de 1763 et nous octroyer la première charte de nos droits? Ecoutez bien: « Considérant que les dispositions énoncées dans la dite proclamation au sujet du gouvernement civil de ladite province de Québec... ont été par expérience trouvées incompatibles avec l'état et les circonstances où se trouvait ladite province dont les habitants, à l'époque de la conquête, formaient une population de soixante-cinq mille personnes professant la religion de l'Eglise de Rome et jouissant d'une forme de constitution stable et d'un système de lois par lesquelles leurs personnes et leurs propriétés avaient été protégées, gouvernées et régies pendant de longues années... » Qu'est-ce que tout cela, si ce n'est, de la part de la plus haute autorité de l'Empire, un aveu d'impuissance à gouverner cette province par des institutions artificielles, autres que les siennes, parce que son petit peuple de 100,000 âmes est déjà bel et bien un groupe humain évolué, possédant sa physiologie à lui, sa culture, ses lois, ses besoins à lui, autant dire tous les éléments essentiels de la nationalité?

Je ne trouve donc pas à m'étonner qu'un historien anglo-ontarien, M. Duncan McArthur, hier professeur à Queens, aujourd'hui ministre de l'Education dans le cabinet Hepburn, ait aperçu

dans l'*Acte de Québec*, l'acte de naissance du nationalisme canadien-français. Je ne m'étonne pas davantage que l'un de nos vieux évêques de la fin du dix-huitième siècle, Mgr Hubert, se soit plu à dire, en parlant de notre petit peuple: « Notre nation ». Enfin, pour ne pas prolonger indéfiniment cette démonstration, à mon avis superflue et puérile, j'apporterai le témoignage d'un homme qu'on n'a jamais suspecté, que je sache, de nationalisme excessif: le recteur de l'Université Laval, Mgr Camille Roy. N'est-ce point des lèvres de cet homme que, l'autre jour, au Cercle universitaire de Montréal, à propos du prochain congrès de la langue française, j'entendais tomber ces phrases: « Ce congrès est le congrès de la nation canadienne-française. Notre nationalisme a des origines aussi lointaines que l'établissement de la race française au Canada. Messieurs, travaillons ensemble à une œuvre qui dépasse nos personnes et qui nous réunit tous sur le plan des intérêts supérieurs de la nation française en Amérique. » Donc, n'en déplaise aux dédaigneux et aux byzantins: nous sommes une nationalité. Et pour ce qui est des autres, les esprits trop vastes, trop aériens, qui ne se sentent à l'aise que dans les larges horizons internationaux et qui nous reprochent de nous emprisonner en notre étroit provincialisme, nous leur répondons que, pour chaque

peuple, chaque nation, son âme, sa culture, sa vie, son avenir, sont des réalités de quelque conséquence, et qu'avant de régler les questions internationales, nous avons le devoir, sans doute, de régler chez nous nos questions nationales.

Cette première vérité admise, acceptons-en loyalement les conséquences. La nation évoque l'idée de culture. Qui dit nation, dit milieu culturel, milieu éducateur et même milieu générateur. Par ce milieu, en effet, par sa puissance éducative, nous sortons de notre indétermination, du potentiel brut de notre nature, pour nous acheminer vers la réalisation de notre personnalité humaine, et selon le mode qui nous est connaturel, selon les formes du génie héréditaire.

La culture, qu'est-ce à tout prendre, sinon le climat physique et spirituel du milieu national, un ensemble de « formes » ou d'influences qui façonnent un type d'humanité? « Le milieu national », vous dira un maître comme le Père Delos, « remplit... à l'égard de chaque individu, une mission dont on ne saurait exagérer l'importance; et l'on peut dire en toute rigueur et vérité que toute fibre de notre être et toute puissance psychique de notre âme sont enrichies par la race et le milieu générateur de dispositions positives qui les arment pour l'action, et qui ont une valeur humaine évidente. » Il dira encore: « pour être plei-

nement homme, il faut d'abord être le membre d'un certain groupe ethnique et national, en avoir subi l'influence, par mode de culture. »¹

Observez, en même temps, que cette action du milieu culturel agit en nous, pour une bonne part, sans nous. Par cela seul que nous sommes de telle nation, nous naissons avec des prédispositions psychologiques; un certain déterminisme pèse déjà sur nous. Par notre naissance, par le sang que nous portons dans nos veines, par les hérédités dont notre être est chargé, nous sommes prédestinés à certaines façons de penser et de sentir. L'ambiance sociale continuera d'accroître ces prédispositions; elle inclinera notre « riche mais impuissante nature humaine » vers son épanouissement; mais l'élan y est déjà, sans autre effort, de notre part, que d'être nés dans ce milieu, sans autre peine que de rester le prolongement des hommes et des choses qui ont entouré notre berceau. Vous voyez de là, et ici j'arrive à un point crucial, la suprême importance de naître et de grandir dans un milieu sain, vraiment national, en possession de formes et de vertus bien caractérisées, riche de toute sa puissance culturelle. Le nôtre possède-t-il ces vertus? Est-il sain, générateur? Est-il en puis-

1. J.-T. Delos, *La Société internationale et les principes du droit public*. (Paris 1929) 23, 77.

sance de nous façonner efficacement dans le sens de nos innéités natives? Le milieu culturel allemand fait infailliblement de l'Allemand, un Allemand; le milieu français, un Français; le milieu italien, un Italien. Est-il au pouvoir du milieu national canadien-français de faire des Canadiens français, sans autre peine de la part de ceux de notre nationalité, que de naître chez eux, de leur race et de leur pays? Messieurs, si vous parcourez une carte du monde, vous m'accorderez que peu de peuples, si même il s'en trouve, vivent à l'heure actuelle, au point de vue national, une vie plus tragique que la nôtre: 3 millions d'âmes coincées, en un bout du continent, par une masse énorme de 150 millions. Ces seuls chiffres évoquent le drame terrible de notre vie. Vous m'accorderez, en second lieu, que bien peu de peuples, placés en de si périlleuses conditions, ont survécu, sans s'interdire, et à tout prix, et la mollesse et l'imprudence. L'imprudence et la mollesse, s'il est arrivé que nous y ayons cédé; si, loin de réagir contre l'atmosphère formidable, nous en avons, par imprévoyance ou sottise, secondé, favorisé l'action malsaine; si, par là, nous avons laissé entamer l'intégrité de notre milieu culturel, et, du même coup, laissé décroître, s'anémier son action éducatrice, Messieurs, vous êtes obligés d'accepter ma conclusion: nous ne pouvons plus attendre de

notre milieu ce que tout peuple attend du sien ; désormais, chez nous, il est possible de se dénationaliser de deux façons : non seulement en faisant exprès, mais simplement en se laissant faire. Entendons par là que des Français malgré nous, des Français de routine ou d'instinct, nous n'avons plus le loisir de l'être ; la seule espèce de Canadiens français possible ou viable en ce pays, sera celle de Français conscients, de Français de volonté et de réaction, ou il n'y aura plus de Français d'aucune sorte.

Qu'est-ce à dire, sinon qu'à notre génération deux besognes s'imposent avec urgence, deux besognes qu'il faudra mener parallèlement : une réforme de l'éducation nationale ; une réfection du milieu national. L'une n'ira pas sans l'autre. Tâche longue, je ne le conteste point ; considérable, comme toutes les tâches longuement négligées ou gâchées. Doit-elle pour autant nous effrayer ? Messieurs, lorsqu'il y a quelques années nous avons vu passer, au-dessus de notre pays, dans un éblouissant sillage d'audace triomphante, l'escadrille aérienne du général Balbo ; lorsque, quelques années plus tard, nous avons appris l'étonnante conquête de l'Ethiopie, conquête qui au sentiment d'experts militaires français fut un exploit de génie, l'une des plus merveilleuses campagnes de guerre de ces derniers cinquante ans, j'en

prends à témoin ceux d'entre nous qui ont vécu à Rome, au commencement du siècle: combien alors eussent osé prédire au peuple italien de ce temps-là, un si extraordinaire destin? Pour ma part, au spectacle de ces merveilles, je me suis souvent rappelé la parole d'un diplomate anglais, rencontré par hasard, à Rome même, en 1931, à une heure où le fascisme traversait une crise: « L'on est injuste pour le Duce », me disait cet Anglais, « l'on oublie qu'il a fait au moins une chose: les Italiens sont devenus une nouvelle race d'hommes. » Messieurs, pour ressaisir notre avenir, nous faudra-t-il à nous-mêmes une nouvelle race d'homme! Nous est-il possible de la forger? Vous me le direz quand j'aurai fini.

II

Par éducation nationale, ai-je déjà dit, j'entends une prise de possession de notre culture. Opération qui se peut accomplir assurément par des moyens multiples. La visite d'un musée de peinture ou de sculpture, la visite d'une cathédrale de France, l'audition d'une grande musique, peuvent nous révéler le génie de la race, nous livrer quelque chose de sa richesse culturelle. Chacun retient toutefois que la suprême révélatrice du génie national, la clef magique qui donne

accès aux plus hautes richesses de la culture, c'est la langue! Quiconque veut connaître le génie d'un peuple, consulte, à titre de premier document, son parler. Verbe de l'esprit, vêtement à la mesure de l'idée, la langue est l'expression la plus directe de l'âme, son plus parfait miroir spirituel. Pour les mêmes raisons, les oeuvres littéraires, expressions les plus adéquates, les plus vivantes de la beauté immatérielle, se placent au sommet de l'art. Nous en concluons que la plus haute puissance éducatrice du milieu culturel, le moyen le plus approprié, le plus fécond, de modeler nos esprits, selon le moule, la forme héréditaire, c'est la langue. Une éducation nationale aura donc pour premier souci de nous mettre en possession de la langue maternelle. Elle s'appliquera à nous la livrer pure, intègre, en toute sa finesse et subtilité: sans quoi nous resterions inaccessibles les plus belles productions de l'esprit national. Elle saura aussi utiliser la valeur pédagogique de la langue, tirer parti de ses qualités originales, de sa soif de clarté, de sa logique ferme et déliée, pour nous former des cerveaux de claire raison, épris de lumière et d'ordre: des cerveaux substantiellement français.

La langue remplit-elle, chez nous, ce grand rôle culturel? Est-ce bien en ces conditions que nous la livrons notre enseignement? Je veux aborder ce grave, ce poignant sujet, en toute sérénité.

Et d'abord vous me concéderez, je pense, que ni tous les enfants ni tous les hommes ne sont également aptes à l'étude et à l'acquisition d'une langue seconde. Inoffensive ou même stimulante pour tel esprit brillant, apte à la prompte assimilation, cette étude va-t-elle sans péril pour l'esprit moins agile, moins vigoureux? Vous me concéderez encore que cette aptitude varie sûrement selon l'âge. Moins périlleuse pour l'adulte ou pour l'écolier en suffisante possession de sa langue maternelle, l'étude de la langue seconde peut-elle bien n'être pas funeste à des écoliers encore jeunes, à peine maîtres des premiers rudiments de leur langue, l'ayant d'ailleurs apprise au foyer, dans les conditions les plus défavorables?

Voici, sur ce grave point de pédagogie, le jugement d'un spécialiste en la matière, jugement d'autant plus impressionnant que l'auteur ne se place point, comme nous, sur le plan national; il juge uniquement du point de vue pédagogique et psychologique. Et il nous apporte les conclusions de tous les pédagogues et psychiatres qui ont étudié le bilinguisme, particulièrement dans les pays de l'Europe centrale.

Voici donc ce que vient d'écrire M. Edouard Pichon, dans son *Développement psychique de l'enfant et de l'adolescent*. Distinction faite entre le bilinguisme et le « diglottisme »: l'un, acqui-

sition de deux idiomes à la fois par l'enfant, à l'âge de la constitution progressive du langage; l'autre, le « *diglottisme* », acquisition d'une seconde langue quand la première est constituée et est devenue maîtresse de la pensée, M. Pichon affirme carrément: « Le bilinguisme est une infériorité psychologique. Cette conclusion pessimiste est celle de tous les auteurs qui ont, sur du matériel concret, étudié réellement la question: M. Epstein, en France, M. Braunhausen et M. Decroley en Belgique, M. Wagener et M. Ries en Luxembourg, M. Meyhoffer et M. Mockll en Suisse, M. Jespersen en Angleterre et en Scandinavie, Mlle Saes au pays de Galles, M. Smith aux Etats-Unis, M. Gali en Catalogne, M. Couka en Tchécoslovaquie, M. Hennis et M. Yoshioka par la comparaison respective des Allemands et des Japonais vivant dans leur pays et de ceux résidant à l'étranger. »

« Cette nocivité du bilinguisme », continue M. Pichon, « est explicable; car, d'une part, l'effort demandé pour l'acquisition de la seconde langue semble diminuer la quantité disponible d'énergie intellectuelle pour l'acquisition d'autres connaissances; d'autre part et surtout, l'enfant se trouve ballotté entre des systèmes de pensée différents l'un de l'autre; son esprit ne trouve d'assiette ni dans l'un ni dans l'autre, et il les adultère tous les

deux, en les privant de leurs originalités et en se privant par là lui-même des ressources accumulées depuis des siècles par ses prédécesseurs dans chaque idiome. Comme le dit fort bien M. Laurie, sa croissance intellectuelle n'est pas doublée mais diminuée de moitié; son unité d'esprit et de caractère a beaucoup de peine à s'affirmer. »

Tel est l'énoncé du sentiment des spécialistes. Mais alors que penser de l'avenir linguistique et culturel d'un peuple dont le système d'enseignement imposerait le bilinguisme indistinctement à toute sa jeunesse, et l'imposerait, à la plus forte dose, surtout en son enseignement primaire et moyen, c'est-à-dire, non seulement au plus grand nombre des écoliers, mais encore aux écoliers les plus jeunes, les moins en possession de leur langue maternelle, en définitive les moins aptes à subir la dangereuse épreuve? Je vous prie de me le dire: ces enfants, pour peu que la chance leur manque de pousser plus loin leurs études, à quelle formation française peuvent-ils prétendre? Et le génie de leur langue, ses finesses et son charme, les auront-ils jamais assez pénétrés pour goûter la plus simple page de littérature française et voire pour garder quelque attachement au parler de leurs pères?

Ne vous hâtez pas de voir en moi un adversaire irréductible de tout enseignement de l'an-

glais. Qu'en un pays comme le nôtre, il soit utile et parfois nécessaire de savoir l'autre langue, je ne le conteste point. Cette nécessité relative de l'anglais me paraît même s'imposer comme une douloureuse conséquence de notre asservissement économique. Et si j'espère voir poindre le jour, l'ère de bon sens, où, pour obtenir un emploi dans la province de Québec, il faudra d'abord savoir du français, d'autre part, je ne fais pas difficulté de l'avouer : aussi longtemps que les grandes affaires resteront, en cette province, entre les mains de la minorité anglophone et qu'il nous plaira d'aggraver cette servitude, en acceptant que l'anglais soit la langue des clients que nous sommes ; aussi longtemps surtout que des petits Canadiens français et des petites Canadiennes françaises, entassés en des salles débordantes, accepteront de chanter à s'égosiller pour faire de la réclame bénévole et gratuite aux maisons anglaises ou juives ; tant que nous n'aurons pas une autre notion de la fierté et qu'à ces besognes d'esclaves satisfaits nous prostituerons nos chansons françaises, l'anglomanie scolaire, j'en ai bien peur, ne sera pas chose facile à enrayer. Mais vous étonnerez-vous que je reste opposé à un enseignement de l'anglais, enseignement prématuré et intensif, qui tourne à la déformation de l'esprit et à la déformation nationale ? En tout cas, je refuse d'admettre que, pour gagner

un peu d'argent et même gagner notre pain, nous en soyons là qu'il nous faille mettre en péril notre culture, et prendre le risque, par surcroît, du crétinisme intellectuel. J'en ai surtout contre la mystique à rebours, au nom de laquelle trop souvent l'anglomanie s'est implantée dans nos écoles. Et ici, permettez-moi de m'expliquer franchement, d'autant que je ne soupçonne personne de parti pris, encore moins de trahison. Hélas, tous, plus ou moins, nous avons cédé à un emballement inconsidéré. Mais vous l'admettez comme moi, chacun eût compris, à la rigueur, un enseignement même poussé de l'anglais, qui fût allé de pair avec une forte éducation nationale, et où la jeunesse eût aperçu, dans l'étude de la langue seconde, un instrument de libération, un moyen de secouer le joug de la servitude économique. Me sera-t-il interdit de regretter que cet enseignement se soit développé à large envergure, alors que l'éducation nationale laissée au ralenti, l'étude de l'anglais n'avait pas d'autre fin apparente que d'orienter les fils de 2,500,000 Canadiens français vers la recherche de l'emploi et de leur gagne-pain, au service d'une minorité de 500,000 âmes? Et encore ces places chez les Anglais, les avons-nous obtenues? Ce mirage, est-il arrivé que nous l'ayons saisi? Hélas, si j'en juge par les résultats, je constate, comme tout le monde, que plus nous avons déformé notre

enseignement et assumé de risques pour apprendre l'anglais, plus nous avons multiplié les chances de l'Anglais de s'emparer de notre bien et qu'en fin de compte l'anglomanie scolaire, colossale tromperie, a fait de nous une race aux allures d'écrevisse.

Avons-nous seulement gagné l'estime de ceux-là dont, avec une complaisance naïve, nous nous faisons les serviteurs et les domestiques? Il y a quelque six mois, une demoiselle de la haute société parisienne s'en venait au Canada pour quelques semaines de vacances. Sur le paquebot, le hasard voulut qu'elle eut pour compagne de cabine, une demoiselle anglaise de l'olympienne société de Westmount. En quête de renseignements, la Française demande à la Westmountaise:

—Il y a beaucoup de Canadiens français à Montréal?

Et l'autre de répondre:

—Mademoiselle, il y a de tout à Montréal, à commencer par les nègres et les Chinois.

Vous avez entendu? Beaucoup de ces gens-là nous méprisent, et non parce que nous sommes trop français, mais parce que nous ne le sommes pas assez.

Mais on insistera: « le peuple veut de l'anglais, toujours plus d'anglais. » Hélas, est-ce à moi que vous l'apprenez? Vous connaissez le mot de cette

bonne femme du peuple qui, au baptême, voulait à tout prix coiffer son nouveau-né du prénom de Wilson: Wilson Létourneau, je pense, ou quelque chose comme cela:

—Mais pourquoi ce prénom Wilson? demandait le curé.

—Bien, répondait la marraine, sa mère se dit que dans la vie ça lui donnera peut-être plus de chance pour se placer.

Notre peuple veut plus d'anglais, un bilinguisme scolaire toujours plus excessif. Qui lui a mis dans la tête ces mortels bobards? Qui l'a poussé vers cette monstruosité pédagogique? Voilà cinquante ans peut-être que des pseudo-guides, des chefs à la manque, chevronnés parfois de toutes les légions d'honneur, lui chantent, sur tous les tons, que l'anglais est l'unique clé d'or du succès et de la fortune, qu'un bilingue vaut deux hommes, et autres sottises de même taille. Faut-il, pour autant, désespérer du bon sens de notre peuple, le laisser gâcher son esprit et son avenir? Je ne suis pas de cet avis. Puisque des charlatans bornés, des dégénérés de l'*inferiority complex* ont faussé l'éducation du peuple, je dis, moi: c'est à nous tous, c'est aux autorités scolaires de refaire cette éducation. Notre peuple a démontré, je pense, depuis un an, qu'il entend quelque chose au national, ce national fût-il encore de la forme la plus impréci-

se. Notre peuple est capable de comprendre que, même pour apprendre l'anglais, il n'est pas superflu de rester intelligent. Notre peuple est capable de comprendre que, pour réussir en affaires, obtenir un emploi, un gros salaire, l'essentiel ni le principal ne sont pas tant de savoir l'anglais, que de porter en soi la passion de réussir, le goût de la discipline et du travail, le goût de la besogne bien faite, bref, d'être intelligent, cultivé, honnête et volontaire. Notre peuple est même capable de comprendre que ce qui presse le plus, pour ses enfants, ce n'est pas d'apprendre l'anglais pour aller mendier un petit salaire chez le voisin, mais que les petits Canadiens français auront du travail et toucheront les gros salaires, le jour où ils auront ressaisi les leviers de commande de leur vie économique, c'est-à-dire le jour où ils auront résolu de changer leurs salopettes de domestiques et de manoeuvres, pour l'uniforme de chefs et de maîtres.

Réaction difficile? Nous la préparerons à l'aide d'une autre énergie, d'un autre dynamisme du milieu national, le plus actif, le plus puissant après la langue: l'Histoire. A la nation nous avons assigné, pour premier élément constitutif, un héritage de souvenirs, de gloire, de traditions, d'aspirations. Cet héritage collectif, qui le recueille, qui le conserve, qui le transmet d'une génération à l'autre,

sinon ce dépositaire fidèle qui a nom : l'Histoire? La nation exige, pour second élément, et pour élément essentiel, un vouloir-vivre en commun, vouloir fondé sur le prix de l'héritage et sur la conscience d'une fraternité à la fois charnelle et spirituelle. Cette fraternité, cette communauté d'origine, la noblesse du passé et des aïeux, qui les révèle, qui en fait toucher et sentir le prix et la fierté, sinon une grande institutrice qui s'appelle encore l'Histoire? Qu'est-il besoin de dire, après cela, la vertu culturelle, la valeur éducative que porte en soi l'histoire nationale? En son enseignement rien de spéculatif, rien d'une matière inerte, vidée de la vie. L'histoire est essentiellement dynamique. Elle est un guide. Pour chacun de nous, les années déjà vécues, ou du moins le résidu gardé en notre mémoire, constitue une bonne part de notre capital d'expérience. Notre action d'aujourd'hui s'appuie sur ce passé; notre action de demain s'appuiera sur celle d'aujourd'hui. Les hommes soucieux de constance et de logique tirent de là la ligne droite de leur vie, comme un ingénieur, de jalon en jalon, dessine la ligne d'une grande route. Un peuple ne se comporte pas autrement. Supprimez son histoire: l'expérience du passé lui échappe; il perd la ligne de sa vie; le voici livré à l'aventure. De l'histoire, je discerne, dans les âmes, une action encore plus profonde.

Son cimetière, comme tous les cimetières, est peuplé de morts, mais de morts qui parlent, qui agissent, qui trouvent en nous d'irrésistibles complices. Elle remue, éveille au fond de notre être tout un monde de passions latentes, d'images subconscientes, fantômes de la vision d'Ezéchiël, qui n'attendent, pour prendre des nerfs, de la chair et une voix, que l'appel du prophète. Miroir spirituel, ai-je dit de la langue. L'histoire nationale, autre miroir qui renvoie à un peuple son image, telle que patiemment les aïeux l'ont peinte, avec le rire des jours heureux, mais aussi, pour un peuple comme le nôtre, avec l'air plus habituel d'anxiété, la ride de douleur au-dessus des yeux. Plus encore qu'un miroir, l'histoire c'est l'écran où défilent, en vigoureux raccourcis, les fresques du passé. Fresques émouvantes, images suggestives, idées-forces, d'où viennent à un peuple, avec la volonté de se continuer, ces réserves sentimentales qui font qu'aux jours d'exaltation ou de péril, un simple écho du chant national, le passage du drapeau, pour les peuples qui en ont un, secouent une foule d'un indéfinissable frisson.

Souveraine éducatrice, l'histoire l'est-elle pour nous? Sans perdre notre temps à faire le partage des responsabilités, voyons plutôt quelles réformes pourraient, en ce domaine, s'imposer.

De tous les reproches que l'on pourrait adres-

ser à notre enseignement de l'histoire, savez-vous quel pourrait être, à mon avis, le plus grave? Je lui reprocherais de n'avoir pas réussi à sortir de la grisaille, à rendre populaires, les plus grands aspects de notre passé. De toute notre histoire, j'oserais même dire que la part la plus ignorée de notre peuple, ce sont précisément les grands aspects. Sous l'ancien régime, l'énergie française s'est déployée en trois domaines bien nets; trois types de héros s'y détachent en vigoureux relief: l'explorateur, le défricheur, l'évangéliste. De chacun de ces types, que sait la masse des Canadiens français? Lequel est vraiment campé, devant les yeux des nôtres, comme un héros populaire? On peut discuter l'opportunité ou la valeur d'un empire français, tel que l'avaient conçu Talon et Frontenac: construction aussi fragile que colossale. On ne peut discuter l'énergie surhumaine, les vertus magnifiques des hommes qui ont taillé, dans l'étoffe du jeune continent, cet extraordinaire vêtement de gloire française. Or, je le répète, lequel de ces hommes au regard d'aigle et au coeur d'acier, joue, dans nos écoles, dans l'esprit du peuple, le rôle d'un héros inspirateur? Pour ma part, ce n'est jamais sans humiliation qu'après avoir fait constater à mes étudiants de l'Université de Montréal la vaste bibliographie accumulée par la science américaine autour d'un Cavalier de la Salle, je

me vois forcé d'avouer que, de l'explorateur de l'Ohio et du Mississipi, l'on chercherait vainement une biographie, œuvre d'un Canadien français.

Un autre héros, vrai créateur de vie, celui-là, et d'une vie et d'une richesse qui nous sont restées et dont nous n'avons pas cessé de vivre, c'est le défricheur. Que sait encore notre peuple de cette rude épopée de bûcherons, de ces créateurs de seigneuries et de paroisses d'où est sortie la Nouvelle-France? Que sait le petit rural de la terre paternelle? A-t-il quelque idée du prix, du labeur qu'elle a coûté? Lui a-t-on appris comment elle s'est faite, comment toute une suite d'aïeux, l'un après l'autre, l'ont délivrée de la vieille emprise des bois; comment chaque morceau du petit domaine, chaque pièce de pâturage, de grain, de foin, pourrait porter un nom: le nom de l'ancêtre, bûcheron et essoucheur qui, pour les faire, y mit tous ses muscles et toute sa vie? Pour tout dire, en ce petit domaine rectangulaire que mesurent quelques arpents, évoque-t-on assez, devant les yeux du petit campagnard, les souvenirs, les grandeurs morales qui ne se mesurent point?

L'évangéliste est peut-être plus connu. On connaît même la liste des martyrs. Les enfants peuvent détailler, par le menu, les tortures dont l'on affligea ces glorieux. Pourquoi ne pas leur dire surtout comment les martyrs ont subi ces

tortures? Dans le missionnaire et le martyr, pourquoi ne pas leur montrer le héros, le héros de si noble qualité et de si grande espèce? Fils d'une race déprimée, nos enfants ont tant besoin qu'on campe, devant leurs yeux, des personnalités fortes, des idéals excitateurs? Voici, par exemple, un Isaac Jogues, un craintif, un sensible, et pourtant un homme qui a épuisé la puissance humaine de souffrir. Nos manuels disent-ils assez aux enfants qu'après avoir enduré un an l'horrible captivité iroquoise, le jour venu d'un espoir de délivrance, ce mutilé habillé d'un morceau de peau infectée et dont les chairs en pourriture croulent en lambeaux, trouve le moyen d'écrire à son supérieur: « qu'il restera rivé à ses chaînes tant qu'il plaira à Notre-Seigneur » et qu'il refuse de s'en aller, « quand même l'occasion s'en présenterait »? Trois ans plus tard une lettre de son supérieur le vient trouver à Ville-Marie. On lui propose de reprendre le chemin de l'enfer iroquois, pour y aller fonder une mission. Cas d'obéissance plus tragique ne s'imagine guère. Le pauvre missionnaire l'avoue franchement: « La pauvre nature qui s'est souvenue du passé a tremblé ». Mais quel enfant de chez nous a bien gravé dans l'esprit la réponse du héros: « Ouy, mon père, je veux tout ce que Notre-Seigneur veut au péril de mille vies; ô que j'aurais du regret de manquer une si belle occasion... »

Et le Père Jean de Brébeuf, chacun sait qu'il était un géant, un beau type de gentilhomme de vieille race normande. Chacun connaît aussi son martyre. Mais ce que nos enfants devraient savoir plus encore que ses tortures, c'est son vœu surhumain et la façon dont il s'en acquitta. Le vœu, le voici, rédigé en termes presque présomptueux : « Mon Sauveur Jésus, je vous fais vœu de ne jamais manquer à la grâce du martyre, si dans votre miséricorde, vous l'offrez à votre indigne serviteur... Et lorsque le coup de mort me sera donné, je m'engage à l'accepter d'un cœur joyeux et triomphant ». De ce vœu, qu'a fait Jean de Brébeuf ? Quelques années à peine plus tard, pendant trois heures affreuses, attaché au poteau, il buvait l'horrible martyre, impassible, sans une plainte, sans un cri. Le héros rachetait ainsi sa parole donnée à Dieu.

Je ne demande pas aux maîtres de notre jeunesse d'enseigner une histoire proprement patriotique, encore moins une histoire romancée. La réalité est assez belle pour nous dispenser de la surfaire. Mais est-ce trop leur demander que de les prier de sortir du factice, du conventionnel, de la grisaille, de saisir notre passé en sa brûlante beauté ?

Les Américains, nous nous en plaignons quelquefois, ont exploité nos richesses matérielles. Sa-

vons-nous que nul n'a plus largement exploité nos richesses historiques et que le temps serait venu où l'on pourrait aller chercher ailleurs que dans l'oeuvre d'un Bancroft, d'un Parkman, d'un Finley, notre passé, avec son reflet puissant et son panache d'héroïsme?

Si, du régime français, je passe à l'autre, ferai-je les mêmes constatations? Encore ici, que savent notre jeunesse, notre peuple, des grands aspects, des ensembles dominants? Si j'étais libre de le faire, je commencerais d'abord par purger nos manuels et notre enseignement du titre dont l'on affuble la période de 1760 à nos jours, titre qui n'a que le tort de ne plus répondre à la réalité historique: *Régime anglais*. Titre inexact, au moins depuis 1931, s'il paraît convenu que nous vivons sous le régime de l'indépendance. Titre inexact également, depuis 1848, s'il est vrai qu'avec l'avènement du « gouvernement responsable », nous avons été gouvernés chez nous-mêmes, et non plus de Londres, et s'il est admis que les Canadas-Unis devenaient, cette année-là, un Etat officiellement bilingue. Pour l'ensemble de notre histoire depuis 1760, je proposerais donc, faute de mieux, le terme: *régime britannique*, avec cette division: *régime anglais ou métropolitain*, de 1760 à 1848; de 1848 à 1931, *régime de l'autonomie canadienne*; de 1931 à nos jours, *régime*

de l'indépendance. « Régime anglais », expression bonne tout au plus à maintenir et à fortifier chez nous l'esprit colonial, esprit qui peut se passer, à ce qu'il paraît bien, de ces soins diligents.

Ce faux titre n'aurait-il pas contribué, pour sa part, à fausser le sens de notre vie depuis la conquête? L'un des grands malheurs de notre peuple, dans l'ordre humain, vous le dirai-je? c'est d'avoir perdu la ligne de son histoire. Quand un peuple ne sait plus ni d'où il vient, ni où il va, quelle fut la tendance maîtresse, l'aspiration persévérante de sa vie et de son passé, le moins qu'il puisse arriver à ce peuple, c'est la désorientation. Ne serait-ce point le nom de notre grande infortune? Le régime britannique devient inintelligible, sans la perception d'une ligne de force que dessine la rude montée de notre peuple vers son émancipation. L'Acte de Québec, la constitution de 1791, les dates de 1848 et de 1867: autant d'étapes où le peuple canadien-français conquiert la liberté civile et religieuse, l'égalité politique, puis les institutions parlementaires, puis l'autonomie coloniale, puis la résurrection politique et nationale de sa province. Apre escalade, ascension d'alpiniste où il arrive qu'on se rougit les mains et les pieds aux arêtes coupantes, où l'on roule parfois au fond des fondrières, mais où le regard reste tendu éperdument vers les pics balayés par les vents de

liberté. Eh bien, cette vue d'ensemble, vue essentielle, parce qu'elle nous révèle la ligne même de notre histoire, la chaîne réelle, unique, logique des faits, nos grands garçons et nos grandes filles l'ont-ils toujours aperçue, la portent-ils en leur esprit suffisamment dégagée? Qu'en savent nos bacheliers? Je ne demande pas ce qu'en savait la vieille génération, ma génération, la crainte du vertige m'ôtant l'envie de me pencher sur cette misère sans fond.

Et les deux hommes qui ont imprimé à notre histoire cette ligne montante, leur énergique et grande figure est-elle gravée, comme il siérait, dans l'esprit populaire?

Jadis, pour désigner quelqu'un de très intelligent ou de peu intelligent, le peuple disait: « C'est la tête à Papineau », ou, « Ce n'est pas la tête à Papineau? » Le dit-il encore autant? Papineau est resté un grand nom. Est-il resté un grand vivant? De cet homme, j'ai peur que l'on ait surtout retenu les fautes. Le peuple sait que jadis Papineau fut un chef. Sait-il qu'il fut notre premier chef national, le premier qui ait été vraiment la voix de notre peuple, l'incarnation puissante de l'idéal, de la volonté de vivre des siens, le chef magnétique qui, pour la première fois, nous donna le sens d'une collectivité, fit courir, d'un bout à l'autre de la province, le fluide unifiant et impé-

rieux du sens national? Le peuple sait-il enfin, qu'en dépit des énormes fautes de Papineau, il y a lieu pourtant de se demander si, aujourd'hui, sans le tribun prestigieux, il existerait encore un Canada français?

Et l'autre, Louis-Hippolyte La Fontaine, le jeune chef de trente-trois ans qui, en 1841, assumait la direction de ses compatriotes, à l'heure la plus tragique de leur vie, celui-là aussi est-il bien une figure populaire? Il a quitté la scène politique trop tôt. Mais pendant dix ans, il avait tenu sa race dans sa main; il avait vu se former, autour de sa personne et de ses idées, une cohésion, une solidarité française inconnues de Papineau lui-même. Et quand, en 1851, il prit sa retraite, le miracle de notre salut était accompli; l'union des Canadas, destinée à nous tuer, n'était déjà plus qu'une vieille arme brisée; et, derrière soi, comme autant de grands vaincus politiques, le petit homme d'État du Bas-Canada pouvait voir, gisant sur le carreau, ces illustres croque-morts des Canadiens français, qui s'appelaient sir Charles Metcalfe, lord Sydenham, lord Durham, lord John Russell. Mais La Fontaine, qui appartient à la rhétorique électorale, et dont le nom accolé à ceux de Papineau et de Cartier, rend si grand service aux orateurs à court d'idées, de souffle et de mots, La Fontaine est-il vraiment un héros populaire?

Messieurs, j'ai bien conscience de ne soulever en ce moment qu'un coin du voile qui cache nos richesses historiques. De ce spectacle de nos richesses, comment séparer néanmoins l'image accusatrice qui, malgré nous, se présente à notre esprit : celle d'un peuple en train de mourir sur son fumier de misère, tout près d'une mine d'or qu'il n'aurait ni l'esprit ni la volonté de fouiller ? Comprenez-vous alors, maîtres, éducateurs de chez nous, que, tant de fois, l'on se soit tourné vers vous, avec insistance, avec une inquiète confiance ? Quiconque a vu ce pauvre peuple dont vous élevez les enfants et dont vous tenez, par cela même entre vos mains, l'avenir, quiconque l'a vu, l'âme toute demantelée, sans un pôle moral où s'accrocher, sans une fierté où prendre du courage ; à l'état de fourmillière aujourd'hui dans les faubourgs des grandes villes, tenu en esclavage par une petite caste de trustards et d'exploiteurs, prêt à se livrer à tous les prédicants de chimères, ses enfants courant la rue, le nez parfois dans les poubelles en quête d'une croûte de pain à manger ; quiconque, l'âme envahie d'une immense pitié, s'est arrêté au spectacle de cette misère, et, d'autre part, tourné vers le passé de ce petit peuple, s'est rappelé qu'il porte dans ses veines le sang bleu des conquérants de l'Amérique, celui-là, dites-moi, a-t-il tort, de souhaiter, à ce peuple infortuné, une

éducation qui, en lui restituant les ferments virils, les grandeurs stimulantes de son passé, lui donnerait le courage de défier encore une fois les forces adverses, puis de se refaire une âme et un avenir?

L'histoire vient de vous apparaître, dans l'œuvre de culture, comme un agent complémentaire de la langue. L'histoire s'appuie, à son tour, sur une compagne inséparable: la géographie. Permettez que je m'y arrête brièvement.

Nous sommes liés, indissolublement liés à une portion de l'univers physique. Composé d'éléments spirituels, le milieu national l'est aussi d'éléments terrestres. De la terre à nous s'exerce un déterminisme, non pas absolu, sans doute, mais considérable. L'on ne peut pas dire assurément comme Victor Cousin: « Donnez-moi la géographie d'un pays et je vous raconterai son histoire ». Mais l'on peut dire: « Donnez-moi la géographie d'un pays et je vous raconterai une portion de son histoire ». Comme le passé, comme l'histoire, le pays est notre maître. L'on est le fils de sa terre natale, comme on l'est de sa race, de son temps. Nous humanisons notre terre; mais, en même temps, notre terre nous humanise; elle nous aide à nous réaliser, à nous façonner. Elle le fait par son aspect physique, par la qualité de son climat, par les ressources de son sol et de son sous-sol, par sa forme

particulière de beauté, par son pittoresque original. Elle le fait aussi par son revêtement humain, par tout ce qui, en elle, s'est incrusté de culture nationale, par l'empreinte, par l'image qu'elle aussi nous renvoie des ancêtres. La terre de nos morts devient à sa façon, une page, une immense page d'histoire. Pour l'ensemble de ces raisons, la terre s'offre à nous comme une autre et grande éducatrice. Vous sentez toutefois combien ce milieu éducateur agit différemment, selon que l'on s'y promène en distrait, l'esprit passif, ou plutôt l'oeil ouvert, l'esprit attentif au grand spectacle, aux écoutes de l'incomparable maître.

Votre tâche, éducateurs, est double : animer la carte géographique, la rendre vivante : animer l'esprit de l'enfant, le rendre actif à la leçon. L'aspect physique de son pays, vous devez le lui présenter, ce me semble, avant tout comme la page du livre de Dieu que nous avons à déchiffrer, comme la portion de nature qu'il nous faut dompter, aménager : labeur de portée individuelle et collective. La connaissance du pays, de ses ressources, de son originalité, développe, enrichit d'abord l'esprit de chacun. Mais elle intéresse aussi la communauté. Le patrimoine national constitue l'une des premières sources de notre vie économique. Ces richesses de sa terre, comment la jeunesse s'a-

nimera-t-elle à les acquérir, à les exploiter, si nous ne commençons par les lui faire connaître?

Vous ferez de même pour le revêtement humain de la terre natale. Notre pays québécois a son visage à lui: visage altéré, brouillé, je le veux bien, visage original quand même, ne serait-ce que par son empreinte catholique. Visage dont le charme, dont le pittoresque émeuvent le touriste américain ou français, et, par exemple, un géographe de vision aiguë comme M. Raoul Blanchard. Cet aspect de la patrie, efforçons-nous de le révéler à l'oeil inattentif ou superficiel de l'écolier. Terre vivante, aux robustes empreintes, que la terre natale cesse de lui apparaître comme un espace vide, une terre déserte ou morte. Pour lui, vous la repeuplerez de ses ombres historiques. Vous vous attacherez à lui en montrant les empreintes proprement françaises: vieilles églises, vieux manoirs, vieilles maisons. Vous en profiterez pour lui faire entendre que respecter ou ne pas respecter le caractère français du pays, l'embellir ou ne pas l'embellir, n'est faire œuvre ni vaine ni différente. Edifier une laideur, une maison laide, une église laide; jeter le long des routes, des enseignes, des panneaux-réclames en langue étrangère ou baroque, c'est comme mettre des verrues au visage de la patrie; c'est diminuer d'autant l'originalité du

milieu culturel et sa valeur éducative; c'est pécher contre notre collectivité française.

Pour cette étude de la terre, me demandez-vous des méthodes plus précises? Il en est que vous utilisez déjà admirablement. Vos cercles de Jeunes naturalistes font oeuvre excellente. Il vous faudrait aussi, je le sais, des cartes suggestives, excitatrices. Il en existe déjà; j'en voudrais de plus lumineuses, de plus expresses. Quand notre gouvernement aura fini l'inventaire de nos ressources naturelles, j'espère que, sur les murs de toutes nos écoles, figurera, en bonne place, une carte de géographie économique, indiquant à la jeunesse, ce qui lui reste encore de son patrimoine — s'il lui en reste — et les conquêtes ardentes qui appellent son labeur. J'ai déjà demandé, pour nos maisons d'enseignement, une carte de l'ancien empire français d'Amérique; je la demande encore, songeant mélancoliquement que si cette épopée d'explorateurs appartenait à l'histoire de nos voisins, les Américains, ceux-ci n'auraient pas attendu jusqu'en 1936 pour afficher, en toutes leurs écoles primaires, en tous leurs collèges, en toutes les universités de leur pays, avec des couleurs et des tracés obsédants, la carte triomphale. Voulez-vous savoir quel effet peut produire, dans l'esprit des simples et des plus petits, l'image, la résurrection de telles grandeurs, quels rêves d'un grandiose

chimérique elles y peuvent même éveiller? J'emprunte cette anecdote à M. Armando Monteiro, aujourd'hui ministre des affaires étrangères au Portugal, mais hier ministre des colonies et réorganisateur de l'empire colonial portugais, sous l'impulsion de Salazar. Monteiro revenait d'une croisière et d'un voyage d'études de quatre mois à travers les colonies de son petit pays. Pendant quatre mois l'équipage du navire s'était empli les yeux du spectacle de l'ancienne grandeur nationale. « Je revenais de Mozambique », raconte M. Monteiro. « En doublant le Cap, on jouit d'une vue admirable. Près de moi, deux hommes du peuple, sensibles à la magie du spectacle, devaient: « Tout cela nous a appartenu, il y a bien longtemps », disait l'un. « Et cela nous reviendra bientôt », répondait l'autre.

Langue, histoire, géographie, voilà quelques-unes des ressources du milieu culturel pour l'accomplissement de votre tâche. Et quelle tâche! Des moyens humains, mais pour une oeuvre si splendidement humaine! Le maréchal Lyautey, ce grand réaliste et ce grand réalisateur, aimait à dire: « Ce qui importe dans la vie, c'est l'homme... Je divise le monde ainsi: ceux qui sont des hommes, ceux qui n'en sont point ». Je voudrais que vous en fussiez bien persuadés: une nation d'hommes, de fortes personnalités humaines, voilà

ce que nous attendons d'une éducation nationale. Des Canadiens français, sans doute; mais des Canadiens français qui seront d'abord des hommes. Contrairement, en effet, à ce que prétend certain fabricant d'épouvantails nationalistes pour exercices aristocratiques de tir, nous ne plaçons pas l'essence ni la grandeur de la nationalité dans le fétichisme du sang ou de la race; chrétiens, catholiques, nous les plaçons dans la justesse et la finesse de la raison, dans la grandeur morale de la volonté, dans la hauteur spirituelle de l'âme et de la culture.

III

Vous ne l'ignorez pas toutefois: cette culture est doublement menacée: menacée en son milieu qui s'altère, menacée au fond des âmes où serait en train de mourir la foi au génie national. Et voici surgir une autre question; vous savez laquelle: la question économique. Si dans l'âme de la masse, la foi au génie national chancelle ou s'en va, c'est que la grandeur matérielle n'est pas assez de notre côté. Inutile de nous le dissimuler: le pire agent d'anglicisation chez nous, celui qui a le plus contribué à angliciser nos écoles, notre langue, nos esprits, nos moeurs, notre pays, ce qui nous a fait, plus que toute chose, des âmes de

vaincus en déroute, c'est notre asservissement économique. Chercher ou fortifier les moyens de prendre possession de notre culture ne suffit donc plus. Cette culture, il faut encore la défendre. Et tel est bien le grave motif pour lequel l'école du Canada français ne saurait se désintéresser du problème économique. Que lui demande-t-on en ce domaine? Par quelle méthode particulière, éducateurs, allez-vous préparer, en cette province, la renaissance économique?

Je réponds: en rattachant tout d'abord ce problème où il faut le rattacher: plus haut que lui-même. Faire de l'économique pour l'économique, ne serait d'un idéal ni catholique, ni même humain. Le général Weygand donnait, ces temps derniers, ce grave avertissement aux Français: « Tous les efforts matériels accomplis pour la défense nationale risquent d'être frappés de stérilité si, dans une France d'un seul drapeau, l'éducation du jeune Français ne redevient nationale ». A « défense militaire », je substitue simplement « défense économique »; et, de l'avertissement du général français, je retiens que, pour obtenir le vaste effort que nous attendons de l'actuelle génération, force nous sera d'appuyer ce labeur sur une mystique franchement idéaliste. Pour tout dire, la renaissance économique, nous ne l'obtiendrons qu'au nom des intérêts sacrés de la culture, comme un moyen

de la renaissance nationale. L'expérience, l'histoire, enseignent, au surplus, que les grands mouvements collectifs ne s'obtiennent jamais, au nom de simples intérêts matériels, par des appels au ventre, à l'estomac, si éloquents soient-ils. Voyez, sur ce point l'exemple du communisme. Son matérialisme grossier ne l'a pas empêché de comprendre que, pour exalter, méduser les masses prolétariennes, il lui fallait se fabriquer une mystique de la vie et de l'avenir. Ainsi, nous-mêmes, pour reconquérir notre patrimoine matériel, pour secouer le joug des servitudes économiques, nous faudra-t-il faire appel à l'esprit, à l'âme profonde de notre peuple, trouver les impulsions immatérielles qui déclenchent victorieusement les puissances d'action.

En second lieu, éducateurs, votre tâche consistera à travailler dans l'intérieur des volontés. Pour la conquête, vous formerez le conquérant. Je n'ai pas d'autre recette à vous indiquer. La recette vous prescrira, du reste, la nécessité d'un double travail encore mené parallèlement. Ces enfants qui sont devant vous, fils trop souvent de prolétaires, se croient prédestinés à l'esclavage perpétuel. A vivre indéfiniment du sportule que leur jette le maître ou le trustard d'en face, un trop grand nombre ont fini par se résigner à cette existence comme à leur condition normale. Tout vous

prescrit, comme tâche urgente, d'arracher ces malheureux à leur conviction dégradante. A temps et à contretemps, il faut les persuader qu'il n'y a pas de fatalités économiques; il n'y a que les fatalités de la paresse, de l'imprévoyance et de la sottise.

Ce premier travail de relèvement accompli, il reste à faire acquérir à nos petits écoliers les vertus positives du conquérant. Au tout premier rang, j'inscris la passion du travail et le goût de l'épargne. Ayons la loyauté de l'avouer: si nous avons tant de peine à triompher de nos rivaux, c'est parce que, coincés entre des races de laborieux et d'économistes, nous sommes par trop une race de paresseux, de prodigues, de gaspilleurs. Nous serons toujours les serviteurs des autres, si nous ne prenons ces deux déterminations: travailler autant qu'eux et garder le fruit de notre travail. Pour préparer ces enfants à leur rôle de futurs maîtres, de conquérants, développez en eux l'amour de l'effort, de l'effort patient, têtu, le goût de la discipline, de la ponctualité, le goût du travail bien fait, surtout le goût de la probité, de l'initiative et de la liberté. Inspirez-leur la volonté, une volonté farouche de n'être jamais que leurs propres maîtres. Dans l'âme des plus intelligents, des plus volontaires, jetez persévéramment cette idée libératrice. Montrez-leur le grand effort col-

lectif où les plus petits ont leur rôle à tenir. Servez-vous au besoin de la carte de géographie économique. Dites-leur que ces richesses sont à nous avant d'être aux étrangers; mais que nous n'avons chance de les prendre, que si nous acquérons la volonté et les moyens de les prendre. J'irai encore plus loin. Faites que cette vocation de conquérants transparaisse, dès maintenant, dans leur langage et leur tenue. Faites qu'ils délaissent la prononciation veule, molle, le parler de l'à peu près, la phrase à moitié faite et à moitié mangée. Habituez-les au langage ferme, net, langage de maîtres, de chefs. Apprenez-leur à se tenir. Redressez les dos voûtés, les épaules rentrées: attitudes de faibles ou d'esclaves. Obtenez enfin, qu'à voir tel passant de la rue, la démarche molle, les bras ballants, le dos incliné, l'air de chien battu, l'on ne puisse pas dire infailliblement: « C'est un Canadien français ». Remplacez les yeux timides, fuyants, par des yeux limpides, droits. N'ayez pas peur de leur mettre du bronze dans le visage. Persuadez-les que la génération qui vient n'aura pas le droit d'être une génération de flémards; mais que, si elle veut s'acquitter de sa mission, elle aura besoin de ne savoir ni blêmir ni craindre. Dans un monde où les loups sont rois, il n'y a pas d'avenir pour les moutons.

Voulez-vous savoir, en passant, comment quel-

ques-uns s'y prennent pour insuffler l'esprit nouveau? Voici la petite pièce en trois actes qu'un instituteur de ma connaissance fait jouer de temps à autre à ses écoliers :

Premier acte : « Mes enfants, à genoux pour la prière. A genoux sur le plancher, s'il vous plaît... Très bien. Ceci, mes enfants, c'est l'attitude de l'homme devant Dieu ».

Deuxième acte : « Avant de vous relever, jetez-vous en avant, la paume des mains sur le plancher. A quatre pattes... Très bien... Ceci, mes enfants, c'est l'attitude des Canadiens français de la vieille génération ».

Troisième acte : « Mes enfants, debout! La tête droite, les yeux clairs, décidés... Très bien! Ceci, mes enfants, c'est l'attitude de la jeune génération ».

Méthode peut-être discutable, mais qui ne manque assurément ni d'originalité, ni d'actualité.

Je ne l'oublie point cependant : la préparation, chez nous, de la renaissance économique et, par elle, la défense et l'essor de notre culture exigent, en nos mains, d'autres leviers de commande. Lesquels? Posons d'abord les deux propositions que voici. Une nation a le droit de tendre, par les voies légitimes, à la plus grande somme d'autonomie possible. Une nation libre, autonome, plus qu'une nation serve, trop dépendante, est en état de dé-

fendre et de faire s'épanouir sa culture. Vérités toutes simples qui m'ont amené à préconiser, en ces derniers temps, l'établissement, en cette province, d'un Etat français. J'estime, en effet, que pour mettre de la flamme dans les yeux d'une race nouvelle, obtenir d'elle un effort comme jamais il n'en fut demandé peut-être à une génération, la bonne méthode n'est pas de lui cacher son destin naturel, légitime, de la laisser vivre perpétuellement avec un idéal de Liliputiens. J'estime, en outre, que nous n'avons pas trop de forces, trop de moyens de nous réaliser, pour négliger de prendre ce qu'en droit strict nous pouvons prendre, comme peuple, de notre personnalité juridique et politique. Il n'en n'a pas fallu davantage pour que j'aie pris figure de révolutionnaire. Et j'ai pu constater le nombre effroyable de gens intelligents qui ne savent plus lire qu'avec des verres fumés. Qu'ai-je donc préconisé de si extraordinaire et de si effroyable?

Reprenons ensemble une démonstration que tant de fois j'ai déjà faite. Admettez-vous qu'en 1867 les Anglo-Canadiens eussent préféré à une fédération de provinces, un Etat unitaire? Et s'il y a aujourd'hui, au Canada, un Etat fédéral, admettez-vous que les Canadiens français en sont les premiers responsables? C'est là, si je ne m'abuse, une vérité historique qu'il n'est pas en votre

pouvoir de rejeter. Admettez-vous, en second lieu, que ces institutions fédératives, lesquelles entraînaient la résurrection politique et nationale du Bas-Canada disparu, en qualité de province française, depuis 1841, admettez-vous que ces institutions, et, avec elles, leurs conséquences politiques, furent agréées unanimement par tous nos associés de 1867, c'est-à-dire par les délégués anglo-canadiens aux conférences de Charlottetown, de Québec, de Londres, puis agréées, en définitive, par le parlement impérial? Autre vérité historique qui contraint à s'incliner. Les discours de Macdonald, de Brown, de lord Carnarvon, sont des textes indiscutables. M'accordez-vous enfin que ces institutions fédératives et que cette résurrection de notre province française, nous les avons demandées, nous, Canadiens français, non pour des intérêts politiques ou économiques, mais pour des intérêts strictement moraux et nationaux? Ici encore, vous ne pouvez rien contre les faits et l'histoire. Mais alors, au nom de quelle logique, écarterez-vous la conclusion qu'appellent ces prémisses, la conclusion inéluctable, qu'en 1867, à notre demande expresse et de l'agrément de tous, l'Etat qui normalement devait s'établir dans la province de Québec ressuscitée, ce ne pouvait être qu'un Etat national, en l'espèce un Etat canadien-français? Qu'est-ce, en effet, qu'une population française et une pro-

vince française gouvernées pour leurs fins naturelles, nationales? Oh, je sais, ce que l'on me rétorque. Puisque la chose vous paraît si simple et qu'à votre avis elle découle si naturellement de l'établissement de la Confédération, comment, me dit-on, expliquez-vous que nos chefs politiques n'aient pas entrepris de créer cet Etat français, dès le lendemain de 1867? Mesdames, Messieurs, il y a eu, dans notre histoire, la capitulation de Québec, la capitulation de Montréal. Je crois bien qu'il y a eu, au lendemain de la Confédération, la capitulation du bon sens. Pourquoi pas, dès lors, un Etat français? Pour les mêmes raisons, sans doute, qui nous font dire aujourd'hui: l'Etat fédéral avait été créé, en droit et en fait, Etat bilingue; pourquoi pas, dès lors, ces consécration officielles du bilinguisme canadien, si faciles, en ce temps-là à obtenir: pourquoi pas le timbre d'accise bilingue, le timbre-poste bilingue, la monnaie bilingue?

Notez-le bien: je ne demande pas, comme le font quelques-uns de mes jeunes amis, de constituer cet Etat en dehors de la Confédération. Je demande la simple exécution du pacte de 1867, la réalisation de nos propres desiderata, de notre propre volonté d'il y a soixante-neuf ans. Sur ce, me permettez-vous de dire, en passant, à ceux qui me pressent de dénoncer le séparatisme, qu'a-

vant de chercher querelle à cette école, avant de faire de l'ironie facile, puérile ou sénile au sujet de la Laurentie, je m'en prendrai aux éducateurs routiniers, aux chefs sans envergure, aux politiciens sans courage, aux anesthésistes de toute catégorie, qui ont rendu le mouvement séparatiste inévitable.

En m'accrochant à la possibilité d'un Etat français dans la Confédération, il se peut que j'aie tort, que je sois même naïf. Mais une génération s'en vient qui aura quelque roideur, présume-t-on, dans l'épine dorsale. Les vieilles passions du « rouge » et du « bleu » lui apparaîtront, je l'espère encore, pour ce qu'elles sont : de funambulesques sottises, sinon des maladies mentales. Eh bien, à cette génération, je voudrais qu'on offrît une dernière chance : la chance de démontrer qu'elle a compris quelque chose à son histoire et qu'il est toujours possible à une vraie race d'hommes de ressaisir son destin.

L'Etat français, il n'est d'ailleurs au pouvoir de personne de le créer artificiellement. Il existera lorsque nous en aurons créé les organes vitaux, et que ces organes, une âme puissante, les pourra articuler. C'est pourquoi j'estime que ce n'est pas perdre son temps que de former la race de Canadien français qui sera la première richesse du futur Etat et qui aura, dans l'esprit et dans la

volonté, assez d'audace, assez de force, pour nous forger ce grand avenir.

Au surplus, désirez-vous savoir ce que j'entends, au juste, par un Etat français? Je n'ai nulle objection à vous le dire. J'entends un rétablissement de l'accord ou de l'identité entre le « pays légal » et le « pays réel ». Je ne veux pas d'un Etat craintif, timide, construit en porte à faux et qui, sous prétexte de gouverner pour tout le monde, ce qui est très bien, gouverne le moins possible pour les Canadiens français, ce qui est moins bien. J'entends un Etat dont la politique économique cesserait de détruire la foi au génie national, par cela que cette politique ne permettrait plus que l'on fît de nous une race de serviteurs et de parias. J'entends un Etat dont la politique sociale aurait ce multiple objet: arrêter la déchéance de nos classes moyennes, rétablir un juste équilibre entre notre population urbaine et notre population rurale, empêcher l'exploitation de la masse par une poignée d'exploiteurs, enrayer par là l'effroyable gaspillage de notre capital humain. J'entends un Etat qui aurait une politique culturelle et qui admettrait, par exemple, qu'une ville comme Montréal, la plus considérable des villes françaises de l'Amérique, principal boulevard de notre race, mérite mieux

qu'une université mendiante; j'entends un Etat qui, au nom de la même politique culturelle, et par les moyens qui lui sont propres, sauvegarderait, chez nous, la primauté de la langue maternelle, la primauté du génie français, empêcherait l'école de devenir un foyer de dénationalisation; j'entends encore un Etat qui, par une intensification méthodique, vigoureuse, de notre culture originale, rendrait à cette province un visage français, une âme française, établirait si nettement le caractère national de ce pays que les nationaux pourraient parler partout leur langue, sans s'exposer à se faire toiser de haut par les fonctionnaires des utilités publiques, par les nègres des chars salons et par des métèques, des passants de la rue, qui n'ont pas même eu le temps de se faire naturaliser. J'entends encore un Etat qui, aussi longtemps que nous vivons en Confédération, collaborera loyalement avec Ottawa, mais qui aussi saura rappeler à Ottawa que nous vivons en Confédération, et qu'il y a telle chose que l'autonomie provinciale. J'entends enfin un Etat qui, comme l'eût voulu Mercier le Grand, saurait regarder par-dessus ses frontières, se rappeler que cette province est le berceau d'une race douloureusement dispersée et que si l'entr'aide, entre frères de même origine, n'est pas toujours un devoir politique, c'est un devoir de charité nationale.

En résumé, Mesdames, Messieurs, je voudrais qu'un petit peuple qui a tant souffert, porté tant de jougs, travaillé si héroïquement pour faire ce pays, sentît enfin, après trois cents ans, la joie de savoir ce pays à lui, la joie d'y vivre dans une atmosphère de dignité et de liberté. Oui, voilà tout mon rêve; et c'est ce rêve pourtant si simple, si raisonnable, qui a occasionné tant de crises de haut mal.

Messieurs, quelques esprits chagrins me reprocheront une fois de plus, sans doute, de vous avoir tenu des propos bien profanes. A ceux-là, je fais observer tout d'abord que vous ne m'avez pas prié de vous parler d'éducation religieuse, mais d'éducation nationale, et que le premier devoir d'un conférencier, ce pourrait être de traiter son sujet. Je n'oublie pas pour autant des vérités plus hautes, ni des devoirs plus sacrés. Mais contrairement à certains faux doctrinaires, j'estime que nous, catholiques, ne devrions nous laisser voler par personne la notion de l'éducation intégrale. Précisément, parce que catholiques, et parce qu'attachés aux plus hautes formes de l'humanisme, nous nous devons plus que quiconque d'instaurer, dans nos familles et dans nos écoles, l'éducation qui forme

tout homme et qui le forme à tous ses devoirs. Ni les évêques de notre province, ni l'Eglise qui ne reconnaît qu'un humanisme, l'humanisme intégral, ne vous ont jamais demandé, que je sache, de former des catholiques mutilés, dégénérés, qui, sous prétexte d'être plus catholiques ou de s'adonner davantage aux oeuvres d'action catholique, ont besoin de n'être pas canadiens-français ou de ne l'être que le moins possible. Le catholique que vous avez à former n'est pas, d'ailleurs, un catholique abstrait. Il est le fils d'un pays, d'une nation, d'une culture. Non seulement vous n'avez pas le droit de le déraciner; mais vous avez le devoir de l'enraciner en son terroir. Non seulement vous n'avez pas le droit d'éteindre ou de laisser s'éteindre, en son âme ou autour de lui, la plus petite flamme spirituelle; mais, de son milieu culturel, vous avez le devoir de lui conserver tout ce qui peut contribuer au développement de sa personnalité, à la liberté et à la dignité de sa vie. Je prétends même que tous nous aurions besoin de nous rappeler qu'un peuple catholique, élevé par des maîtres catholiques, ne devrait pas être un peuple de caudataires.

Non, ne dites pas, comme quelques-uns, que l'éducation catholique et l'éducation nationale ne

sont nullement liées l'une à l'autre, ou qu'en face de la première, la seconde est d'insignifiante importance. Le national est du profane. Mais ce profane existe; il impose ses devoirs; et il n'est pas en votre pouvoir de le supprimer! J'entends comme tout le monde ce qui se dit autour de nous, même dans les milieux bien pensants. Et ceux qui ont suivi les événements d'Espagne, savent quel parti les révolutionnaires ont tiré des insuffisances de l'enseignement catholique espagnol. Avec quelle insistance ils ont représenté l'Eglise et son système d'enseignement, comme le grand obstacle au relèvement de la patrie. C'est pour-quoi, avec tout le respect dont je suis capable, mais aussi avec tout le courage que je crois opportun, je donne cet avertissement qui n'est pas une menace: chez nous, le malaise économique n'affecte pas seulement le social; chacun le sait, il rebondit dans le national. Ce ne sont pas seulement des classes qui sont opprimées; c'est une nation. Or, si en lui forgeant une âme nouvelle et en réveillant son sens national, vous ne donnez pas à notre peuple la volonté et les moyens de sortir de son asservissement et de sa misère, je vois trop bien quelles seront les réactions prochaines et de quels maîtres on dénoncera l'incompétence et de quelle éducation on proclamera la faillite.

Quant à moi, j'aime mieux penser à la grandeur de votre tâche, à la plénitude de vie qui est la vôtre. Il fut un temps, peut-être, où, trop penchés sur la petite besogne routinière, besogne du distributeur de thèmes et de leçons, du correcteur de copies, vous appeliez le grand idéal qui soulèverait enfin le plafond de vos écoles. Réjouissez-vous, l'idéal est venu. Voici que vous êtes conviés par l'Eglise à former des chrétiens de grande espèce: des apôtres de l'action catholique. Et l'on vous convie, en même temps, à une tâche bien faite pour tenter les plus nobles esprits: ressaisir un petit peuple au bord de l'abîme, jouer envers lui le rôle de sauveurs. Dieu soit loué! Quand tout semblait perdu ou compromis, notre chance suprême aura été de trouver une génération de maîtres qui ne se tenaient plus pour satisfaits de former des Canadiens français comme il en circule trop dans la rue: êtres sans consistance, sans dignité, sans fierté, qu'on dirait d'aucune langue, d'aucune race, d'aucun pays, moqueries d'hommes qui sont une insulte à l'homme, et d'abord une insulte à l'éducation catholique. Mais vous vous êtes souvenus des grandeurs et des ressources que met à votre service un catholicisme intelligent et vivant. Vous avez fait le compte des disciplines morales qui gardent à l'enfant, à l'adolescent, ses énergies

saines, la pureté du sang au plus noble sens du mot; le compte aussi des énergies surnaturelles qui lui assurent le plus magnifique équilibre humain; vous avez mesuré l'idéal de perfection qui lui met devant les yeux, comme l'exemplaire selon lequel se sculpter, l'humanité divine du Christ; et là, devant ces richesses incomparables, vous avez compris, maîtres de chez nous, qu'une éducation catholique n'a le droit de jeter dans la vie qu'une seule race: la plus robuste, la plus fière, la plus belle des races d'hommes.

NOTRE DESTIN FRANÇAIS¹

Une politique nationale se fonde, en définitive, sur notre volonté de vie, laquelle se fonde à son tour sur la valeur de notre héritage français. En d'autres termes, nous croyons à notre droit de nous perpétuer en notre essence culturelle. Et nous estimons que, par les moyens qui lui sont propres, la politique se doit de nous y aider. Aux esprits indécis qui s'enquièreent: « Avons-nous quelque intérêt, un intérêt suprême à rester français? Notre personnalité humaine est-elle engagée en l'aventure? »; aux défaitistes qui vont plus loin et qui disent: « Français, avons-nous quelque chance de le rester? Le rêve échappe-t-il à toute chimère? », aux uns comme aux autres, nous répondons par un oui vigoureux.

*

* *

1. Article paru dans l'*Action Nationale* (mars 1937). Contribution à l'enquête de la Revue sur *Une politique nationale*.

C'est, on le voit, explorer tout le contenu de la mystique canadienne-française. Vocabulaire que les grands seigneurs de l'invective nous passeront, sans doute, maintenant que le Cardinal n'hésite pas à l'employer. « Mystique, » disait-il, l'autre jour, à propos du prochain congrès de la langue française, « mystique, c'est-à-dire amour qui procède d'un idéal latent et d'une passion mystique et profonde ». Et Son Eminence ajoutait : « L'idéal de notre mystique française, c'est la valeur civilisatrice, l'histoire chargée, le rôle apostolique de notre langue qui devront le faire resplendir. La passion sourde qui nous poussera par le fond de l'âme à tous les envols et à tous les héroïsmes pour servir l'esprit français, ce sera l'instinct secret, le sang et les traditions qui courent en nos veines, les ancêtres qui vivent en chacun de nous ».

« Le sang et les traditions qui courent en nos veines ! » Qu'est-ce qu'un Canadien français ? Son nom le définit : un Français canadien. Un Français, d'origine et de culture, mais modifié, diversifié par trois cents ans d'existence, en un milieu géographique et historique original. Dans la définition de notre être ethnique ou national, l'accent se pose indiscutablement sur le qualificatif « français ». Plus que son appartenance au pays canadien, son appartenance à la culture française le situe en une famille spirituelle déterminée, lui don-

ne le pli, le fond de son âme, met le sceau à son type humain. Retenons, d'autre part, que cette culture, il la vit et elle lui est déparée dans un milieu concret. Elle est liée à des réalités charnelles et spirituelles d'une certaine espèce; terre, histoire, institutions politiques, juridiques, sociales, intellectuelles, religieuses. Il faut même ajouter que la culture de France, source et supplément indispensables de la sienne, notre peuple n'a de prise sur elle que par le moyen de ses institutions à lui; il n'en peut prendre que ce qu'elles sont en puissance d'en prendre. Et cette culture elle-même n'a de vertu véritable que dans la mesure où elle nourrit et accroît l'élan vital de ces institutions, où, pour la vie sur ce continent, elle revigore et discipline notre jeune force française. En résumé, notre milieu national et culturel ne saurait être un milieu artificiel, milieu de la plante de serre qui ne vit que d'une atmosphère et d'un soleil factices. Ce ne saurait être la France, quelque emprunt qu'il soit de nécessité d'y faire; c'est le Canada français, notre portion d'univers et son potentiel de civilisation.

Que vaut ce milieu? Pour son légitime développement, notre personnalité humaine y trouve-t-elle son compte? Est-il de ceux auxquels un peuple ne saurait renoncer, sans le risque d'une catastrophe? Je me suis déjà expliqué sur le rôle

considérable du milieu national dans la formation de l'être humain. Il n'est pas seulement éducateur. D'un déterminisme nullement absolu, il n'agit pas moins sur tout l'être, l'atteignant aux profondeurs secrètes du corps et de l'âme. Terre, histoire, institutions, ne sont pas des forces enchaînées; leurs effluves actifs et subtils nous enserrant et nous pénètrent jusqu'aux moelles. Tous les philosophes ou psychologues l'admettent: le milieu national dispose d'une puissance en quelque sorte génératrice. Il crée une variété humaine, comme le sol, le climat créent des variétés biologiques. Il ébauche en nous des prédispositions psychologiques, nous prédestine à des façons de sentir, de penser et d'agir, façonne à un peuple son originalité collective. Par là il entre largement parmi les facteurs qui nous préparent à l'acquisition de nos fins terrestres, et, par là encore, n'est point sans rapport avec les plans supérieurs. Changer, détériorer ou révolutionner son milieu national, reste donc pour un peuple une expérience des plus graves, un risque suprême. Littéralement, c'est refouler le courant de ses hérédités, entreprendre de se forger une âme nouvelle. Pareille entreprise ne va pas sans bouleversement en l'être profond, sans jeter infailliblement dans la vie une longue période d'instabilité spirituelle. Sort mélancolique de l'arbre adulte, transplanté violemment dans un nou-

veau terroir, et condamné à y végéter dans l'attente du desséchement fatal.



J'entends l'objection : parler de milieu culturel, d'un milieu éducateur et générateur, n'est-ce point, pour les Canadiens français, se payer de mots ? Certes, on peut épiloguer à l'infini sur nos déficiences psychologiques, nos misères intellectuelles, l'indigence du milieu national. Tout cela est incontestable. Est-ce justice toutefois que de nous juger sur nos seules déficiences ? Jusqu'à ces derniers temps, et depuis soixante ans, un enseignement et une éducation déficitaires nous ont nourris de la plus fumeuse, de la plus flasque des idéologies nationales. La politique et les politiciens nous ont, en outre, horriblement dévoyés. Il y a ce fait lamentable, en notre vie, que nos heures de souveraine exaltation n'ont pas été des heures d'unanimité spirituelle, des minutes de frémissement, à l'occasion de quelque grande fête de la patrie : célébration de quelque noble anniversaire, de quelque grande résurrection historique, de quelque éclatante réussite artistique, de quelque victoire politique et nationale. Ces heures, la Providence nous les a sévèrement ménagées. En revanche nous avons

connu, vécu à satiété les jours de mêlées haineuses autour des tribunes électorales, les heures de tré-pignements enfantins, à hurler, le poing levé les uns contre les autres, le triomphe de quelques histrions, élus d'un suffrage si spontané. Notre peuple qui ne sait rien de la patrie, qui est incapable de vibrer pour elle, pour sa terre et ses morts, sait se passionner, jusqu'à la folie hystérique, pour le mythe du parti et pour des fantoches de forum.

Mais est-ce bien là tout nous-mêmes? Péguy appelait *Epoques* les temps où la mystique triomphe; ils sont héroïques, disait-il; et il appelait *Périodes*, les temps où sournoisement règne la politique; il ne s'y passe rien. En regardant d'un peu près notre passé, serait-il impossible d'y découvrir quelques « *époques* »? Deux témoignages, à notre avis, démontrent la valeur de notre milieu: l'espèce d'hommes engendrée par lui et la survivance jusqu'à ce jour de ce type humain.

Dans la première partie de notre histoire, comment n'être pas frappé par la riche nature des ancêtres, le rare dédoublement de leurs aptitudes? On dirait presque deux races, deux peuples. Chez l'un, l'amour du sol jusqu'au cramponnement opiniâtre, passionné; l'acharnement à remuer de la terre, à en tirer de la vie, à façonner un pays; la croyance qu'on peut faire grand sur un petit carré de quelques arpents, que la terre commune, que

la patrie naît ainsi, par l'humble labeur de chacun, à sculpter son coin comme un joyau; au besoin, la mort héroïque, au poste, face au barbare, comme une sentinelle, un soldat d'avant-garde. En somme, un travail héroïque, mais dans le tassement social, en des horizons définis; le goût de conquérir, mais pas à pas, solidement, par l'avance des moissons et des clochers.

Et l'autre type humain, celui-ci impuissant à demeurer en place, tout en projections morales. Non plus le goût de l'héroïsme collectif, du travail en équipe, discipliné, mais de l'aventure isolée, du risque personnel; une poussée irrésistible à foncer dans l'inconnu, à faire sauter, d'étape en étape, le masque de la vieille Amérique; à chaque nouvelle articulation géographique, prendre un élan plus impétueux; aller, tant qu'il y a de l'eau qui porte, tant qu'il y a de la terre qui se dérobe, pour se tailler une aire continentale, s'esbrouffer à son aise. Et cependant rattacher cette oeuvre à l'autre, l'accomplir avec le même souci d'humanité; s'avancer avec une passion de rival, pour contenir, vaincre une concurrence commerciale, mais aussi offrir une main fraternelle à l'homme que l'on découvre; et, chacune de ses avances, les marquer de comptoirs et de forts militaires, mais aussi de croix et de chapelles. En un mot, à côté de ceux qui bâtissent solide, bâtir grand, comme se doivent de

bâti, en ce dix-septième siècle, les fils de la première nation du monde; au delà de l'humble et paisible tableau de la vallée laurentienne, broser une immense fresque historique; donner au pays pastoral, à la terre de la vie calme, un prolongement de rêve, une permanente invite à l'audace. Voilà un peu notre type humain. Y a-t-il motif à tant le dédaigner? Voilà aussi un peu notre passé: histoire de grand style. Une simple carte de l'Amérique française de jadis — si ce n'était chose introuvable — nous révélerait qu'il faut remonter assez haut dans l'histoire du monde, pour trouver un petit peuple qui ait mis sous ses pieds autant d'espace et qui se soit construit un pays à pareille échelle.

La seconde partie de notre histoire nous offrirait-elle un tableau de même venue? N'est-ce rien que notre volonté de 1760, volonté du plus petit peuple de la terre, de vivre sa vie à soi, dans le tout-puissant empire britannique? Culte de la fidélité à nous-mêmes, aux ancêtres, à la culture, à la foi, instinct profond, dont la consigne pourrait être: nous dégager pour nous réaliser. Volonté têtue, qui règle toutes nos aspirations, tous nos choix, qui, d'étape en étape, jusqu'en 1867, nous fait inscrire, dans nos chartes politiques, de façon progressive, triomphante, nos droits, nos libertés, nous pousse à saisir la direction, le gouvernement

de notre destinée. Tout cela est-il si dépourvu de grandeur? Rendons-nous cette justice: un autre destin eût été plus facile. Nous n'avons choisi ni le moins dur ni le moins héroïque. Notre miraculeuse survivance nous avertit donc et de la solidité de notre être et de la vertu nourricière de notre milieu. Songe-t-on assez, en effet, comme il nous a fallu être forts, être solidement français, et comme, en dépit de ses moyens de misère, notre milieu nous a dû fournir de vigueur spirituelle, pour nous donner la puissance de vaincre un sort si adverse et tant de complicités intérieures? Il faut même en convenir: une pareille constance dans la ligne droite, sans un vrai point de rebroussement, alors que, le plus souvent, nous n'avons eu de chefs que pour nous fourvoyer, ne va point sans une vocation irrésistible, une poussée providentielle.



Nous demanderons-nous, après cela, s'il vaut la peine de demeurer en cette ligne d'histoire et s'il serait si maladroit de rester français? Mettons que nous décidons de nous continuer. Quel serait le profit de l'aventure? La destinée suprême de tout peuple, dans l'ordre de la culture et de la

civilisation, c'est d'incarner un type d'humanité, c'est de jeter une note originale dans la vaste symphonie humaine. Cette destinée, nous osons le soutenir, peut être la nôtre; et elle peut l'être avec une grandeur incomparable. En Amérique du Nord, un seul îlot humain échappe jusqu'à ce jour à l'uniformité anglo-saxonne: le nôtre. Nul autre groupe ethnique n'y peut plus échapper. De même, et à moins d'un miracle imprévisible, les catholiques américains et anglo-canadiens sont destinés à ne jamais former qu'une vaste *diaspora*, des unités perdues dans la multitude païenne ou dans un christianisme kaléidoscopique. En face de l'orgueilleuse uniformité, un seul groupe humain peut prétendre à dresser une individualité libre, distincte: une nation, un Etat de culture française. Un seul peuple peut caresser le rêve de rester un peuple catholique homogène, organisé en Etat: le nôtre. En conséquence la grande, la suprême originalité, l'originalité la plus originale, nous seuls, sur ce continent, avons chance de la créer. L'aventure en vaut-elle la peine? Et serait-ce là rêve d'orgueil ou d'égoïsme? Rester soi-même n'est pas s'isoler. Un peuple, peut-on même soutenir, sert d'autant mieux la civilisation que, plus dissemblable aux autres, il se met en mesure de leur apporter une collaboration plus personnelle et par conséquent plus riche.

Quel destin peut alors valoir celui-ci : être un peuple français, franchement, décidément français ; mettre sur son pays, sur son industrie, sur son art, sur ses mœurs, une puissante empreinte française, et se ménager ainsi, en cette portion du globe, la fortune d'un rôle unique ; constituer l'un des pylônes aériens où viendraient se relayer, pour un nouvel élan vers notre occident, les courants spirituels les plus hauts, les plus riches du monde ; devenir, pour le profit de l'Amérique, l'unique champ peut-être d'expérience, le climat où, pour l'enfantement de l'ordre nouveau, la révolution temporelle ferait voir, plus tôt et plus magnifiquement qu'ailleurs, la libération de la personnalité humaine et l'épanouissement de l'esprit. Se pourrait-il plus merveilleuse réussite ? Il faut que les défaitistes, les ignares, le sachent : voilà à quoi ils nous demandent de tourner le dos. Cependant « il s'agit de nous-mêmes et de notre tout », dirait Pascal.

*

*

*

Les pusillanimes parlent de chimère. Ont-ils le droit de prononcer ce mot ? Que nous faut-il pour réaliser cette destinée ? Réagir victorieusement contre les déformations du milieu américain et,

par là, préserver l'intégrité de notre esprit; nous assimiler, de façon suffisante et vivante, notre culture; constituer, par ce moyen, un type humain, capable de vie et digne de vie, assez riche pour produire une œuvre de civilisé. Ce triple problème est-il de solution chimérique?

La réaction peut nous paraître difficile, peut-être même impossible, en notre état actuel d'anémie ou de dépression morale. Nous nous sentons à la merci de tous les vents, de toutes les modes, de tous les engouements, y compris les plus meurtriers. Observons toutefois que les peuples forts subissent aussi des engouements. La différence entre eux et nous est que, chez eux, l'engouement ne se cristallise jamais en tradition; il n'entame point le fond de l'âme. La consigne alors est nette: nous forger une âme. Qui nous en empêche, nous qui avons à notre disposition toutes les ressources de la discipline catholique? Sans méconnaître le moindrement les qualités de l'âme française ni les vertus de la culture française, il serait opportun de nous rappeler que c'est notre droit et notre devoir de lever les yeux vers un humanisme supérieur, l'humanisme chrétien. Ne soyons pas la pâte qui dit au ferment: « Je n'ai pas besoin de toi ». Dans la bataille où nous sommes engagés, il nous faut une âme tendue jusqu'à son extrême puissance, une personnalité humaine déployée

en sa vigueur et perfection plénières. Devenons un peuple fort, un peuple adulte; et rien ne pourra faire fléchir nos lignes de résistance.

Assimiler notre culture, serait-ce tâche plus difficile? C'est déjà quelque chose que la langue française soit restée la langue du foyer, la langue de l'école, la langue de l'Eglise, la langue des tribunaux, la langue des lois et du parlement. Le principal instrument ou le premier truchement de la culture originelle est encore en notre possession: instrument imparfait, déformé, je le veux bien; mais instrument réformable. Notre culture, rien ne nous empêche plus de la vivifier aux sources mêmes de la culture-mère. Que la haute direction de notre enseignement primaire devienne enfin un organisme efficace, débarrassé de tous les parasites de la politique; que l'on s'y convainque qu'il n'y a pas de nationalisme exagéré à mettre un peuple en possession de son capital culturel, à donner à son éducation nationale une vigoureuse impulsion. Rétablissons, dans nos écoles, l'absolue primauté de la langue maternelle. Continuons d'élever le niveau de notre enseignement secondaire. Qu'en nos universités, les facultés des lettres cessent d'être les plus pauvres, les plus inorganiques. Alors, d'un bout à l'autre de notre enseignement, il ne tiendra qu'à nous de nous approprier en réalité les conditions de vie intellectuelle

d'une province de France. Simple question d'outillage, de méthodes et de maîtres.

Faire une œuvre de civilisé sera ensuite besogne toute simple. Elle ne requiert après tout qu'une technique et une âme. La technique, nous venons de le voir, l'art français, la culture française, la civilisation française, la tiennent à notre disposition.

L'âme, l'acceptation virile de notre avenir suffirait à nous la forger. Accomplir son destin, c'est déjà réaliser, déployer en plénitude ses puissances humaines. S'entêter dans la rectitude de son histoire, dans la vérité de son être, c'est accomplir sa perfection. Songeons seulement à la tension spirituelle où pareil destin, pareil effort nous maintiendrait, à la race d'hommes qui en serait l'aboutissant. Qu'importe notre petit nombre ! La culture, la richesse du type humain, n'ont rien à voir avec le nombre. Le petit nombre peut même devenir une condition de force ou de supériorité. Gonzague de Reynold l'a écrit avec infiniment de raison : « Les petits pays sont plus humains que les grands, parce qu'ils sont moins égocentriques ». Ils oppriment moins l'individu, la famille, l'association ; ils constituent un climat plus favorable à l'éclosion des fortes personnalités. Qui soutiendra que la petite Grèce de jadis, par exemple, n'avait pas plus d'âme que la gigantesque Perse, la

petite Autriche d'aujourd'hui, plus que la grande Autriche d'hier, l'Irlande mutilée de Valera plus que l'Irlande unifiée d'avant la révolution, le Portugal de Salazar plus que beaucoup de grands peuples de ce monde?

*

* *

Voilà une mystique qui relèverait la politique assez haut, croyons-nous, au-dessus de l'idéal des politiciens. En ferons-nous la loi de notre vie? Nous sommes à la croisée des chemins. Le fait est par trop évident: le Canada français s'achemine vers de rapides et souveraines décisions. Quelles seront-elles? Depuis 1867 une brisure s'est faite dans la ligne de notre continuité historique. Nous dégager pour nous réaliser, n'est plus une consigne nationale. Nous avons à choisir: être, dans l'on ne sait quel drame américain, des figurants anonymes bientôt évanouis, ou jouer une partie splendide qui sera la nôtre, une partie d'hommes et de civilisés. Pour quelques-uns, on le sait, l'humilité nous imposerait de nous replier sur nous-mêmes, c'est-à-dire sur notre petitesse; elle nous interdirait de rêver petit ou grand, fût-ce à la mesure de notre foi. Telle est pourtant notre destinée que nous n'avons le droit ni de rêver ni de vivre médio-

crement. Nous renouer à un grand passé, réaliser un grand avenir, c'est notre programme de vie et notre seule chance de vie. Pour accepter ce destin, sans peur comme sans orgueil, il suffirait de nous souvenir que c'est le propre de tout peuple catholique d'avoir une grande histoire.

L'HISTOIRE, GARDIENNE DES
TRADITIONS VIVANTES¹

Eminence²,
Excellence³,
M. le Maire⁴,
Mesdames, Messieurs,

Je vous arrive bien tard avec un sujet bien vieux. Heureusement que, dans un congrès, rien n'est plus original que traiter son sujet.

L'Histoire, gardienne des traditions vivantes... Beau titre de discours à tout prendre, et que j'entends m'approprier comme un hommage à mon métier, à la grande discipline historique, à ces artisans importuns qui, non contents de déranger les morts, dérangent aussi les vivants: les historiens. « Histoire », produit le plus dangereux que

1. Discours prononcé au deuxième congrès de la langue française, à Québec, le 29 juin 1937.

2. Son Em. le Cardinal Rodrigue Villeneuve, O.M.I.

3. Lord Tweedsmuir, gouverneur général du Canada.

4. Son Honneur M. Ernest Grégoire, maire de Québec.

la chimie de l'intelligence ait élaboré, « stupéfiant, paradis artificiel, qui enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, entretient leurs vieilles plaies... », ont dit des esprits décadents, en veine de boutade et de paradoxe, et qui s'occupent de l'histoire, dans la crainte, sans doute, qu'elle n'ait point à s'occuper d'eux. Assurément l'histoire serait une vaine et sotte discipline, si elle ne savait reconstituer à un peuple que son image inanimée ou irréelle. Le passé n'est rien s'il n'est vérité et si on ne peut lui demander, comme au grain mort en terre, un élan vital, une propulsion vers l'avenir. Mais précisément l'Histoire n'est-elle que mensonge? Et n'est-elle que le passé mort, une nécropole fréquentée par des ombres impuissantes ou trompeuses? Faut-il lui refuser tout prolongement dans le présent, sur la vie, la moindre prise? Ceux-là seuls ont le privilège de le penser qui se font, de la succession et du dynamisme des époques, la plus enfantine des conceptions. L'Histoire, oserais-je dire, et sans aucune intention de paradoxe, c'est ce qu'il y a de plus vivant; le passé, c'est ce qu'il y a de plus présent. Nul besoin, non plus, pour leur donner force propulsive, de les écrire ou de les raconter. Nous les portons dans nos esprits, dans nos yeux, dans nos veines. Les doctrines prêchées par nos pères, les monuments élevés par

leur génie, le visage humain donné par eux à la patrie, bref, l'ensemble des hérédités que nous tenons d'eux, tout cela agit en nous, sur notre intelligence, notre sensibilité, nos sens; et tout cela commande, souvent à notre insu, le plus grand nombre de nos réflexes et de nos gestes. Que dis-je? Nous avons, dans l'échine, la gélatine ou le cran des aïeux. Non, un peuple ne se sépare pas de son passé, pas plus qu'un fleuve ne se sépare de sa source, la sève d'un arbre, de son terroir. Nulle génération n'a puissance de se commencer absolument à soi-même. Il peut arriver et il arrive, qu'une génération oublie son histoire ou y tourne le dos; elle le fait alors sous la poussée d'une histoire qui a trahi l'Histoire. Et si aujourd'hui nous sommes ici, le coeur étroit d'une poignante inquiétude et en quête d'une foi, ne serait-ce point que, derrière nous, une génération aurait manqué de foi et aurait oublié d'être inquiète?

L'Histoire, reconstitution, condensation du passé, porte donc en soi-même un redoutable dynamisme. Que rien ne vienne fausser son magistère ou le rendre déficient, et c'est trop peu que de lui assigner, dans la vie d'une peuple, le rôle de boussole ou de gouvernement. Non contente de guider vers le but, elle y achemine, elle y pousse par une force intérieure souvent irrésistible.

L'Histoire garde à un peuple cette chose essentielle: sa tradition vivante. Et voici encore un grand mot, une grande réalité, qu'il convient de dégager de notions confuses. Pour quelques-uns, tradition est synonyme de menues coutumes: coutumes familiales, paroissiales, nationales, telles que, chez nous, par exemple, la bénédiction paternelle du jour de l'an, la distribution des étrennes par l'Enfant Jésus. Traditions, si l'on veut, mais fleurs ou fruits d'une tradition plus vraie, plus profonde, où chacun aperçoit l'esprit chrétien de la famille, l'autorité chrétienne, patriarcale du père, elles-mêmes rattachées à la grande tradition catholique de notre race. Pour d'autres, et c'est le grand nombre, qui dit tradition, dit routine, à tout le moins quelque chose de statique, de figé, une sorte de résidu archéologique cristallisé, il y a des siècles, au fond de l'âme d'une nation.

La simple étymologie proteste déjà contre pareilles définitions. Tradition veut dire livraison, transmission. Et puisqu'il s'agit ici de la transmission d'un legs moral, et d'une transmission par un organisme vivant, en évolution constante, forcément la réalité s'impose d'un legs moral qu'on peut supposer identique à soi-même en son fond, mais qui, de génération en génération, ne laisse pas, de se modifier, de s'enrichir d'éléments nou-

veaux. A parler net, qui dit tradition, dit continuité, avance constante, enrichissement perpétuel; et, par cela même, l'on ne saurait concevoir de tradition, que la tradition vivante. Au sens le plus général du mot, qu'est-ce autre chose que les caractères, les lignes maîtresses d'une histoire? On l'a dit justement: ce sont les « constantes » d'un peuple, ses lignes de force. Et le mot évoque la pensée intérieure, le plan architectural selon lequel un peuple bâtit son histoire, alors que, fidèle aux impulsions spécifiques de son âme, il vit, crée, évolue, mais sans jamais briser ses lignes de fond, restant consubstantiel à son passé, à ses ancêtres, au génie de sa race.

Comment surfaire, après cela, le rôle de la tradition? Bâtir la vie, l'avenir d'un peuple, sans regarder ni aux fondements ni aux pierres d'attente, sans tenir, sous ses yeux, le dessin général de son destin, cela peut arriver aux chefs d'Etat, qui tiennent le savoir ou le bon sens pour encombrant; et cela peut arriver aussi aux collectivités prises de la folie de l'aventure ou du suicide; cela n'arrive point aux vrais chefs de peuples, non plus qu'aux collectivités d'esprit français qui prétendent toujours garder raison. Qui ne voit aussi que définir le rôle de la tradition, c'est définir, du même coup, le rôle de l'Histoire? Les « constantes », les lignes de force, qui les découvre dans

l'amas et le déroulement emmêlés des faits? Qui les peut dégager, dans le paysage du passé, aussi nettement que, sur une carte routière, les voies maîtresses? A quoi sert l'Histoire? Préserver un peuple des faux aiguillages, l'empêcher de construire sa vie de travers, de se forger des moeurs de travers, un enseignement public, une éducation de travers; le sauver des solutions économiques, sociales ou politiques improvisées; l'empêcher de jouer, entre les mains de ses chefs politiques, le rôle de cobaye de laboratoire; rendre ces chefs politiques capables de suite dans les idées, capables même de directives nationales: autant de services que l'on peut demander à l'Histoire de son pays, sans compter quelques autres de pareille insignifiance.

II

Mais ces constantes, me demanderez-vous, quelles sont-elles, pour nous, Canadiens français? Nos lignes de force, les pouvez-vous indiquer en notre passé? Besogne facile: notre première constante crève les yeux. Notre tradition religieuse, notre foi catholique, répondez-vous. Oui et non. Le catholicisme a tout créé, tout animé chez nous; souvent même il a tout redressé, tout guéri. Voyons en lui beaucoup plus que notre grande tradition.

Il transcende toute notre vie, il vivifie tout notre être. Et pour ce rôle suprême, j'hésite à inscrire, parmi nos traditions, ce qui en est plutôt l'âme même. J'entends, du reste, me placer sur le terrain strictement humain et national. Et je dis que notre première constante, c'est notre vocation paysanne. Nous sommes nés et nous avons grandi en paysannerie. Tous nos fondateurs, depuis Champlain, tous nos gouverneurs, nos intendants, les rois, Richelieu, Colbert, ont conçu la Nouvelle-France sous l'aspect agricole, paysan d'abord. Ils ont voulu autre chose, je le sais. Mais ce qu'ils ont voulu, avant toute chose, ce fut un solide pied à terre, un enracinement au sol dans la vallée laurentienne. Et quand Richelieu, écho de Champlain et des missionnaires, fixait à l'entreprise des Cent-Associés des fins apostoliques, le grand ministre imposait, du même coup, à l'évangélisation indienne, le point d'appui d'une colonie de peuplement, d'une paysannerie catholique et française. Impossible d'ailleurs de se représenter l'établissement de ce pays, sinon sous l'aspect d'une marche, d'une avance de défricheurs à travers la forêt, un cheminement de fermes par boutures, un proviement de clochers, un champ qu'une grande magique élargit au pas de course: la race de Louis Hébert et de Robert Giffard.

En même temps, dans l'âme de ces paysans

ou de ces fils de paysans de la Normandie, du Perche, de l'Anjou, du Poitou, de la Saintonge, de la Picardie, de la Champagne, je vous prie de noter l'étonnant dédoublement: faiseurs de terre, créateurs de pastorales, ils entendent mener de front l'élaboration d'un grand poème héroïque. De leurs fils, ils donneront une moitié à la culture du sol, l'autre moitié à l'aventure. Fondée pour l'évangélisation, la colonie, de par sa vocation apostolique, allait être poussée en dehors de la vallée laurentienne, vers les disséminements indiens de l'ouest, du sud, du sud-ouest et du nord. La géographie du pays, le commerce des fourrures, vont bientôt ajouter à cet idéal de charité, leurs puissantes impulsions. Commencée avec Champlain, les missionnaires, les engagés, les interprètes des compagnies, lancée de l'avant, régularisée officiellement par Talon, Frontenac, l'expansion française à travers le continent va prendre l'ampleur que vous savez. Elle s'arrêterait au golfe du Mexique, à la Mer d'Hudson, aux contreforts des Rocheuses, au versant occidental des Alléghanys. Quand s'est achevée l'épopée française, jamais peut-être plus infime poignée d'hommes n'avait mis, sous ses pieds, autant d'espace. Jamais, en tout cas, en pareil espace, si petit peuple n'avait semé autant d'énergie, autant de civilisation, autant de foi. Qu'en

ce temps-là, la métropole, jugeant à point cet effort, l'eût voulu seconder, et, sans le moindre doute, ces Français eussent conquis, civilisé les deux tiers de l'Amérique du nord, fait une réussite à nulle autre comparable en l'histoire coloniale.

La constante, le dessin de notre première histoire, vous apparaît donc en pleine lumière: une forte position paysanne, dans un domaine limité; puis, tout à l'entour de ce domaine, et pour satisfaire un extraordinaire besoin d'action, de conquête, d'apostolat, une aire sans bornes où jouer l'aventure, créer de l'héroïsme, de la grandeur. Tout à l'entour de la pastorale, une marge immense d'épopée. « Qu'on le veuille ou non, nous sommes racés », ai-je lu dans un ouvrage récent d'une jeune Canadienne française⁵. Racés, oui fortement racés par toute cette histoire, par les hérédités que nous tenons d'elle. Et quand je vois qu'avec ces Français, entraînés hier à la conquête d'un empire, l'on voudrait faire aujourd'hui un peuple de domestiques et de manoeuvres, pas même maître de sa *réserve* québécoise, je comprends que la jeunesse s'insurge contre ce destin et qu'elle jure, sur la tête de ses pères, de ne jamais l'accepter.

Il y eut 1760. Nous perdons l'empire. Mais

5. Mlle Jeannine Lavallée.

nous gardons nos positions paysannes. Repliés sur la terre laurentienne, nous allons nous cambrer les reins pour une oeuvre aussi audacieuse, aussi émouvante que la conquête de l'Amérique: notre survivance française. Au lendemain du traité de Paris, nos pères, s'étant comptés, n'eurent pas de peine à se reconnaître pour le peuple le plus infime de la terre et apparemment le plus inorganique. Par bonheur leur foi catholique les avait vertébrés; elle les avait habitués à ne pas attribuer aux choses matérielles une valeur absolue, à vivre pour un idéal de dépassement. Leur culture, celle de la France du dix-septième siècle, leur avait fait une âme de force et d'équilibre. Leur propre histoire, sur leur propre terre, leur avait laissé dans l'esprit, une image grandiose, d'exaltante fierté. Hier, appuyés sur leur paysannerie, ils étaient partis de là pour la conquête d'un continent; retranchés aujourd'hui derrière les mêmes positions, voyez quelle ambition va concevoir ce peuple minuscule. Dans un empire étranger à sa foi, à ses lois, à sa langue, devenu par surcroît, à la faveur de la guerre de sept ans, la première puissance de l'Europe, un groupe de 65,000 gueux forme ce propos: rester soi-même, vivre sa vie, garder, porter son flambeau à soi. Ce sera une lutte de paysan: lutte de l'athlète trapu, patient, qui ne connaît ni l'usure physique, ni l'u-

sure morale, et qui sait que, les pieds solidement plantés sur sa terre, il finira par avoir raison de l'adversaire. Suivez-le bien : la ligne maîtresse de son histoire est encore facile à découvrir. Pour formule inspiratrice de sa vie, de sa politique, il n'en veut qu'une : se dégager de l'étreinte du conquérant, se dégager un peu plus chaque jour, accroître, d'étape en étape, son autonomie, tendre, de toute la tension de son âme, vers la fierté d'un destin français. Cette formule, je vous prie encore de le noter, embrasse assurément la défense des lois, la défense des mœurs, la défense de l'école, surtout la défense de la langue. Mais elle embrasse bien davantage ; elle vise encore plus haut. Elle vise jusqu'au gouvernement, jusqu'à la plénitude de la puissance politique : tout l'ensemble par quoi un peuple peut sauvegarder ses attributs ou ses caractères nationaux, et s'assurer, avant toute chose, une vie organique, un plein épanouissement matériel et spirituel. D'admirables arrangements providentiels vont aider l'effort du petit groupe audacieux. 1774 lui valait la liberté civile et religieuse ; 1791 lui apportait un commencement de liberté politique et, théoriquement, l'érection de sa province en Etat français ; suivent alors cinquante années de luttes pour l'amélioration de la liberté politique ; maîtres du parlement, nous entendons aussi le devenir du gouvernement ; puis,

en ce drame, deux péripéties tragiques: l'insurrection de 1837, l'annexion de notre province au Haut-Canada en 1841. Un an à peine nous suffit à parer le dernier coup; nous transformons l'Etat unitaire en Etat fédératif; en 1848, nous partageons, dans un cabinet de coalition, l'exercice de la puissance politique, suite de l'autonomie coloniale conquise en partie par les nôtres; enfin, en 1867, nous faisons sauter les dernières lisières de 1841; le Bas-Canada ressaisit son individualité politique et nationale; l'Etat de 1791 est reconstitué, avec ce complément qu'à l'exercice du pouvoir législatif, nous joindrons désormais l'exercice de la puissance exécutive. Cette année-là, notre programme de 1760: nous dégager pour nous réaliser, pour le profit et pour la joie d'un destin à nous, eût donc pu connaître un nouveau et solennel triomphe. A cette étape de notre vie, que nous a-t-il manqué? Quand plus que jamais nous avons besoin de ne pas perdre de vue nos lignes de force, pourquoi, chez nous, le magistère de l'Histoire a-t-il choisi cette heure pour se taire? Au lieu de borgnes et de sous-ordre, que n'avons-nous alors mérité de la Providence des guides, des chefs, d'esprit assez solide et réaliste pour saisir la portée de la récente évolution politique, et, tout d'abord, pour retenir le sens de notre avenir, le seul autorisé par notre passé et ses constan-

tes? Cette simple et heureuse fortune, nous eût valu de voir naître, il y a soixante-dix ans, ce que nous avons alors demandé et obtenu : un Etat français, avec une politique française, nationale. Et aujourd'hui, en cette fin de juin 1937, nous ne serions pas ici, hélas, pour nous interroger avec angoisse sur notre sort, enregistrer surtout des reculs et des défaites, mais bien plutôt pour consolider nos positions et reprendre la ligne montante de notre histoire.

III

Apprenons maintenant ce qu'il en peut coûter à un peuple de quitter les lignes directrices de sa vie. Mais ayez pitié, je vous prie, du pauvre historien obligé de broser ce tableau peu réjouissant.

Nous avons d'abord perdu, en l'aventure, notre position paysanne. Je le sais : nous avons gardé notre ancien domaine agricole. Nous l'avons même agrandi sur plusieurs points. Il reste que nous ne sommes plus un peuple en majorité agricole ou paysan⁵. Et nous subissons vers le prolé-

5. Peuple éminemment agricole, nous ne le sommes même plus, proportionnellement aux autres races du Canada. Voici ce que nous apprennent les statistiques : 28 pour cent de la population active d'origine française est employée dans l'agriculture, comparativement à 23 pour cent de la population active d'origine anglaise, à

tariat un glissement que nul ne sait plus comment freiner. Désordre d'indicible imprévoyance! Car le mal n'est pas léger; dans l'ordre économique et social, c'est, pour un peuple, l'un des plus graves qui se puisse produire. Nous l'avons soldé par l'avilissement de notre classe moyenne, celle-là même que tous les peuples regardent comme leur plus solide armature. Le mal ne s'est pas fait, non plus, en un jour, à la suite d'événements catastrophiques. Il a cheminé, dans notre organisme, à la façon d'un cancer. Préparation lente et sourde; éclosion voyante, hideuse, qui nous ronge depuis près d'un siècle. L'émigration des nôtres aux Etats-Unis fut-elle autre chose, en effet, qu'une affreuse, une interminable hémorragie, provoquée par le même mal? Avant 1848, quand l'administration de nos terres dépendait d'un petit comité de Londres; avant 1867, quand nous ne possédions sur notre politique qu'un demi pouvoir, il nous était loisible de rejeter sur d'autres la

30.5 pour cent de celle d'origine irlandaise et à 27.1 pour cent de celle d'origine écossaise. Quant aux autres races qui forment la population canadienne, le pourcentage de leur population active employée dans l'agriculture dépasse 50 pour cent, excepté toutefois les races juive, italienne, chinoise, et japonaise. Donc la population d'origine française a proportionnellement moins de cultivateurs que les autres, excepté les Anglais et les Ecossais (Chiffres empruntés à la *Liberté* de Winnipeg, 21 juillet 1937, p. 2).

responsabilité de nos malheurs. Maîtres de notre gouvernement, non seulement nous n'avons pas réussi à enrayer le mal; nous avons même réussi à l'aggraver. Jadis nos gens se déracinaient par nécessité; aujourd'hui ils se déracinent par fantaisie. Cependant ces campagnards peuvent voir, dans les villes et les forêts, le régime de parias fait souvent aux leurs, à la solde d'employeurs et d'une finance sans entrailles; ils sentent, comme tout le monde, la dure servitude économique qui s'appesantit sur cette province. Ces spectacles, leur passé, leur secret instinct, les devraient avertir qu'une puissance leur reste qui les pourrait encore garder libres ou les refaire libres: la terre. La terre, hélas, et voilà bien où apparaît la responsabilité d'en haut, les terriens n'ont plus que le goût de la désert.

Notre première position stratégique perdue ou compromise, avons-nous gardé les autres? Qu'est devenue la mystique de notre destin français? Je l'ai dit tantôt: 1867 aurait pu et aurait dû nous servir de tremplin pour un nouvel élan vers l'autonomie, vers un épanouissement toujours plus complet de notre réalité française. Pour étrange et défectueuse que soit la constitution fédérative, et si confuse qu'on veuille faire l'idéologie nationale des « Pères » de la Confédération, il reste que 1867 consacrait de nouveau, en notre faveur, deux

principes vitaux: celui du provincialisme et celui de la nationalité. Ici, dans le Québec, des institutions politiques incomplètes, mal définies, je le veux bien, étaient mises entre nos mains. Je persiste à croire cependant qu'une race d'hommes virile, douée d'adresse, et surtout d'énergie, eût pu tirer de ces institutions à peu près ce qu'elle eût voulu. De ces races d'hommes, qui n'en connaît, en cette province même, que les textes ou les entraves constitutionnels n'eussent pas embarrassées? Sans doute, pareille action exigeait-elle une condition essentielle: garder bien en vue nos constantes d'histoire, garder un programme de vie nationale. Elémentaire clairvoyance, minimum de sens politique après tout; mais l'un et l'autre ont-ils bien dirigé notre jeu? J'accorde encore qu'il fallait harmoniser, coordonner centralisme et provincialisme. Mais harmoniser n'est pas, que je sache, toujours courber l'un devant l'autre, toujours sacrifier l'un à l'autre. Avons-nous fait ces distinctions? Au lieu de nous solidement établir dans un provincialisme ouvert et loyal, prêt à toutes les collaborations, si l'on veut, mais intransigeant sur ses positions constitutionnelles, notre tendance la plus habituelle n'a-t-elle pas été plutôt de traiter le provincialisme comme quelque chose d'étroit et de mesquin, de regarder vers Ottawa plus que vers Québec, comme si, là-bas plutôt

qu'ici, nous avons à jouer notre partie maîtresse? Nous nous plaignons aujourd'hui de compter pour peu dans notre pays et d'être parfois profondément méprisés comme race. Mais nous-mêmes quel cas avons-nous fait de notre qualité de Canadiens français? Il n'y a point qu'en certains salons de bourgeois anglo-manes que le titre est assez mal porté. Pour la plupart de nos prétendus guides politiques, le type de Canadien français le plus chic, le plus orthodoxe, n'est-ce point le Canadien français passé à la lime, démarqué comme un vieux sou, ou encore le Canadien français raccourci au lit de Procuste, ce qui nous permet de dire si élégamment: le « Canadien tout court »? Avouons-le, en toute franchise: notre formule de vie nationale depuis 1867 n'a plus été de nous dégager le plus possible, mais de nous engager chaque jour plus avant, sans issue, sans retour en arrière possible. Tout de même que notre suprême tremblement n'a plus été de n'être pas assez Canadiens français, mais de l'être trop, quand nous ne sommes pas allés jusqu'à demander pardon de l'être. En ce moment, après quatre-vingts ans de cette application à nous effacer, à nous faire oublier, nous constatons notre éviction progressive de tous les services fédéraux; quelques-uns s'alarment, et non sans raison, des prétentions envahissantes de l'Etat central; on pro-

clame le provincialisme, surtout le nôtre, en péril. Mais l'histoire dira que nous, Canadiens français, avons été plus que personne les fourriers de l'union législative.

Notre erreur a-t-elle été moindre sur le terrain proprement provincial? Sur la route de notre émancipation française, 1867 a-t-il vraiment marqué une nouvelle et glorieuse étape? Qui oserait prétendre, sans cruauté, que nous sommes maîtres en cette province? Qui oserait même soutenir que nous prenons tous les moyens de l'être? Le refoulement de notre petit peuple hors de la plupart de ses positions stratégiques et, plus que tout le reste, peut-être, le désarroi de son esprit, son anarchie intérieure sur la question nationale, témoignent où nous en sommes. Qui voudrait risquer une simple définition de notre doctrine nationale, serait bien à plaindre. Patrie, patriotisme, nation, autant de mots dont nous cherchons encore le sens dans le dictionnaire. S'il nous arrive de croire à l'existence d'une patrie, nous ne savons où la localiser sur la carte. Et pour ce qui est de savoir si nous sommes ou ne sommes point une nation, il y aurait grande imprudence à plébisciter la question. De l'inconsistance ou de l'incohérence de notre patriotisme, voulez-vous un signe entre quelques autres? Voyez le barriolage d'oriflammes ou de bannières prétendues nation-

les que nous arborons en des jours comme ceux-ci. Nul peuple au monde n'a plus de drapeaux que les Canadiens français et, pour cela même, nul peuple n'en a moins, ni n'arbore davantage le drapeau des autres. Que dis-je? Un peuple, nous? Une nation? Allons donc!... Un assemblage de confréries.

Avons-nous au moins gardé quelques-uns des stimulants qui, autrefois, ont soutenu nos pères, qui, dans leurs épreuves et leur pauvreté, leur ont permis de rester fiers? Et, par exemple, de notre grand passé, de la chanson de geste des conquérants de l'Amérique, quel souvenir, quelle image, subsiste en nos mémoires? La vérité crue veut ici que notre petit peuple qui aurait tant besoin d'être stimulé par le prestige de ses grandeurs historiques, n'en sache à peu près rien. A cet héritier d'une grandiose histoire, demandez de nommer un seul des conquérants fameux de l'hinterland américain. En vain chercheriez-vous, dans toutes les écoles du Canada français, dans tous les couvents, dans tous les collèges, une carte de l'ancienne Amérique française. Et si vous étiez tentés de demander au Canadien français moyen la définition des constantes de notre histoire, les lois directrices de notre vie depuis 1760; si vous osiez demander la même chose à la plupart de nos professionnels, à bon nombre de nos politiques, je

vous supplierais par pitié de n'en rien faire⁶. Cependant les mentors dédaigneux ne manquent point qui nous reprochent de trop agiter le passé. Il faudrait laisser les morts ensevelir les morts, cesser d'imiter ce personnage stupide de la fable, mort à contempler sa figure dans le miroir d'une fontaine. Hélas, si j'écoute les échos et les doléances de ce congrès, c'est d'une autre forme de suicide que nous sommes menacés.

J'ai peine, vous l'entendez bien, à me rendre jusqu'au bout de cette analyse. Une fois perdu le souvenir de notre passé et perdue aussi la ligne de nos aspirations nationales, l'âme vidée de tout stimulant, de toute image de grandeur, nous devons subir, comme une fatalité, le prestige qui s'étalait à côté de nous: l'éblouissante fortune anglo-saxonne. Nous l'avons subie, non comme un peuple adulte et robuste, à la façon d'un enrichissement spirituel, mais comme un sortilège, un

6. Je connais, pour ma part, un député de l'Union Nationale qui ignore l'existence du statut de Westminster. Pour guérir cette ignorance ingénue et, pour le dire en passant, je me demande pourquoi, au lieu de s'acharner à nous faire fêter le 1er juillet que personne ne fête, je me demande, dis-je, quel motif ou quelles influences occultes nous empêchent de célébrer, comme fête nationale de tout le Canada, l'anniversaire du Statut de Westminster, le plus grand jour de notre histoire, en somme, l'anniversaire de la proclamation de l'indépendance de notre pays?

envoûtement servile. Et, non seulement dans nos classes ouvrières ou moyennes; mais depuis le bas jusqu'au haut, elle nous a fait une âme de vaincus résignés et de mornes plagiaires. Confirmation de ce dilemme tragique où, selon Gonzague de Reynold, sont enfermés les petites nations et les petits pays: « Il n'y a que deux solutions pour eux », a écrit le grand écrivain suisse; « ou vivre selon l'originalité que leur ont conférée la nature et l'histoire, ou devenir forcément la réduction servile et terne, les satellites d'Etats plus grands ». « Réduction servile et terne », que de symptômes dénoncent cette funèbre métamorphose! Un esprit averti et courageux comme M. Victor Barbeau a pu nous montrer, avec preuves à l'appui, la langue française déjà descendue chez nous au rang de langue inférieure: capitulation que notre pays nous jette d'ailleurs à la figure. Ainsi que des enfants dénaturés s'amuseraient à barbouiller le portrait de leur mère, nous avons maculé le visage auguste de la Nouvelle-France. Le Québec fait de son mieux pour effacer son caractère de terre française. Cependant nous courtisons le tourisme, surtout le tourisme américain. A défaut de fierté ou de sens national, l'intérêt nous commanderait d'accuser le plus possible le caractère original de cette province. Nous n'avons plus même cette intelligence. Notre défi-

science psychologique se révèle à cet autre symptôme, qu'à l'inverse de tous les peuples doués d'un minimum de personnalité, nous nous révélons impuissants à faire la synthèse des cultures composites qui nous entourent. Nous ne savons plus choisir dans les moeurs, les modes qui passent à notre portée. Avec une passive réceptivité, nous prenons tout, nous copions tout, arts, moeurs, engouements, et, de préférence, ce qui répugne le plus à notre fond catholique et au bon sens français.

Enfin vous faut-il un dernier signe pour mesurer notre dénûment? Qu'est devenu le passionné besoin des ancêtres, d'agir, de rayonner au loin, la volonté d'expansion qui est le propre des peuples forts moralement, surabondants de vie? Cette soif de grandeur, ce besoin de rayonnement, ne sont pas totalement éteints. Je les retrouve dans l'extraordinaire poussée de notre jeunesse vers les missions lointaines: acte de foi, sans doute, que cet élan apostolique; mais aussi, n'en doutons point, protestation contre la médiocrité trop générale de notre vie. Signe, en tout cas, de ce qu'aurait pu accomplir, même sur le terrain national, le vieil instinct des ancêtres. Le malheur une fois consommé de l'émigration des nôtres aux Etats-Unis et à travers tout le Canada, un champ magnifique s'offrait à notre activité. Ces frères

que nous n'avions pas su garder, nous pouvions les suivre au loin, leur porter, dans leur exil, le réconfort du souvenir et de la fraternité: mission dont se fût acquitté spontanément un Etat fort ou simplement conscient. Soyons justes: notre clergé, nos communautés religieuses, quelques patriotes et quelques sociétés nationales, ont noblement compris leur devoir. En dehors de là, ayons la loyauté de le reconnaître, notre conduite envers nos frères dispersés a été simplement lamentable. Impuissants à pratiquer la solidarité, même entre nous, dans cette province, comment l'aurions-nous pratiquée envers ceux qui étaient partis? En leurs grandes heures de péril, quand ils avaient crié au secours vingt fois, il est arrivé que nous avons fini par les entendre. En dehors de ces heures, nous leur avons surtout offert des mauvais exemples. Eviter ici-même, au foyer de la race, ce qui aurait pu les scandaliser, cacher aux exilés nos mollesses, nos divisions, nos abdications; garder ici la foi pour qu'au loin on la garde; créer, au coeur de la Nouvelle-France, un foyer de vie intense, un foyer de civilisation pour rayonner, pour accomplir un haut devoir à l'égard de la famille française d'Amérique, tout cela, du moins jusqu'en ces derniers temps, a été, pour la masse de notre peuple et pour la plupart de ses dirigeants, le cadet de leurs soucis. Et qu'à l'heure

où je vous parle, de grands garçons et de grandes filles de la Saskatchewan et de l'Alberta, enfants de race française, puissent demander à leurs parents: « Qu'est-ce que la Province de Québec? », de l'air d'enfants qui demanderaient: « Qu'est-ce que le Groënland, ou qu'est-ce que la Cochinchine? », cela seul en dit long sur la puissance de notre rayonnement. Ainsi partout les malheurs d'un peuple qui oublie son passé, qui s'écarte de ses lignes de force: l'incohérence, la désintégration, l'abandon à la médiocrité, à la servitude, l'impuissance à vivre collectivement, le triomphe de tous les individualismes: tous les signes des nations qui s'en vont au vertige final. Pourtant non. Dans cette misère, un sens collectif, une solidarité, demeure, ne faiblit point: la solidarité du parti politique, le plus destructeur de tous les individualismes. Car en un temps où l'on dénonce, avec véhémence, et non sans raison, le fléau marxiste des luttes de classes, que mes amis politiques me pardonnent si j'ose dire que les luttes de parti avec ce qu'elles fomentent, au Canada français, de divisions, de haines stupides, de déformation des consciences, de folie collective, sont aussi funestes à un peuple que les luttes de classes. En tout cas, pour un petit peuple comme le nôtre, acculé de toutes parts aux solutions tragiques, le parti au lieu de la patrie, le parti au lieu de la nation, la

mystique du parti au lieu de la mystique nationale, ce peut être assez pour mourir; ce n'est pas assez pour vivre.

V

On me posera ici deux questions: toute notre histoire nous inclinait vers la fierté et la fidélité. D'où vient le rebroussement? Qui sont les responsables? Et sommes-nous guérissables? Les responsables? A quoi bon les nommer? L'Histoire n'est pas une potence. J'aime mieux répondre à la deuxième question. Car je suis de ceux qui croient à la guérison de notre petit peuple. Et nous ne sommes pas ici réunis pour chanter un *Libéra*, mais pour préparer un *Alleluia*.

Les remèdes, rien de plus simple que de les indiquer. Nous avons perdu notre base économique et sociale et notre base historique. L'effort urgent s'appliquera à les retrouver toutes deux. Nous retrouverons la première par la reconstitution et par le maintien de notre paysannerie. La vocation paysanne de notre peuple me paraît bien manifeste; je n'arrive pas à découvrir notre vocation au « secours direct ». L'on parle beaucoup, depuis quelques années, de capital humain; et l'on proclame son excellence sur tout autre capital. L'heure est opportune, pour nos gouver-

nants, de se souvenir que, pour faire une race saine, forte, attachée aux traditions familiales et nationales, nul milieu générateur n'a encore remplacé la terre. A ceux qui estimeraient trop élevé le coût d'une politique d'agriculture et de colonisation, rappelons qu'arrêter, par le temps qui court, le recul de la paysannerie, c'est prendre, contre les troubles sociaux, la moins coûteuse des assurances. A tous égards, sa politique agraire reste, pour le Canada français, sa politique vitale. Sans doute, serait-ce folie que de négliger certaine prédestination industrielle de notre province. Encore importe-t-il que, dans la mesure où pourra s'accroître l'attraction de la ville, s'accroisse davantage l'appel de la terre. L'essentiel, pour un pays, ce n'est pas de posséder les plus grosses industries ni les plus grosses villes; c'est de posséder la santé, laquelle est le résultat d'un équilibre: équilibre économique et social. Le premier article de notre programme comme la consigne suprême de tous nos chefs pourraient donc s'énoncer comme suit: restaurer d'abord, dans l'esprit paysan, l'amour, la dignité du sol; placer, par arpent ou mille carrés, le plus de Canadiens français possible; conquérir la terre québécoise jusqu'à ses extrêmes limites, jusqu'à sa dernière motte cultivable; à cette fin, poser en principe qu'aucun pouce de cette terre n'appartient au

marchand de bois, au landlord américain, au sportman parasite, avant d'appartenir au fils du paysan.

Le second remède est de même urgence. Quand un peuple est malheureux, désorienté, pour avoir rompu avec son histoire, la première nécessité est de s'y ressouder. Si seulement nous pouvions enfin découvrir que nous sommes Français et nous découvrir aussi la détermination de le rester! Voilà qui règlerait bien des questions, à commencer par les problèmes de notre enseignement et de notre éducation. Une chose est sûre: nos écoles ne peuvent se passer d'orientation nationale et nous ne pouvons être des Français artificiels, dévitalisés. Peuple minuscule en face de cette terrible Amérique, nous n'avons pas le choix d'être français, avec mollesse, avec dilettantisme, avec tous les flirts téméraires pour tous les snobismes: français, nous le serons de la tête aux pieds, avec intransigeance, à force d'énergie et d'audace, ou nous cesserons de l'être. Or, pour faire des Français de l'espèce viable, l'on n'a pas encore trouvé d'autre recette que d'élever les enfants à la française, dans des écoles françaises, dans une atmosphère française, avec un idéal français. Ce qui ne veut pas dire que l'on néglige ni que l'on dédaigne les autres cultures, mais que les langues et les

cultures secondes restent à leur rang qui n'est pas le premier.

L'orientation nationale pose aussi le problème politique. Abordons-le, en toute franchise, comme si, en ce pays libre, un prêtre avait le droit de prendre cette liberté autant qu'un clergyman. Notre constante sur le terrain politique et national, je l'ai assez répété et elle est assez manifeste : ce fut la passion de l'autonomie, le refus de nous laisser absorber ; une tension, dans toute la mesure légitime et possible, vers notre achèvement français. Autant dire que nous ne pouvons accepter aucunes lisières indues, de quelque part qu'elles viennent, fût-ce d'Ottawa. La Confédération, nous en sommes, mais pourvu qu'elle reste une confédération. Nous acceptons de collaborer au bien commun de ce grand pays ; mais nous prétendons que notre collaboration suppose celle des autres provinces et que nous ne sommes tenus de collaborer que si cette collaboration doit nous profiter autant qu'aux autres. Peu importe ce que pense là-dessus la vieille génération. Je sais ce que pense la jeune génération, celle qui demain comptera. A celle-ci prenez garde de donner à choisir entre sa vie, son avenir français, et un régime politique. Elle prétend bien n'être pas entrée dans la Confédération pour y vivre une vie nationale et culturelle appauvrie, mais plus riche ; non pour

être un peuple moins français, mais plus français. Pour ma part, je ne vois point quel texte constitutionnel, quelle obligation juridique ou morale, quel intérêt suprême du pays ou de l'Etat, nous imposent de mettre des bornes à l'essor de notre culture, à l'élan de nos aspirations françaises. En conséquence nous refusons de nous sacrifier, nous seuls, au maintien ou à l'affermissement de la Confédération. Et, pour le dire tout net: le rôle de Cariatides naïves et serves geignant sous les corniches de pilastres branlants ne saurait être, pour un peuple, un programme de vie nationale.

Décidés à ne pas subir de lisières illégitimes du côté d'Ottawa, nous estimerons assez inopportun, sans doute, de nous en imposer nous-mêmes, dans notre propre province. C'est ici, dans le Québec, que nous jouons notre destin. Ici que nous avons tâche de nous réaliser. Pour cette fin, en 1867, nous nous sommes dégagés de l'étreinte du Haut-Canada; pour cette même fin, nous avons fait triompher le principe fédératif; nous avons obtenu la résurrection politique du Canada français. Que déduire de ces prémisses, sinon qu'une politique canadienne-française, en cette province, n'est pas une politique facultative, ni simplement opportune, mais une politique nécessaire? Pas une politique de provocation; mais, pour le Canada français, sa politique naturelle, sa politique de

droit. Si notre histoire a un sens, et elle a un sens, notre seul destin légitime et impérieux, l'aboutissant logique de notre effort de 177 ans, pour nous dégager et vivre notre vie à nous, le but nettement visé par la flèche indicatrice, par la ligne toujours montante de notre histoire, ne peut-être que celui-ci: constituer, en Amérique, dans la plus grande autonomie possible, cette réalité politique et spirituelle, suprême originalité de ce continent, triomphe, chef-d'oeuvre d'un splendide effort humain: un Etat catholique et français.

Au surplus, j'y insiste: cette création est pour nous de nécessité vitale. Pendant ces jours, il a été beaucoup question de la langue, de sa défense, de son illustration. Prenons garde qu'à tant exalter la langue, l'on ne rétrécisse la question essentielle, qui est toute la question nationale. Car il faut nous le tenir pour dit: nous ne planterons pas artificiellement l'amour de la langue dans le coeur du petit peuple. Aucun amour du parler maternel ne tiendra, en particulier, contre notre asservissement économique. L'oeuvre urgente et première consiste à convaincre les Canadiens français, qu'à rester français, non seulement ils ne sacrifient aucune de leurs chances d'avenir, mais que ces chances ils les assurent et les accroissent. C'est la fidélité à leur sang, à leur histoire, à leur

culture, à toutes leurs énergies natives, doivent-ils apprendre, qui leur vaudra de créer le climat, les conditions les plus favorables au développement de leur personnalité humaine et culturelle, à la conquête de la dignité et de la fierté des peuples libres. Or qui voudra soutenir que l'Etat ait le droit de se désintéresser d'un si grave problème de bien commun? Qui voudra prétendre que les conditions dont je parlais, il y a un instant, vont surgir d'elles-mêmes, par le simple jeu du vieil automatisme libéral, sans l'intervention de l'Etat et de son pouvoir de coordination? Un devoir absolu, un rôle sacré s'impose à l'Etat: préparer, favoriser les conditions matérielles et morales, l'harmonieuse combinaison d'une politique économique et sociale et d'une politique de l'esprit, par quoi les Canadiens français, fils authentiques du sol, immense majorité en cette province, atteindront leur fin d'hommes et leur fin de nation.

Que les bonne-ententistes se rassurent. Je n'oublie point, pour autant, ceux qui vivent à côté de nous. J'espère seulement qu'un de ces jours prochains, nous apprendrons, nous de la minorité du Québec, à nous occuper de nos affaires sans en demander la permission au voisin. La bonne-entente, certes, j'en suis; et, pour en être, à défaut de mon esprit de catholique, il me suffirait de la tradition française en ce pays. Mais la

bonne-entente que je veux, c'est la bonne-entente à deux. La bonne-entente debout. Pas une bonne entente de dupes. Pas une bonne-entente à n'importe quel prix; doctrine de dégradation, où tout notre rôle consiste à émoucher le lion; mais la bonne-entente fondée sur le respect mutuel, sur l'égalité des droits. Et celle-là, j'oserai dire, l'ayant toujours pratiquée, et souvent seuls, cessons donc d'en parler comme si nous avions encore besoin de nous la prêcher ou de la mendier. Mais, comme un peuple libre et comme un peuple fier, ayons plutôt l'air, à l'occasion, d'être en état de nous en passer.

A ceux de nos compatriotes qui, à ce simple énoncé d'un Etat français, prennent une mine scandalisée, beaucoup moins inquiets du sort des leurs que du sentiment de la minorité, je dis: « Finirons-nous par découvrir que les Canadiens français comptent en cette province, pour 2,500,000 âmes? qu'ils constituent près des cinq-sixièmes de la population? que ce pays est celui de leurs pères? qu'ils ont le droit d'y vivre? et que la politique destinée à leur assurer la jouissance de ce droit, ne peut froisser, en réalité, que ceux-là que froissent notre existence ou notre simple volonté d'exister? ». Je leur dirai encore: « En définitive, que demandons-nous autre chose que la liberté de faire, chez nous, ce qui se pratique

dans toutes les provinces du Canada et voire de le faire plus libéralement qu'en ces provinces? Il existe des minorités ailleurs que dans le Québec. Les Canadiens français comptent pour 400,000 peut-être dans l'Ontario; les Acadiens forment le tiers de la population du Nouveau-Brunswick. Les bonne-ententistes voudraient-ils soutenir, par hasard, qu'il est chimérique, au Canada, de parler de traitement équitable pour les minorités, ou que, nous, du Québec, aurions besoin d'aller apprendre, en dehors de nos frontières, l'art de rendre justice à tout le monde? »

A nos compatriotes de l'autre origine et de l'autre culture, je tiendrais, d'autre part, ce langage que je n'estime ni impertinent, ni audacieux, encore moins injuste: « Nous sommes ici deux races, deux cultures, destinées à vivre l'une à côté de l'autre, à collaborer au bien commun de notre province et de notre pays. Vous, Anglophones, êtes fiers de votre sang, de votre histoire, de votre civilisation; et, pour servir le plus efficacement possible ce pays, votre ambition est de vous développer dans le sens de vos innétés culturelles, d'être Anglais jusqu'aux moelles. C'est votre droit; et, ce droit, vous avez assez de fierté pour le prendre sans le mendier. Et, certes, ce n'est pas moi qui refuserai de vous donner raison. D'autre part, aussi fiers de notre sang, de notre passé, de

notre culture, que vous l'êtes des vôtres, nous prétendons que notre droit est égal au vôtre. Nous voulons, nous aussi, nous développer dans le sens de nos innéités culturelles, être Français jusqu'aux moelles; nous le voulons, ni pour des fins uniquement égoïstes ni par orgueil racique, mais pour apporter, comme vous, à notre pays, la modeste contribution de nos forces spirituelles, persuadés, comme vous, toujours, que pareil idéal de vie et pareille volonté ne constituent envers quiconque ni une provocation ni un défi. Et honni soit qui mal y pense!

VI

Nous remettre en route vers ce grand avenir, nous ressouder à nos traditions, est-ce un vain rêve? Vous entendez d'ici la réponse des défaitistes: « Trop tard! Dessein trop élevé, gageure trop audacieuse! Tenir tête à un continent! Etre l'îlot que la mer ne submergera point quand déjà l'érosion fait tout branler... » Certes, que l'heure soit poignante et qu'il n'y ait pas un jour à perdre, je le sais trop. Quand le peuple voit les arbres montrer l'envers de leurs feuilles, il a coutume d'y percevoir l'annonce de la tempête prochaine. Nous sommes l'arbre aux feuilles à l'envers. Pour les peuples comme pour les arbres, je

le sais aussi, il n'y a qu'un temps où, mal poussés, il y ait chance de les redresser. Cependant nous sommes catholiques; le catholicisme est resté notre suprême ligne de force. Dieu, sa Providence, je les ai trouvés partout en notre passé; ils ont posé les prémisses de notre histoire; et je me souviens qu'ils ont coutume de mettre, en leurs ouvrages, de la logique et de l'esprit de suite. Le destin est élevé, dites-vous? Je vous réponds que les peuples catholiques, même les plus petits, ne sont point dispensés d'être grands. Les obstacles sont redoutables? Pour nous, je le sais encore, le seul état de sécurité, c'est l'état d'héroïsme. Notre foi nous y maintiendra. Notre catholicisme, que nous apprendrons à vivre, nous empêchera de mourir dans l'insignifiance, dans la honte de la démission.

La crise est effroyable, insistez-vous? Assurément, mais nombre d'exemples éclatants, dans le monde actuel, nous l'enseignent: la crise a été, pour bien des peuples, le départ d'une réaction vitale, puis d'une renaissance, puis d'une marche à la gloire. Et le cycle s'est déroulé avec une extraordinaire rapidité. A ces peuples, quel bonheur, quelle grâce est donc venue? Des hommes, des chefs, ont fait passer, sur leur pays, un souffle de grandeur. Et, tout de suite, l'on a vu ces pays, qu'on disait décadents et finis, s'arracher à la hantise de la mort, retrouver le sens de

leur destinée, puis la passion de vivre et de se refaire. Et le souffle de grandeur, où ces chefs sont-ils allés le chercher? Au creux du passé, dans la tradition vivante. Gonzague de Reynold a écrit, de l'un de ces peuples fortunés, le Portugal: « Toute nation, lorsqu'elle veut se relever d'une longue décadence, regarde nécessairement en arrière, au delà de cette décadence, vers l'époque la plus grande, la plus féconde et la plus glorieuse de son histoire. Elle y puise des exemples, surtout des raisons d'espérer: « Ce que je fus, je puis l'être encore ». Pour relever un peuple déprimé, c'est donc trop peu de chose que quelques réformes sporadiques. Lui insuffler des raisons idéales de vie, renouer ses traditions vivantes, le rejeter dans les lignes de force de son histoire, voilà qui importe par-dessus tout. « Gouverner » disait, l'autre jour, le duce italien, « ce n'est pas seulement administrer, c'est encore fixer de hauts signes au pays ». Le ministre des finances de Belgique disait, pour sa part: « Il ne suffit pas aux hommes de gouvernement d'être de bons intendants, ils doivent être des chefs, des exaltants ». Aux chefs, aux gouvernants de notre peuple, nous avons donc conscience de ne rien demander de surhumain, ni d'impossible, quand nous leur disons: « Soyez, vous aussi, des exaltants. Faites passer au-dessus de ce pays un souffle électrique,

le puissant courant d'une électricité qu'on ne vous reproche pas encore d'étatiser: l'électricité morale. »

De grâce, que l'on ne réplique point, avec les défaitistes: « Trop tard! Le peuple ne veut plus! » J'aurai le courage de prendre ici la défense de notre petit peuple. Sans doute, se révèle-t-il parfois bien inerte, bien décevant. Mais l'histoire m'a appris que d'ordinaire il vaut autant que ses chefs. Au surplus, quand tout un peuple est endormi, c'est qu'il y a eu quelque part des endormeurs. Je dénie le droit à ceux qui ne sont pas même éveillés, de reprocher au peuple son sommeil. Trop tard? Passons, Messieurs les dirigeants, autant de temps à faire quelque chose que nous en avons passé à ne rien faire; dépensez, pour le réveil national, pour le redressement de la conscience collective, autant d'activité, autant de millions, autant d'esprit d'organisation et de propagande, propagande de husting, propagande de radio, propagande de journaux, qu'il s'en est dépensé, en cette province, depuis soixante ans, pour nous insuffler les passions insanes de la politique; dépensez autant d'effort, pour nous éclairer et pour nous unir, que vous en avez dépensé pour nous aveugler et nous diviser; et alors vous pourrez parler de l'apathie populaire.

Trop tard? Mais vous ne voyez donc pas, vous

n'entendez pas ce qui s'en vient? Le souffle de grandeur, le voici qui commence à soulever une génération. Notre avenir nouveau, la jeunesse la plus intelligente, la plus allante, la plus décidée, le porte déjà dans ses yeux. Voilà pourquoi je suis de ceux qui espèrent. Parce qu'il y a Dieu, parce qu'il y a notre histoire, parce qu'il y a la jeunesse, j'espère. J'espère avec tous les ancêtres qui ont espéré; j'espère avec tous les espérants d'aujourd'hui; j'espère par-dessus mon temps, par-dessus tous les découragés. Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, notre Etat français, nous l'aurons; nous l'aurons jeune, fort, rayonnant et beau, foyer spirituel, pôle dynamique pour toute l'Amérique française. Nous aurons aussi un pays français, un pays qui portera son âme dans son visage. Les snobs, les bonne-ententistes, les défaitistes, peuvent nous crier, tant qu'ils voudront: « Vous êtes la dernière génération de Canadiens français... » Je leur répons, avec toute la jeunesse: « Nous sommes la génération des vivants. Vous êtes la dernière génération des morts! »

PRÉPARATIONS DES JEUNES À LEURS TÂCHES PROCHAINES¹

Vous m'avez posé cette question: « Comment concevez-vous la préparation des jeunes à leurs tâches prochaines? » — Je n'ai point de recette à vous offrir, non plus qu'une formule fragmentaire. Je n'ai à vous proposer qu'une formule « totalitaire ». Ce qu'il vous faut, ce que l'heure exige de vous, c'est moins une préparation spéciale qu'une préparation totale. Des spécialistes, oui; mais des spécialistes qui seront d'abord des esprits complets, entièrement faits et bien faits. Voulez-vous une formule plus expressive et plus nette peut-être? Ce qu'il nous faut? Des hommes et des saints.

I

Faites-nous des hommes.

Culture physique. — Quelques-uns disent: cul-

1. Extraits d'un cours professé à l'École de formation sociale de Vaudreuil, (15 août 1937) devant un groupe de la Jeunesse catholique indépendante.

ture physique d'abord. Les grandes tâches qui s'en viennent, veulent une race saine physiquement. Le grand effort moral entraîne de l'usure physique. Ceux qui ont fait notre pays, défricheurs, explorateurs — s'en souvenir serait opportun — ont eu besoin de muscles et de nerfs d'acier autant que d'énergie morale.

Ceux-là ont partiellement raison. En Amérique, une race faible n'a pas de chance de survie. A quoi bon d'ailleurs travailler à la survivance d'une race de rachitiques? Nous n'avons, Dieu merci, ni le sang malade, ni le sang épuisé des vieilles races ou des civilisations décadentes. D'autre part beaucoup s'effraient de symptômes inquiétants. Notre engouffrement dans les villes, la vie dans les taudis, la misère prolongée, issue du chômage, auront entamé, miné bien des organismes. Notre absence d'hygiène infantile, d'hygiène alimentaire, constitue des menaces permanentes. De bons médecins appréhendent la dégénérescence de la femme, de la jeune fille, par l'abus du tabac, des sports, de l'alcool, de la mode, en particulier de la mode d'hiver.

Ayez donc soin de votre corps, de votre santé. Ne visez pas à l'athlétisme qui est la force ou la beauté du corps recherchée pour elle-même, pour des fins d'amusement public, pour le sport commercialisé. Hommes complets, voulant vivre

une vie complète, restez fidèles à ce principe, conception de foi et de raison : le corps au service de l'esprit. Visez à l'organisme équilibré. Souvenez-vous qu'un exercice violent ne repose pas d'un grand effort intellectuel et qu'un sport trop spécialisé peut déformer le squelette humain. Souvenez-vous encore davantage que les plus forts en muscles ne sont pas toujours les esprits les plus fins ni les plus vigoureux. On l'a dit : l'Héraclès Farnèse, en dépit de la gloire de ses biceps et de son torse, porte, en somme, sur un cou énorme, une tête petite.

Je risque ces quelques conseils. Evitez les abus du tabac, de l'alcool, de la table : tout ce qui peut ébranler l'équilibre de l'organisme, l'intoxiquer ou l'alourdir. Evitez même le surmenage intellectuel. L'esprit doit travailler dans la santé. Toute surexcitation nerveuse déclenche, dans la direction de l'intelligence, des réflexes malsains.

Soignez votre maintien, votre tenue. Vous y trouverez profit physique et profit moral. À votre âge un maintien défectueux peut entraîner d'irréversibles déformations du squelette osseux, ou d'autres troubles physiques non moins graves. L'âme sculpte le corps, chacun le sait ; il faut aussi savoir que le corps sculpte l'âme. Le maintien a la vertu d'une auto-suggestion. Il faut penser comme l'on veut agir. Il faut aussi se tenir

comme l'on veut penser et agir. Vous voulez être une génération de rédempteurs? Ayez-en le cran.

Culture intellectuelle. — Vous aspirez à la fonction de guides, au rôle de chefs ou d'entraîneurs. Il y faut non seulement un esprit, mais un esprit d'élite. Qu'est-ce qu'un esprit? C'est l'intelligence en pouvoir de bien accomplir ces trois opérations: appréhender ou saisir la vérité, juger, raisonner. La rencontre de ces trois qualités n'est pas si fréquente. Appréhender la vérité suppose de la curiosité intellectuelle, puis la formation, la collaboration disciplinée des facultés inférieures, auxiliaires de l'esprit: sens, mémoire, imagination. Juger et bien juger n'est pas besogne non plus ni si facile ni si commune. L'opération exige de la loyauté, de la vigueur, le goût et la puissance de voir clair. Tant de gens ne peuvent pas voir le mal, l'erreur, où ils sont. Tant d'autres ne peuvent pas dire ou ne veulent pas dire: ceci est noir, cela est blanc; ceci est vrai, cela ne l'est pas; ceci est bien, cela est mal. Bien raisonner n'est pas une opération moins importante ni moins rare. Elle suppose un esprit en puissance de passer d'une vérité à une autre, en puissance de faire des déductions, d'enrichir indéfiniment ses acquisitions intellectuelles. Or, ici encore, tant de gens passent leur vie entre deux

vérités, n'osent jamais conclure, ne peuvent passer d'une vérité à une autre, sans prendre la tangente au lieu du chemin droit.

Et vous ambitionnez d'être plus qu'un esprit : un esprit-chef, c'est-à-dire un esprit qui voit plus vite que les autres, plus clair que les autres, plus loin que les autres. Pour la plupart vous venez de collèges classiques. Vous savez comme l'on forme ces sortes d'esprits. La méthode a pour objet de développer l'intelligence de chacun en vigueur et en finesse, de la mener à sa plus haute stature ; et il s'agit de se mettre à l'école de l'humanisme : un humanisme large, ouvert, qui cueille, partout où ils se trouvent, l'essence-culture, le potentiel-civilisation ; un humanisme qui, pour traîner avec soi tout le butin de l'art et de la littérature, ne se croit point tenu de boudier la science, encore moins la philosophie, encore moins la doctrine de la foi. Pour nous d'esprit latin, ce trésor réside principalement dans les œuvres de la culture grecque, de la culture romaine, de la culture française. Voilà notre patrie intellectuelle. Plus que d'autres, nous les estimons en accord avec nos prédispositions psychologiques héréditaires, avec les exigences innées, profondes, de l'intelligence française. Retenons toutefois que nous allons vers elles pour leur valeur éducative, c'est-à-dire, en somme, leur valeur humaine, leur

conformité plus parfaite avec les lois, les exigences essentielles de l'esprit humain. Retenons encore que ce qu'il faut leur prendre, c'est, en définitive, ce pourquoi nous nous mettons à leur école : leur vertu culturelle, le secret d'un art, une discipline éducatrice, une haute formule de civilisation. Avec ces cultures s'impose donc impérieusement bien autre chose que le contact rapide, éloigné, superficiel, du temps de collège, la simple approche par des études grammaticales ou par de menus exercices de version. L'on ne se passe point d'un contact long, assidu, personnel. C'est tout le programme de la formation collégiale qui est à reprendre, à développer, en étendue et en profondeur.

Ce contact, ne l'établissez point au hasard. Procédez avec discernement, avec esprit de suite, allant, par exemple, d'une culture à une autre, d'un siècle à un autre. Si le temps vous manque, ne vous attardez qu'aux sommets. Chaque jour néanmoins, sachez vous ménager les corps à corps bienfaisants avec les livres forts, les œuvres des grands artistes, des grands penseurs, celles qui prennent toute la mesure de l'esprit et qui quotidiennement obligent à se dépasser. Rien de sain, rien de tonifiant comme d'étudier le front dans la main. Évitez l'éparpillement. Pas trop de revues, pas trop de journaux. Quelques-uns et

quelques-unes, ceux et celles que l'on ne peut ignorer, où il y a quelque chose à prendre et où l'on ne prend que ce qu'il faut prendre. Les livres d'abord et toujours; les beaux, les grands livres.

Les œuvres de jeunesse vous sollicitent parfois à l'action prématurée, démesurée. Ecartez cette tentation si fréquente: faire passer la culture spéciale avant la générale, s'instruire avant de se former l'esprit. Le sport trop spécialisé, avons-nous dit, compromet l'équilibre corporel. La spécialisation intellectuelle prématurée ou trop poussée compromet l'équilibre de l'esprit. Demandons-nous si, dans le passé, l'échec partiel de nos œuvres de jeunesse n'est pas imputable à cette erreur de méthode. L'on a formé une foule de braves gens, mais vite usés, décevants pour leur tête vide, leur esprit superficiel. Ils sont restés quelque part, au bord de la route. J'appelle, entre autres exemples, se spécialiser mal à propos, étudier la question ouvrière ou agricole, avant de solides études d'économie sociale et politique, de sociologie générale; et procéder à celles-ci avant de bonnes études de philosophie et de doctrine religieuse.

Rappelez-vous que seuls comptent, en définitive, les esprits vigoureux, équilibrés, créateurs. Ne soyez pas seulement des esprits enregistreurs,

simples disques pour la réception fidèle mais passive, photographique, des idées des autres; visez à devenir au moins des esprits assimilateurs, personnels, assez puissants pour repenser la pensée des autres, mettre sur votre produit votre marque de fabrique. Visez même à devenir, si possible, des esprits créateurs qui saisissent dans la vérité des aperçus nouveaux, entre les vérités et les faits des relations, des déductions échappées au commun; de ceux qui créent, dans l'art, des formes d'expression nouvelles, qui voient, avant tous les autres, les maux de leur temps, de leur nation, de leur pays; qui les voient jusque dans leurs causes profondes; qui voient comment les guérir, comment préparer le prochain et le lointain avenir. Observez toutefois que, parmi ces esprits, les plus lumineux, les plus féconds, sont les esprits éclairés par le plafond. La lumière par le plafond, c'est ici la doctrine religieuse, la foi, lumière souveraine et ordonnatrice. Jeunes hommes d'action, prenez la résolution de vous installer dans la vérité et de partir sur le bon pied. Que de vies gâchées, ou qui vont en zigzags ou en catastrophes, pour un mauvais point de départ! Tout ce que vous ferez en dehors de la vérité ou contre la vérité, vous le ferez contre vous-mêmes, contre les vôtres, contre votre pays.

Formation sociale. — Vous n'êtes pas des hommes abstraits. Vous êtes actualisés par une cité, une nation, une foi. Votre formation d'homme ne sera complète que si elle vous articule aux principales tâches de votre vie, à vos dépendances. A la cité d'abord. Il faut créer en vous, dans les parties les plus nobles de votre âme, le sens social : sens des raisons profondes de la société, de ses devoirs, et, disons-le, pour nos temps malheureux, sens surtout de ses maux. La société n'existe que pour suppléer le dénûment de chacun. Les hommes n'y vivent que pour mieux vivre. La fin est sacrée : dégager l'homme de sa misère, de ses servitudes matérielles ; faire s'épanouir sa qualité d'âme, sa personnalité, lui préparer tout son destin, même éternel. La société devrait être fondée par conséquent sur l'entr'aide, sur des rapports naturels, spontanés de justice et de charité. Cependant qu'y voyons-nous ? La charité honnie par les forts comme une faiblesse ; par les mêmes, la justice observée à contre-cœur, sous la contrainte des lois ou sous la peur de la révolution ; d'un côté, des patrons d'un cynisme hautain, d'une ambition dure et rapace d'esclavagistes ; de l'autre, des multitudes d'esclaves, au travail ou sans travail, incapables de la moindre émergence de l'esprit, et, ce qui pis est, ayant

perdu eux-mêmes, dans leur misère, jusqu'au sens de la charité et de la justice.

Tableau de société, comme vous le savez, qu'on trouve ailleurs que chez l'étranger. Notre province catholique, par sa législation et par ses réalisations, devrait être à l'avant-garde des pays de ce continent. Normalement ce devrait être le pays d'Amérique le plus en santé, celui où les rapports sociaux se seraient établis dans l'équilibre, dans l'ordre le plus parfait. En est-il ainsi?

Vous êtes des mécontents. Vous estimez la société contemporaine mal faite, expression d'une civilisation antipersonnaliste, inhumaine. Vous l'estimez mal faite, en particulier, au Canada français: mal fait un état de société où une infime poignée de possédants détiennent toutes les principales sources de la richesse, presque toutes les sources de l'emploi; dominant par conséquent la vie économique d'une population française de 80 pour cent, dominant fatalement sa vie politique, menacent même sa vie culturelle; mal fait un état de société où l'immense majorité des employeurs, attardés aux lubies surannées du libéralisme économique, nous inoculent chaque jour le germe virulent des pires chancres sociaux; mal fait toujours l'état de société qui gruge nos forces paysannes, tend à rompre toujours davantage, entre les villes et les campagnes, l'équilibre normal

des populations, affaiblit indûment nos classes moyennes, condamne, rien que dans une ville comme Montréal, 80,000 jeunes gens au chômage avilissant et sans fin.

En ce tableau de misères, deux traits, plus que les autres, vous indiquent la grandeur et l'urgence d'une préparation aux tâches sociales: la poignante tragédie du chômage de la jeunesse; et cette autre tragédie — je ne vois pas d'autre mot — la servitude économique de vos compatriotes. Vous saisissez bien, je suppose, toute la différence d'âme et de sentiments qui sépare le chômeur de 1929, celui des débuts de la crise, du jeune chômeur de 1937; le premier avait déjà travaillé, touchait peut-être à la fin de sa carrière d'ouvrier. Le chômage l'a trouvé résigné ou à demi résigné. L'autre n'a jamais connu le travail, n'a pas espoir de le jamais connaître; il vit dans l'angoisse de ne jamais gagner un sou, de ne jamais fonder un foyer, de ne jamais mener une vie d'homme. Et cela dans un pays jeune, dans un pays riche, dans un pays qu'on lui a dit être le sien, celui de ses pères. Concevez-vous quelle menace grandit là contre ce que l'on est convenu d'appeler l'ordre social? A vingt-cinq, trente ans, que seront, que pourront être ces jeunes gens, sinon de parfaits abrutis ou des révoltés?

Encore plus inquiétante l'autre tragédie. Chez

nous le mal économique et social porte en soi une acuité, une gravité qu'on ne lui voit nulle part ailleurs. Il arrive ceci que l'infime poignée des grands détenteurs de la richesse et de ses sources sont presque entièrement d'une nationalité et que les autres, les petits ouvriers, les clients, la masse, sont d'une autre. Une population 80 pour cent canadienne-française voit donc sa vie économique dominée par une caste formant, à côté de la masse, un vingtième pour cent peut-être: caste différente de la majorité par l'origine, la langue, la foi. Cette domination entraîne, pour une part, du moins, la domination politique. Rien ne sert de prendre ici une mine scandalisée: c'est un truisme en démocratie parlementaire. Cette double domination rebondit après coup dans le domaine social et dans le domaine national; dans le premier, en faisant éclore et en nourrissant les chancres sociaux dont nous parlions tout à l'heure; dans le second, en faisant perdre à un peuple asservi, humilié, la foi au génie national, en l'inclinant à l'abandon de sa culture. Voilà notre mal, avec tous ses noms, tous ses aspects, tous ses chemine-ments. Je sais bien qu'il est de mauvais ton de voir et de dire ces choses comme elles sont. Il faut pourtant les voir et les dire. La peur intellectuelle est une lâcheté comme une autre et d'effet aussi funeste que les autres. La première condi-

tion pour qui veut résoudre un problème, ce pourrait être de ne pas s'en cacher les données. Je ne prétends point, notez-le bien, qu'avec des capitaines d'industrie ou de finance qui se fussent trouvés des nôtres, nous nous porterions mieux socialement. Trop de faits, hélas, et de trop récents, nous interdisent cette illusion. Mais le mal social resterait un mal social; l'élément passionnel qui l'aggrave dangereusement, n'y serait point. Je ne prétends pas, non plus, qu'en ce désordre qui nous atteint si cruellement, nous n'ayons notre large part de responsabilités. Notre faute ou notre sottise ne changent rien ni à la gravité du mal, ni à son caractère provocateur. Dites-moi: quel peuple réveillé, conscient, — je ne dis pas fier, mais simplement décidé à vivre — a jamais enduré pareille situation? Et voyez-vous à quel jeu dangereux se livrent ces charlatans d'opium que sont les bonne-ententistes à tout prix? Nous mangeons sous la table. Faisons-nous mine de nous dresser sur les pieds pour voir ce que l'on mange dessus, aussitôt quelqu'un est là pour nous crier: « Attention! Patience! la bonne-entente! » D'autres ajoutent étourdiment ou cyniquement: « La collaboration entre les deux grandes races! » Les bonne-ententistes de cette espèce, il faut le leur dire, sont des fauteurs de révolution. A des maux de cette gravité, le pire danger est de prê-

cher la résignation indéfinie. La seule consigne raisonnable, urgente, c'est de dire à la jeunesse: « Hâte-toi; travaille, outille-toi! Ressaisis au plus tôt les leviers de commande de notre vie économique; rétablis l'équilibre; de notre mal social extirpe le conflit national, l'élément passionnel; écarte la fatalité des solutions violentes! »

Votre tâche de redressement est celle-là, jeunes gens. Votre foi, plus que tout le reste, vous inspirera d'y travailler. Empêchez que demain, mesurant sa servitude et sa misère, notre peuple n'en arrive à se dire: « A quoi nous a servi notre catholicisme? » Seule, au surplus, votre foi vous donnera ce sens fort, lumineux, de la justice qui, tout en faisant détester l'exploitation des faibles, sait quand même concilier tous les droits. Elle seule vous hissera à ce sens élevé de la charité qui fait saisir toute la réalité de la fraternité humaine. Pour un seul homme privé de travail, ou de son juste salaire, empêché de vivre humainement, vous ressentirez de la souffrance; vous voudrez remuer la société. Votre foi vous indiquera surtout les vraies règles et la fin suprême de votre dévouement social: dégager, sauver, en haut comme en bas, la dignité humaine; préparer, chez les grands comme chez les petits, ce que l'on a appelé d'un fort beau mot: la *conversion à l'humain*.

Formation nationale. — La nation, autre réalité qui vous rappelle une autre dépendance. Je n'ai pas à vous apprendre, l'ayant tant de fois dit et redit, ce que l'homme doit à son milieu national ou culturel, de prédispositions psychologiques, de qualité d'âme. Vérité qui oriente l'un des grands sentiments de votre vie et l'un de vos plus hauts devoirs. Si nous sommes redevables de piété et d'amour à qui nous a donné le plus d'être: à Dieu d'abord, à nos parents ensuite, à la patrie enfin, à quelle patrie, dans l'ordre affectif, notre petit peuple doit-il accorder le suprême hommage? Qui nous a le plus façonnés, nous a donné le plus d'âme, le plus d'être, sinon cette réalité terrestre et spirituelle que nous appelons le Canada français? Vous savez quelle essence historique, sociale, morale, recouvre l'expression: Nouvelle-France. Vous savez de même de quels éléments tragiques s'entoure, chez nous, l'idée nationale. Elle ne se présente pas à nos esprits, sous l'aspect du flambeau serein, inextinguible, à qui il n'y a qu'à demander de la lumière. Elle est le flambeau en plein vent, en pleine tempête, à flamme souvent couchée, en péril perpétuel de tomber à la renverse ou de s'éteindre. De cette particularité vous devez tenir compte et pour votre formation et pour votre action prochaine. Ne confondez pas votre formation nationale de jeunes Canadiens français, avec

l'étude de l'histoire nationale. Avez-vous jamais songé à réduire votre formation religieuse à l'étude du catéchisme? Ne la limitez point, non plus, à la prise de possession de votre culture, quelque importance qu'il faille accorder à cette autre opération. Pour vous, et plus spécialement pour le jeune homme d'action, point de formation nationale sans la prise de conscience des réalités historiques, géographiques, politiques, où se joue l'avenir de notre culture; sans l'acceptation, autrement dit, de tous les postulats qui conditionnent dans le milieu où nous vivons, le salut et l'épanouissement de notre personnalité française. Et ces conditions, où entrent, à coup sûr, l'aménagement, la réforme du milieu, la préparation, l'exhaussement des âmes au niveau de la tâche, qui n'aperçoit leur caractère d'absolu? Oui ou non, sommes-nous déterminés à rester français? Oui ou non, savons-nous à quel prix nous avons chance de le rester? Si oui, que vaudrait, jeunes hommes, une formation nationale, sans autres convictions que des convictions demi faites, branlantes, sur des questions aussi primordiales que celles-ci: nature de notre être national, historique; qualité de notre destin, de notre mission; prix de notre culture, avantage de la conserver, de la léguer aux descendants; périls extrêmes de cette culture, moyens de la sauver, etc? S'il est vrai que nous

vivons périlleusement, comme peut-être pas un peuple au monde, n'est-il pas ridicule, stupide, d'espérer survivre, avec une vie nationale médiocre, au ralenti, avec une éducation d'orientation molle, indécise, propre à faire de nous rapidement une race d'insoucians et de moribonds? Là, franchement, ne serait-il pas temps de mettre fin à cette comédie?

Il faut en dire autant de la réalité économique. Si réellement notre déroute, en ce domaine, nous conduit à la dégradation sociale et à la démission nationale, quelle serait votre formation à votre rôle de Canadiens français, sans la vue de cette misère et sans la volonté de nous en guérir? Ne parlons pas ici de fatalités historiques ou autres. Je n'admettrai jamais, pour ma part, que ce qui est arrivé devait fatalement arriver. S'il y a les fatalités de la sottise et de la paresse, il y a aussi les fatalités du travail et de l'intelligence. Chacun, en effet, peut concevoir, au lendemain de 1867, des hommes politiques qui eussent aperçu quelque rapport entre l'économique et le national, et qui, en conséquence, eussent pris, dès lors, les moyens d'empêcher les forces économiques de tourner contre nous. Chacun peut concevoir une politique et un enseignement qui, en prévision du grand avenir industriel de la province, et pour nous réserver, en cet avenir, autre chose que la

miette du pauvre, eussent prévu, parmi les nôtres, la formation de grands techniciens. Chacun peut concevoir, en vue toujours du même avenir et des mêmes périls, une politique et une éducation qui eussent appris aux Canadiens français la solidarité économique, l'usage, la concentration de leurs capitaux pour fins nationales. Chacun peut concevoir encore une politique qui, pour suppléer à notre indigence financière, eût su ménager, entre les capitaux étrangers, quelque concurrence; eût fait appel à d'autres capitaux que les capitaux américains: capitaux français, belges, hollandais, etc., moins dangereux en leurs visées politiques ou nationales. Chacun peut concevoir enfin une politique qui n'eût pas ignoré comme l'on remue une collectivité, et qui, pour entraîner tout le peuple aux vastes et nécessaires labeurs, lui eût montré ces vues idéales: tout son avenir politique, national, culturel, engagé en l'aventure.

Pour toutes ces raisons, mes jeunes amis, la réalité politique — je ne dis pas: électorale, politicienne — ne saurait, non plus, rester étrangère à votre formation et à vos projets d'action. Vous avez à vous demander, dans quelle mesure un redressement, comme celui dont notre peuple a besoin, reste possible sans l'intervention de l'autorité politique. Ce que le Cardinal a appelé la « ressaisie de notre âme française, » réforme pro-

fonde de nos idées et de nos sentiments dans l'ordre national, une telle cure psychologique et morale a-t-elle chance de se produire sans une grande politique culturelle? Notre mal économique, notre mal social, maux si menaçants pour notre vie française, périls mortels, peut-on même dire, peuvent-ils être écartés, guéris, sans une action énergique de l'Etat, d'un Etat définitif et protecteur du droit et puissance de coordination? Si nous sommes aujourd'hui un peuple si humilié, piétinant dans l'incohérence, ne serait-ce point principalement, parce que, depuis 1867, notre politique aurait généralement manqué d'orientation nationale? Votre génération aura même à se demander si notre guérison, notre avenir restent possibles sans de profondes réformes institutionnelles. Le régime fédératif nous laisse-t-il suffisamment d'autonomie? Que faut-il exiger de lui? Un peuple peut-il encore attendre le salut du suffrage universel, tel que dévoyé par les politiciens? Est-il possible d'échapper aux cercles vicieux des démocraties parlementaires? En quelle mesure le corporatisme social peut-il remettre de l'ordre même dans les institutions politiques, nous faire échapper à l'Etat totalitaire? Autant de problèmes qu'il est urgent de poser et d'aborder: ce sont, pour nous, des problèmes vitaux.

Vous dirai-je que votre formation et votre

action nationales, vous les préparerez dans le même ordre élevé que votre formation sociale? Nous croyons à l'importance, à la légitimité du national; nous ne prétendons pas nous laisser limiter par lui. Nous savons ce qu'il porte avec lui, de richesse morale, spirituelle; nous nous y attachons pour cela même, pour ce qu'il aide, lui aussi, à l'émergence de l'esprit, à l'épanouissement de la personnalité humaine. Nous le voulons toutefois dans un ordre total: un ordre où il s'agence harmonieusement aux autres facteurs de vie: économique, social, intellectuel, politique, religieux, et où tout s'épaule dans l'essentielle coordination; un ordre par conséquent où les Canadiens français peuvent se « réaliser » pleinement, trouver à satisfaire leurs exigences profondes, atteindre, dans une légitime autonomie, leurs fins d'hommes et de nationalité; un ordre cependant où ils acceptent toutes leurs dépendances: dépendances à l'égard de l'Etat fédéral, dépendances à l'égard du reste du monde. Nul peuple, nul Etat, en ce monde contemporain, si lié, si imbriqué, ne peut se passer de l'ordre international, donner à ses nationaux, en dehors de cet ordre, tout leur bien humain. Tous les peuples, même les plus petits, les plus modestes, sont tenus de servir, dans la mesure de leurs moyens, l'ordre universel. Souvenez-vous toutefois qu'un peuple, un

Etat, ne servent bien l'ordre universel qu'autant qu'ils sont eux-mêmes une expression d'ordre. Souvenez-vous encore que, pour s'articuler utilement au reste du monde, il importe de ne point le faire comme peuple abstrait, cosmopolite, réalité d'ailleurs inexistante, mais par la seule contribution qui vaille, celle d'une saine et vigoureuse originalité.

II

Faites-nous des saints.

Oui, je dis bien. — La sainteté! Le mot ni la chose n'effraient plus la jeunesse. Vous commencerez par n'y pas renoncer. L'un des phénomènes les plus affligeants de notre monde chrétien, c'est le rétrécissement indéfini, le recul effroyable des frontières de la sainteté. Autrefois on la croyait accessible à tout le monde; on la croyait le devoir, l'aspiration obligatoire de tout chrétien. Aujourd'hui l'on ne sait plus à qui la réserver. La sainteté n'est pas le privilège nobiliaire d'une caste chrétienne. Elle est la vocation normale de tout chrétien. Vous saurez donc ne la pas sous-estimer. Le saint est un héros, le plus grand des héros. L'homme qui a dit à tout son être, à toutes ses puissances, à toutes ses passions frémissantes: « Vous n'accepterez qu'une loi: la loi de l'ordre, de la raison, de la foi »; l'homme qui

a dit aux prestiges du monde: « Vous ne m'aurez pas; vous ne m'arracherez aucune capitulation, aucune bassesse », celui-là est un héros sans égal. Le saint est aussi le héros le plus bienfaisant. Ouvrez l'histoire. Quand au fond des âmes, au fond d'une époque, vous apercevrez un sillage profond, lumineux, réconfortant, c'est qu'un saint a passé là.

Le saint, vous l'édifierez tout d'abord sur son fondement naturel: une saine nature morale. L'une des grandes misères canadiennes-françaises, c'est notre trop fréquente infériorité ou pauvreté morale. Nous ne manquons pas de talent; mais comme il est rare que le caractère soit de même hauteur que l'esprit! Combien de nos hommes, les plus brillants, ont fini en ratés! On dirait qu'au culte des vies en ligne droite, nous préférons le culte des lignes brisées. A ce point de vue, la politique ressemble à un champ de carnage. Dans un pays catholique et d'éducation catholique comme le nôtre, on cherche les hommes, l'homme public qu'en exemple à la jeunesse, on puisse hisser sur un piédestal.

Vos œuvres de jeunesse connaissent parfois des échecs. Pour une large part ces échecs, ne pourriez-vous les imputer à l'impréparation morale? Souvenez-vous: point de grande vie sans ascète. Tous nous avons à conquérir notre équilibre hu-

main; et, la conquête une fois faite, jusqu'à la fin de notre vie nous avons à veiller sur nos positions. Or l'équilibre humain est le prix d'une lutte pour le gouvernement de soi-même, pour la maîtrise de soi, pour l'émancipation de l'esprit, pour les droits de l'âme. Prenez note que telle faculté existe qui s'appelle la volonté, et que, pour accomplir sa fonction, elle exige de la culture, de l'entraînement, tout de même que l'intelligence. Que, tous les jours, dans votre vie, il y ait des rencontres avec l'effort, le sacrifice. Faites-vous une personnalité bien unifiée, bien centrée. Entre la tête et le coeur, n'admettez point de divorce. J'entends par là, entre autres exemples, un esprit correct, de droiture absolue en matière sociale, nationale, mais, au chapitre des mœurs, facile aux capitulations. La vraie, la forte personnalité est quelque chose d'*un*; et l'on n'y admet d'illogismes d'idées ou de conduite qu'au péril du tout. Lisez les grandes vies, vies des grands chrétiens, vies des saints; que toujours, sur votre table de travail, il y en ait une à portée de la main. Tous et tout le temps, nous avons besoin de ce tonique moral.

Je ne vous l'apprends point toutefois: pour le développement humain, le ferment tout-puissant, c'est la sève surnaturelle. Vous êtes sévères pour vos aînés. C'est votre droit de les trouver petits,

pourvu que vous acceptiez le devoir d'être plus grands qu'eux. Permettez-moi de vous poser cette unique question : que vaut votre préparation à la vie ? Étudiez-vous mieux que vos aînés ? Priez-vous mieux qu'eux ? D'un mot, vous formez-vous mieux qu'eux ? Vous dites : « Nous voulons donner la jeunesse au Christ ! » Vous proclamez le Christ, « votre grand frère ! » Mots magnifiques, mots féconds, s'ils expriment autre chose qu'un emballement verbal. Au vrai, quelle est votre vie profonde, votre vie surnaturelle ? De grâce, ne concevez point la vie chrétienne comme un roulement, un caporalisme, même consenti, librement accepté, de dévotions ou de pratiques religieuses. Dévotions et pratiques sont utiles, même nécessaires. D'une part, elles sont l'hommage du corps et de l'âme à Dieu ; de l'autre, la prière, la pratique des sacrements, par exemple, sont porteuses de vie, destinées à entretenir, à développer la vie. L'essentiel cependant, vous le voyez, c'est la *vie*, c'est de posséder la *vie* ; et la *vie*, c'est l'état de grâce — participation de la vie même de Dieu ; possession, dès maintenant, de la vie qui sera la nôtre dans l'au-delà. Pas de coupure, en effet, entre la vie du chrétien ici-bas et sa vie dans l'éternité ; pas d'autre coupure que celle qui va du germe à son épanouissement.

Comme je vous souhaite d'apprendre, tout d'a-

bord, en quel merveilleux courant vital, vous êtes jetés, vous vous remuez, vous grandissez! Revenez à quelques-unes des grandes, des riches notions théologiques familières aux plus humbles chrétiens des premiers âges, à la notion en particulier du corps mystique du Christ. Le Christ, tête, cerveau d'un corps dont nous sommes les membres; nous, c'est-à-dire l'église des triomphants, l'église des souffrants, l'église des militants; nous, chacun de nous, liés à cette communion des saints, à cette fraternité de vivants; mais liés d'abord au Christ, centre en quelque sorte d'innervation, d'où s'élance, à travers tout le corps mystique, la vie divine, comme dans l'arbre, la sève ardente, surabondante, projette, du tronc aux branches, son flux vital. Revenez à cette autre notion superbe: la présence de la Trinité dans le chrétien vivant. Vous êtes ambitieux de forte personnalité, d'un agrandissement indéfini de votre être, de votre vie. Savez-vous assez que l'état de grâce vaut à votre âme cette merveille: l'habitation de la Trinité: une habitation, une présence spéciale, toute autre que la présence générale de Dieu dans les choses? Mais alors quel dynamisme immense, tout-puissant, presque effrayant, est là, en vous, à votre disposition? Car ce Dieu-Trinité ne réside pas dans votre âme à l'état inerte, passif. Il est là ce qu'il est, ce qu'il ne peut pas ne

pas être : l'essentiellement actif, vivant. Oui, jeunes catholiques, vers cette cime peut s'envoler votre rêve de grandeur. Penser, agir, vivre, dans la foi, dans la certitude que l'on porte en soi ce dynamisme divin, qu'il n'y a qu'à le laisser agir pour s'acheminer vers la plus parfaite rectitude morale, reproduire les mœurs divines, s'amplifier et se suramplifier dans tous les sens. Etre de la race de Dieu, être à la lettre des fils de Dieu, tels sont vos quartiers de noblesse. Combien l'on comprend alors la justesse du mot de Léon Bloy : « La grande tristesse, c'est de n'être pas des saints ! » Savoir ce que c'est que la grâce, ce qu'elle peut faire de nous, ce qu'elle nous peut donner d'accomplir, et refuser la sainteté, c'est la plus illogique, la plus triste renonciation à la grandeur humaine ; c'est le refus du plus magnifique emploi de sa vie, du plus beau destin personnel.

* *
*

Donnez-nous des hommes et des saints. Et espérez. Pas de chevaliers à la triste figure. Notre peuple aurait-il démérité devant Dieu ? Serait-il sous le coup de quelque disgrâce irréparable ? De grandes fautes nationales, dans notre passé, je

n'en vois que deux: nous avons trahi nos minorités, c'est-à-dire l'école catholique et française, dans toutes les provinces du Canada. En 1899 nous avons commis une autre faute collective, extrêmement grave: nous avons prêté nos mains à l'étranglement du petit peuple Boer. Le crime fut accompli dans une complicité froide, absolue. Mais ces fautes, ne les avons-nous pas chèrement expiées? Souvent, depuis trente-sept ans, je me suis demandé l'explication de notre dur asservissement aux puissances économiques et financières. Comment n'y pas voir l'expiation du crime de 1899? Avec d'autres, et sans l'ombre de raison, nous avons alors arraché à un petit peuple, son indépendance, et nous l'avons jeté sous la botte de quelques forbans de la finance anglaise. Depuis trente-sept ans nous courbons sous la même servitude et sous une semblable humiliation. Nos fautes nationales, ne les avons-nous pas encore rachetées par l'offrande continue, croissante, de nos fils et de nos filles aux missions catholiques, par la même offrande merveilleuse de tant de jeunes pénitents et pénitentes, enfermés dans les cloîtres?

Espérez. Notre peuple est bien décevant, bien malade. Il n'est pas atteint si gravement que l'étaient certains peuples aujourd'hui en voie de renaissance. Nous avons à notre disposition tou-

SANT-SULPICE

tes les richesses de la culture française, toutes les ressources de notre catholicisme. Nous pouvons aussi compter sur la Providence, car notre péril est extrême. On me dit parfois: « la Providence, le Portugal l'a attendue trois cents ans. » Isolé, en bordure de l'océan, voisin d'une civilisation de même essence que la sienne, le Portugal pouvait attendre. Nous ne pouvons faire comme lui, logés où nous le sommes, menacés comme nous le sommes.

Moi-même j'espère, parce que vous êtes là. Souvent ma génération aura pris pour des aubes de résurrection ce qui n'était que des feux de paille. Le mouvement actuel de la jeunesse me paraît plus étendu, plus profond qu'il n'a jamais été. Travaillez; formez-vous; unissez-vous. Je vous le répète encore une fois: les idées ne marchent pas toutes seules; elles marchent si on les porte; on les porte par la parole, par l'imprimé, les livres, par l'action, par la prière. Portez-les loin; portez-les persévéramment. Pensez parfois à la légende du Chevalier des Croisades oublié en faction aux portes d'une citadelle d'Orient et retrouvé, deux cents ans plus tard, pétrifié, à son poste.

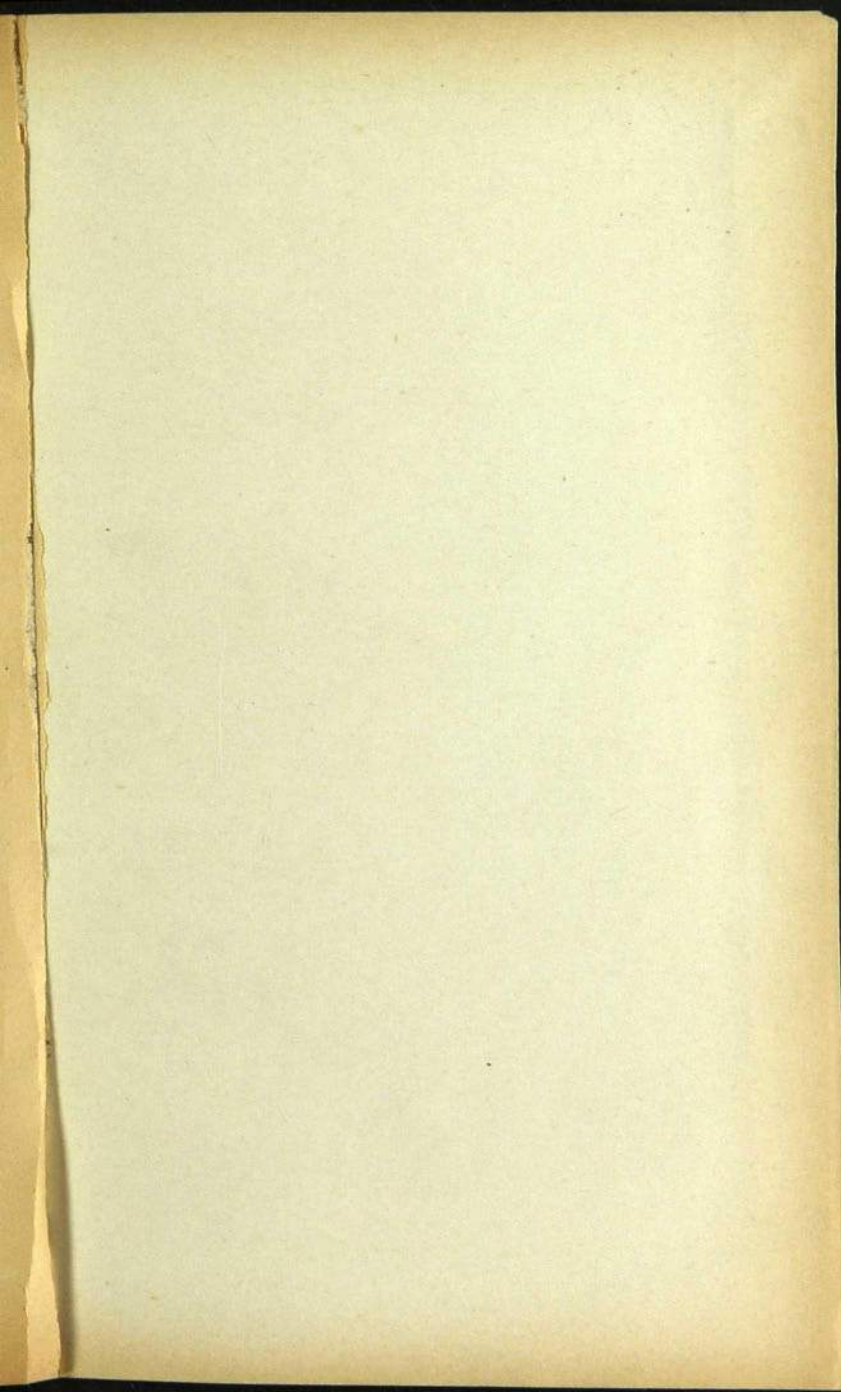
BIBLIOTHÈQUE
MUSEUM - MAR

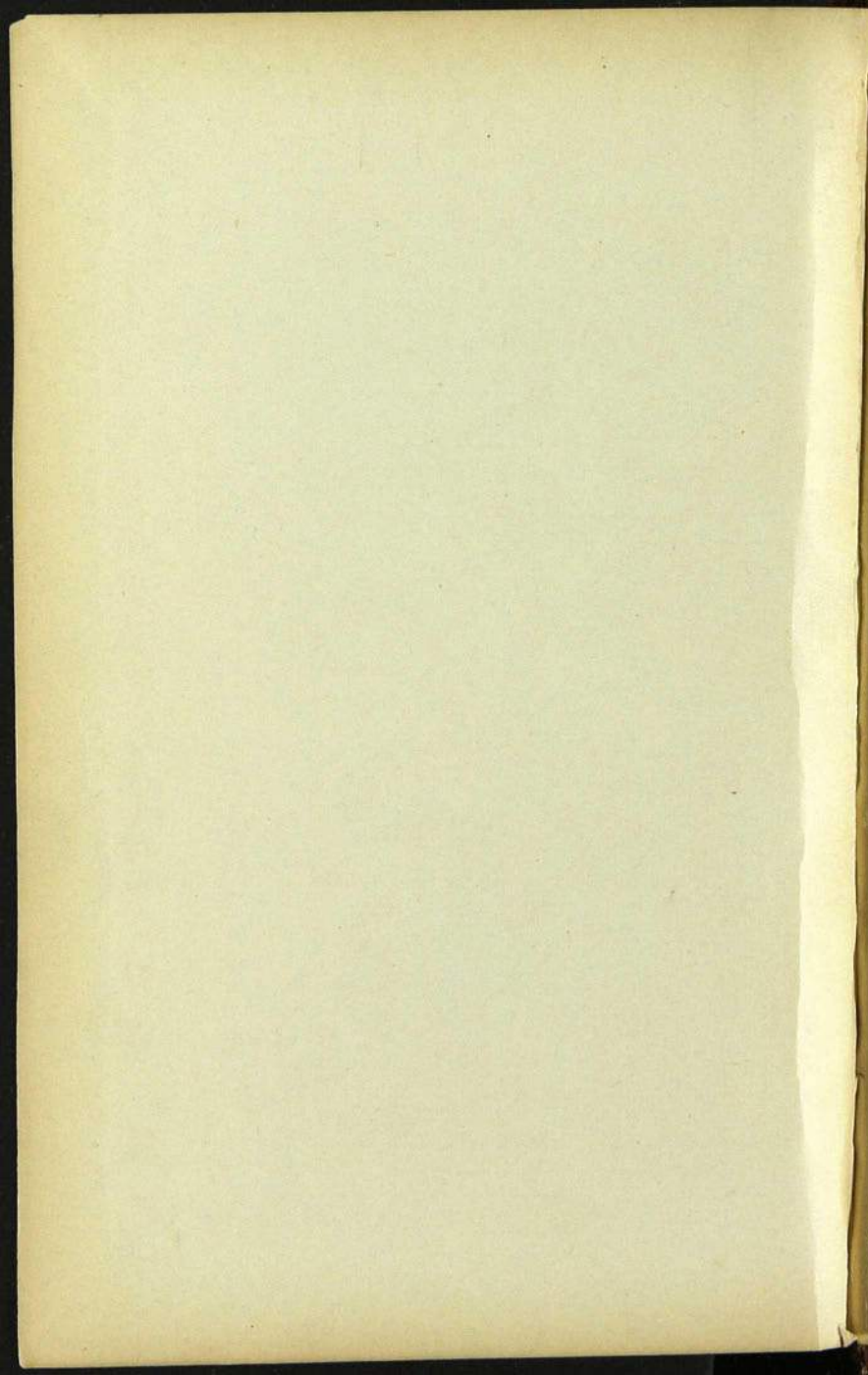
TABLE DES MATIÈRES

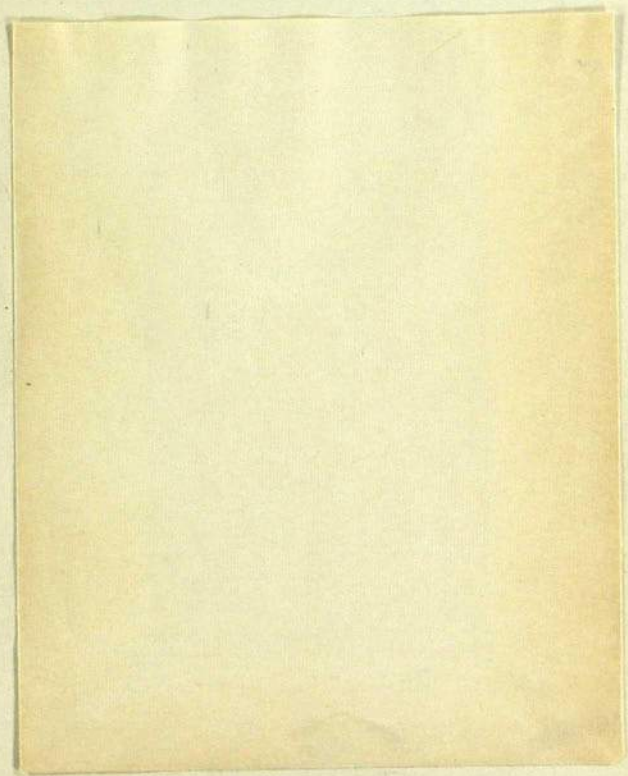
	<i>Pages</i>
<i>A ceux-là seulement qui savent lire</i>	9
<i>Le problème économique</i>	17
<i>Le problème économique. Conclusion</i>	28
<i>L'économique et le national</i>	52
<i>Labeurs de demain</i>	95
<i>L'éducation nationale</i>	136
<i>Notre destin français</i>	189
<i>L'Histoire, gardienne des traditions vivantes</i>	205
<i>Préparations des Jeunes à leurs tâches pro- chaines</i>	243

*Ving
celle*

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE VINGTIÈME JOUR DE NOVEMBRE
MIL NEUF CENT TRENTE-SEPT
POUR LES
EDITIONS DU ZODIAQUE
LIBRAIRIE DÉOM FRÈRES
1247 RUE SAINT-DENIS
À MONTRÉAL
PAR LES SOINS DE
LA PAROLE (LIMITÉE)
DRUMMONDVILLE (QUÉBEC)







BNQ



000 341 000

3
G
1